



LE MONDE. *diplomatie*

VOIR
OU AVOIR ?
PAR GÉRARD MORDILLAT
Pages 14-15.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 734 - 62^e année. Mai 2015

ENQUÊTE EN FRANCE ET AUX ETATS-UNIS

Quarante ans d'immigration dans les médias

Emouvant quand il meurt dans un naufrage, inquiétant lorsqu'il perturbe l'ordre public, l'étranger dope toujours l'Audimat. En France comme aux Etats-Unis, le traitement de l'immigration se focalise de plus en plus sur les questions humanitaires et de sécurité, en épousant en général les exigences du calendrier politique.

PAR RODNEY BENSON *

« **O** n a tendance à ne parler des immigrés que sous l'angle du fait divers ou du misérabilisme, à ne les voir que comme des agresseurs ou des victimes (1) », observait en 1988 Robert Solé, journaliste au *Monde*. Vingt-sept ans plus tard, la remarque n'a rien perdu de sa pertinence. Et sa validité dépasse largement les frontières françaises.

L'immigration occupe une place de plus en plus centrale dans le débat politique ; elle est une question sociale majeure. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), trois mille quatre cents migrants ont péri en tentant de traverser la mer Méditerranée pour rejoindre l'Europe

en 2014. En France, où la part des étrangers ne dépasse pas 6 % de la population totale, le Front national (FN) joue sur la peur de l'invasion pour gagner du terrain dans les scrutins locaux ou nationaux. Aux Etats-Unis, plus de soixante mille enfants non accompagnés ont été arrêtés à la frontière avec le Mexique en 2014 alors qu'ils fuyaient la violence des gangs d'Amérique centrale ou projetaient de tenter leur chance au Nord. La principale réponse du président Barack Obama a été de renforcer les contrôles frontaliers, preuve supplémentaire que son désaccord avec les républicains sur ce dossier n'est pas si profond.

(Lire la suite page 10.)

* Professeur de sociologie à la New York University. Auteur de *Shaping Immigration News: A French-American Comparison*, Cambridge University Press, New York, 2013.

(1) Robert Solé (entretien avec Jacqueline Costa-Lascoux), « Le journaliste et l'immigration », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 4, n° 1-2, Paris, 1^{er} semestre 1988.

IDÉOLOGIES CHANGEANTES, ALLIANCES DÉCONCERTANTES

Comment échapper à la confusion politique



ADOLPH GOTTLIEB. – « Blast » (Explosion), 1960

Plus de quatre ans après le début des révoltes arabes et les manifestations planétaires contre l'envol des inégalités – des « indignés » à Occupy Wall Street –, l'absence de résultats immédiats et la perte de repères clairs découragent les ardeurs à transformer la société et le monde. Un désenchantement s'exprime : « Tout ça pour ça ? » De vieux partis se décomposent ou changent de nom. Des alliances insolites se multiplient, ce qui bouscule également

En prétendant que « M^{me} Le Pen parle comme un tract communiste des années 1970 », M. François Hollande a contribué au brouillage des repères politiques en France. La multiplication des alliances entre des Etats qu'a priori tout oppose rend également plus délicate la compréhension des relations internationales. Et l'information accélère sans cesse la cadence, ce qui accroît la confusion ambiante. Dans ce contexte chaotique, comment conjurer les replis identitaires et clarifier les enjeux ?

PAR SERGE HALIMI

les catégories politiques habituelles. La Russie dénonce les « fascistes de Kiev » mais accueille à Saint-Petersbourg un rassemblement de l'extrême droite européenne ; la France alterne proclamations vertueuses sur la démocratie, la laïcité, et soutien redoublé à la monarchie saoudienne ; le Front national (FN) prétend se réjouir du triomphe électoral d'une gauche radicale et internationaliste à Athènes.

La machine médiatique amplifie ce brouillage d'autant plus naturellement que sa cadence s'accélère et qu'elle ne sait plus produire que des sujets haletants propres à retenir l'attention et à susciter le voyeurisme, la compassion hébétée, la peur. L'extrême droite et le fondamentalisme religieux profitent souvent du désarroi général et de la mise en avant quasi systématique des thèmes qui leur sont chers. Combattants rivaux du « choc des civilisations », ils propagent la nostalgie d'un retour à un univers de traditions, d'obéissance, de foi. Ils défendent un ordre social pétri autant que

pétrifié par le culte de l'identité, de la terre, de la guerre, des morts.

Ici et là, des tentatives de débordement, d'échappée belle, se heurtent, comme en Grèce, à un bloc compact de malveillance et d'interdits. Les intérêts en jeu sont puissants ; la bataille, forcément inégale. Sortir de la nasse exigerait une vision claire des forces sociales à mettre en branle, des alliés à gagner à sa cause, des priorités sur lesquelles fonder une action (1). Or, aux repères cardinaux qui ont armé les combats émancipateurs d'autrefois – la droite et la gauche, l'impérialisme et le progressisme, l'ethnie et le peuple –, semble mieux que jamais s'appliquer une observation de l'écrivain Jean Paulhan : « *Tout a été dit. Sans doute. Si les mots n'avaient changé de sens ; et les sens, de mots* (2). »

(Lire la suite page 16.)

(1) Lire « Stratégie pour une reconquête », *Le Monde diplomatique*, septembre 2013.

(2) Jean Paulhan, *Enigmes de Perse*, Babel, Paris, 1992.

DE LISBONNE À DUBLIN

A la recherche du prochain Syriza

Dans le bras de fer qui l'oppose à Berlin, Athènes cherche des soutiens. L'élection de M. Alexis Tsipras a-t-elle profité à ses alliés potentiels ailleurs en Europe ?

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
RENAUD LAMBERT

Sur un point au moins, le nouveau premier ministre grec et ses interlocuteurs bruxellois s'accordent : la Grèce ressemble à un domino en équilibre précaire. Chez les seconds, la perspective de son basculement suscitait jusqu'à récemment des images de débâcle financière. Depuis la victoire de M. Alexis Tsipras aux élections de janvier, un autre scénario de contagion les alarme : la propagation de l'idée que l'austérité ne fonctionne pas. Soit précisément ce qu'espère Athènes.

Quelle serait alors la prochaine pièce à tomber ? Très vite, les regards se sont tournés vers ces Etats que les marchés financiers avaient élégamment associés à la Grèce pour forger l'acronyme anglais PIGS (1) (« cochons ») : l'Espagne de Podemos, bien sûr, mais également l'Irlande et le Portugal, deux pays de la périphérie européenne ayant, tout comme la Grèce, fait l'objet de plans de « sauvetage » leur imposant des

programmes d'ajustement. Deux pays où se tiendront bientôt des scrutins législatifs (2).

A en croire la droite, au pouvoir dans les deux capitales, ni Lisbonne ni Dublin ne bénéficieraient d'un assouplissement des politiques de Bruxelles. « *Nous ne sommes pas la Grèce !* », se plaît à répéter le ministre des finances irlandais Michael Noonan, qui va jusqu'à envisager de « *faire fabriquer des tee-shirts avec ce message* (3) ».

(Lire la suite page 22 et 23.)

(1) Portugal, Irlande, Grèce, Spain.

(2) Entre le 14 septembre et le 14 octobre pour le Portugal ; entre octobre 2015 et avril 2016 pour l'Irlande.

(3) « Noonan : "We're not Greece... put that on a t-shirt" », *Independent*, Dublin, 23 juin 2011.

Mona Chollet rallume la flamme au foyer



Éditions
ZONES

328 pages, 17 euros
Disponible au format ePub

M 02136 - 734 - F : 5,40 € - RD



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$C, Espagne : 5,50 €, Etats-Unis : 7,50 \$US, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 30 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

UN IMAGINAIRE RÉPUBLICAIN OUVERT SUR LE MONDE

L'internationalisme au temps de la Commune

De nombreux historiens ont analysé la Commune de Paris comme un soulèvement patriotique trouvant son origine immédiate dans la confiscation des canons de la Garde nationale en mars 1871. Mais les fondements intellectuels de cette insurrection semblent plus anciens : dès 1868, dans les clubs politiques et les réunions populaires de la capitale, des citoyens en appellent à la « République universelle ».

PAR KRISTIN ROSS *

EN AVRIL 1871, au plus fort de la Commune de Paris, sept mille ouvriers londoniens organisèrent une manifestation de solidarité avec leurs camarades parisiens, marchant depuis ce que la presse bourgeoise britannique appelait « *notre Belleville* » – le quartier de Clerkenwell Green – jusqu'à Hyde Park, par un temps épouvantable. Accompagnés d'une fanfare, ils brandissaient des drapeaux ornés des slogans « Vive la Commune ! » et « Longue vie à la République universelle ! ».

La même semaine, dans l'amphithéâtre de l'école de médecine de la Sorbonne désertée par ses professeurs – tous s'étaient enfuis à Versailles (1) –, les artistes et les artisans parisiens (« *toutes les intelligences artistiques* ») écoutaient Eugène Pottier lire le manifeste de la Fédération des artistes de Paris, qui se conclut par la phrase : « *Le comité concourra à notre régénération, à l'inauguration du luxe communal et aux splendeurs de l'avenir, et à la République universelle.* »

« Commune » et « République universelle » représentent deux éléments fondamentaux de l'imaginaire politique de la Commune de Paris, deux expressions dont la charge affective déborde tout contenu sémantique précis. Mais la répétition de ces termes au long des dernières années de l'Empire, du siège de la capitale et de

l'insurrection elle-même exprimait le désir des communards d'une vie sociale organisée selon les principes de la participation et de la décentralisation.

La majorité des historiens situent le début de la Commune au 18 mars 1871, avec ce que Karl Marx appela la « *tentative d'effraction* » d'Adolphe Thiers (2), sa décision de confisquer les canons de la Garde nationale, et les réactions qu'elle provoqua. Dans leur récit, l'insurrection apparaît comme un soulèvement spontané, lié à une poussée de « *patriotisme égaré* » – comme le dit Thiers lui-même (3) – due aux circonstances particulières de la guerre franco-prussienne.

Or, si l'on commence, non par cette réaction spontanée, mais par les réunions de travailleurs de la fin de l'Empire, une tout autre image apparaît. On voit certaines idées prendre progressivement de l'importance. Les réunions des clubs politiques du nord de Paris, les plus révolutionnaires, s'ouvraient et se concluaient au cri de « Vive la Commune ! », et les expressions « République universelle » et « République des travailleurs » y étaient employées indifféremment. Ces rassemblements ont créé et développé l'idée d'une commune sociale : le désir de remplacer un gouvernement de traîtres et d'incompétents par la coopération directe de toutes les énergies et de toutes les intelligences.

« Paris vivait de sa vie propre »

LE TERME « Commune » exprimait le souci de l'échelle d'action, le désir d'autonomie locale, l'autosuffisance d'unités sociales assez petites et humaines pour que chacun se sente directement concerné par les détails de la vie quotidienne. La notion de « République universelle » représentait, elle, l'horizon internationaliste. Ensemble, les deux mots d'ordre dessinaient les contours d'un imaginaire puissamment non national. Ainsi, par « luxe communal », les artistes et les artisans de la Commune semblaient penser à une sorte de « beauté publique » : l'amélioration des espaces partagés dans toutes les villes et tous les villages, le droit pour chacun de vivre et de travailler dans un environnement agréable. En créant un art public, un art vécu, au niveau de municipalités autonomes, le « luxe communal » œuvrait contre la conception même de l'espace monumental et sa logique centralisatrice (nationaliste). Ce type de programme ne devrait pas nous étonner de la part de ceux qui ont mis à bas la colonne Vendôme. Mais il faut se garder d'imaginer que le terme ait pu impliquer un repli à l'intérieur des contours étroits de la municipalité. La Fédération des artistes considérait qu'elle agissait en même temps pour le luxe communal et pour la République universelle.

Sous la Commune, comme l'un de ses protagonistes les plus célèbres, le peintre Gustave Courbet, l'écrivit à sa mère, « *Paris a renoncé à être la capitale de la France* » (4). Le Paris d'alors ne voulait pas être un Etat, mais une entité autonome au sein d'une fédération internationale des peuples. L'échelle que privilégiait l'imaginaire communal était à la fois plus limitée et plus large que la nation. L'expression « République universelle » renvoyait à un ensemble de désirs, d'identifications et de pratiques qui ne se laissaient pas définir par le territoire de l'Etat ou circonscrire par

la nation. Elle distinguait très nettement ceux qui l'employaient des républicains parlementaires ou libéraux : ces derniers croyaient en la nécessité d'une autorité étatique forte et centralisée, supposée garante de l'ordre social.

Durant les mois du siège, qui précéderent la Commune, Paris, selon les mots du communalard Arthur Arnould, « *vivait de sa vie propre, ne relevait que de sa volonté individuelle. (...) Paris avait (...) appris le mépris absolu des deux seules formes gouvernementales qui eussent été jusqu'alors en présence dans notre pays : la monarchie et la République oligarchique ou bourgeoise* » (5). La République universelle signifiait par opposition le démantèlement de la bureaucratie impériale, de son armée de métier et de sa police en premier lieu. « *Il ne suffit pas d'émanciper chaque nation en particulier de la tutelle des rois, écrivait, dès 1851, le géographe anarchiste et futur communalard Elisée Reclus, il faut encore la libérer de la suprématie des autres nations, il faut abolir ces limites, ces frontières qui font des ennemis d'hommes sympathiques* » (6) ! »

Le lendemain de la proclamation de la Commune, tous les étrangers furent admis dans ses rangs, car « *le drapeau de la Commune est celui de la République universelle* » (7). Mais l'expression n'est pas née à ce moment ; elle remonte en réalité à un bref épisode d'internationalisme pendant la Révolution française. Son inventeur, Anacharsis Cloots, Prussien d'origine, qui se présentait lui-même comme « *l'orateur du genre humain* », soutint cette révolution aux côtés de Thomas Paine, sur des bases internationalistes, avant d'être guillotiné. Cependant, loin de signifier un retour aux principes de la révolution bourgeoise de 1789, le mot d'ordre de la République universelle, lancé par les communards, marque leur rupture avec son héritage, en faveur d'un véritable internationalisme des travailleurs.

Pensons par exemple aux habitudes de travail et à la culture des artisans d'art, qui participèrent en si grand nombre au mouvement de mars 1871, comme le nota plus tard Prosper-Olivier Lissagaray, le premier et le plus influent des historiens de la Commune. Ils étaient des internationalistes avant la lettre. On se souvient surtout aujourd'hui de Pottier comme de l'auteur de *L'Internationale*, écrite en juin 1871 au milieu des exécutions brutales des révolutionnaires vaincus ; à la veille de l'insurrection, il dirigeait un grand atelier où l'on confectionnait draperies, tapisseries, dentelles, où l'on pratiquait la peinture sur étoffes et sur céramique. Des artisans qualifiés de diverses origines et nationalités travaillaient ensemble à des tâches complémentaires ; leur internationalisme s'explique pour partie par la mobilité qui caractérisait ce type de métiers : ils allaient librement d'une région à l'autre et même d'un pays à l'autre. Comme beaucoup de jeunes d'aujourd'hui, que la précarité économique contraignait à une existence nomade, les hommes et les femmes artisans du milieu du XIX^e siècle passaient l'essentiel de leur temps non pas à travailler, mais à chercher du travail.

Lorsque la France déclara la guerre à la Prusse, le 19 juillet 1870, les employés de l'atelier de Pottier furent parmi les signataires du manifeste de la section parisienne de l'Internationale, aux côtés de leurs camarades d'Allemagne et d'Espagne, contre ce que Pottier appela dans un poème le « *régime cellulaire de la nationalité* » (8). Fait inédit dans une formation socialiste, le message était résolument antinationaliste : « *Une fois encore, sous prétexte d'équilibre européen, d'honneur national, des ambitions politiques menacent la paix du monde. Travailleurs français, allemands, espagnols, que nos voix s'unissent dans un cri de réprobation contre la guerre ! (...) La guerre (...) ne peut être aux yeux des travailleurs qu'une criminelle absurdité* » (9). »

Mais c'est peut-être la direction particulière prise alors par les femmes et par le féminisme qui témoigne le mieux de cette volonté de dépasser le cadre politique de l'Etat moderne. Louise Michel, Paule Minck, Elisabeth Dmitrieff et d'autres ne cherchaient pas l'intégration dans l'Etat ou sa protection ; elles n'exigeaient pas, comme les femmes l'avaient fait en 1848, le droit de vote ni aucun autre droit de type parlementaire. Elles pratiquaient une forme de liberté au mépris total de l'Etat. En tant que participantes à la République universelle, elles se montraient indifférentes à la politique républicaine. Pourtant, Dmitrieff et sept ouvrières de l'habillement créèrent ce qui devint la plus grande et la plus efficace des organisations de la Commune : l'Union des femmes. Ses comités se réunissaient quotidiennement dans presque tous les arrondissements de Paris, fournissant du travail rémunéré aux

femmes tout en répondant à l'urgence des situations de combat.

Rien n'était plus éloigné de la République universelle, envisagée comme association volontaire de toutes les initiatives locales ou « libre confédération de collectivités autonomes », que la République conservatrice à prétention universaliste qui allait finir par s'imposer. La République universelle imaginée et, dans une certaine mesure, vécue pendant la Commune n'était pas seulement très différente de celle qui adviendra. Elle était aussi conçue en opposition avec la République française timidement accouchée en septembre 1870 par Thiers, alors monarchiste, et plus encore avec celle qui s'affermirait sur les cadavres des communards. Car ce massacre fut l'acte fondateur de la III^e République, qui se consolida ensuite tandis que la bourgeoisie industrielle et les grands cultivateurs de province nouaient leur alliance historique, soudant pour la première fois la modernisation capitaliste à l'Etat républicain.

En France, le massacre marqua le début d'une séquence profondément conservatrice sur la question de l'identité nationale. Cette séquence devait se prolonger au moins jusqu'à Vichy, tandis que dans toute l'Europe les nations entraient dans la compétition coloniale et mettaient en œuvre les nouvelles formes de massacre à grande échelle nécessaires au contrôle et au maintien de l'ordre dans les empires.

A partir de l'amnistie des communards votée par le Parlement en 1880, on assiste à des tentatives d'intégrer la Commune à la fiction républicaine française, en l'assimilant à un mouvement patriotique ou à un combat pour les libertés républicaines – autrement dit, à une tentative réformiste

de démocratiser l'Etat bourgeois plutôt que de le détruire. Mais il suffit de lire les Mémoires des survivants pour voir à quel point eux-mêmes se défendaient farouchement d'avoir agi pour sauver cette République : « *La République de nos rêves n'était assurément pas celle que nous avons. Nous la voulions démocratique et sociale, et non ploutocratique* », écrit l'un d'eux (10). Gustave Lefrançais se montre plus radical encore : « *Le prolétariat n'arrivera à s'émanciper réellement qu'à la condition de se débarrasser de la République, dernière forme, et non la moins malfaisante, des gouvernements autoritaires* » (11). »

(1) Siège du gouvernement de défense nationale instauré après la défaite de Sedan et la capture de Napoléon III (septembre 1870).

(2) Monarchiste orléaniste, Adolphe Thiers (1797-1877) devient chef du pouvoir exécutif en février 1871, peu après la chute du Second Empire. La restauration monarchique se révélant impossible, il se rallie à la République en 1873.

(3) Cité dans *La Revue blanche*, 1871, enquête sur la Commune, Editions de l'Amateur, Paris, 2011 (1^{re} éd. : 1897).

(4) *Correspondance de Courbet*, texte établi par Petra Ten-Doesschate Chu, Flammarion, Paris, 1996.

(5) Arthur Arnould, *Histoire populaire et parlementaire de la Commune de Paris*, Res Publica, Gémenos, 2009 (1^{re} éd. : 1878).

(6) Cité dans *Le Libérateur*, Paris, 28 août-1^{er} octobre 1925.

(7) *Journal officiel de la République française sous la Commune*, Ressouvenances, Villers-Cotterêts, 1995 (1^{re} éd. : 1871).

(8) Eugène Pottier, « La Guerre », *Chants révolutionnaires*, Comité Pottier, Paris, 1908.

(9) Manifeste de la section parisienne de l'Association internationale des travailleurs publié dans *Le Réveil*, 12 juillet 1870.

(10) Paschal Grousset, cité dans *La Revue blanche...*, op. cit.

(11) Gustave Lefrançais, cité dans *La Revue blanche...*, op. cit.



ALBERT PETERS-DESTERACT. – « Les obsèques de Louise Michel » (22 janvier 1905), 1905

Les rencontres du Monde diplomatique 2015

EUROPE, DES CHOIX EXISTENTIELS

**VENDREDI
22 MAI**

Un dialogue entre la rédaction du journal et ses lecteurs, suivi d'un colloque international

ECOLE NORMALE SUPERIEURE,
SALLE JEAN-JAURES
29, rue d'Ulm, 75005 Paris

**MONDE
diplomatique**

**SAMEDI
23 MAI**

4 tables rondes avec notamment Ph. Askenazy, B. Cassen, F. Castex, S. Halimi, F. Lordon, T. A. Seck, A. Sinaï, P. Wahl, F. Wurtz

INSCRIPTION GRATUITE ET OBLIGATOIRE
Programme complet : www.rencontresdiplo.fr

ENS

AMD

Image : Boris Serenak

* Professeure de littérature comparée à l'université de New York. Auteure de *L'Imaginaire de la Commune*, La Fabrique, Paris, 2015.

Washington débordé par

Après un mois de bombardements, la coalition menée par l'Arabie saoudite déclare privilégier une solution politique à la crise yéménite. Pour autant, tout à son bras de fer avec l'Iran, le royaume wahhabite n'écarte pas l'option d'une offensive terrestre contre la rébellion chiïte houthiste. Cette perspective inquiète l'administration Obama, qui a du mal à maintenir la cohésion parmi ses alliés.

PAR AKRAM BELKAÏD *

UN PRINTEMPS tardif s'installe à Washington en cette fin de mois d'avril. Mais ni la floraison des cerisiers ni la hausse des températures ne peuvent atténuer l'atmosphère de perplexité et d'inquiétude latente qui prévaut dans la capitale fédérale. Des couloirs du Congrès aux salles de réunion des principaux centres de recherche de Massachusetts Avenue ou de Connecticut Avenue, les mêmes questions reviennent : que se passe-t-il vraiment au Proche-Orient et que doivent faire les Etats-Unis pour éviter de s'y embourber une nouvelle fois ?

La guerre civile en Syrie, les agissements meurtriers de l'Organisation de l'Etat islamique (OEI), les bombardements du Yémen par une coalition de neuf pays arabes, sans oublier les violences confessionnelles entre sunnites et chiïtes, font quotidiennement la « une ». Mais la stratégie américaine de réponse à ces défis semble illisible. Dans un Machrek en pleine incandescence, les Etats-Unis ont également du mal à rassurer leurs alliés, qu'il s'agisse de l'Arabie saoudite, des autres pétromonarchies, de l'Egypte ou de l'Irak.

La visite officielle du premier ministre irakien Haïdar Al-Abadi, la première du genre, a ainsi mis en exergue le grand écart

* Journaliste.

permanent auquel semble désormais vouée l'administration du président Barack Obama. Washington a promis 200 millions de dollars à Bagdad pour aider les populations déplacées en raison des combats contre l'OEI, ainsi que son soutien pour l'octroi d'un prêt de 700 millions par le Fonds monétaire international (FMI). Cet argent est destiné à compenser l'aggravation du déficit budgétaire irakien, qui devrait atteindre en 2015 les 25 milliards de dollars, soit l'équivalent du tiers des recettes pétrolières attendues pour la même année.

Par ailleurs, les responsables américains n'ont eu de cesse d'exhorter leur interlocuteur à prendre plus de distances avec les dirigeants iraniens. « *L'Irak doit respecter la souveraineté de l'Irak et cesser d'intervenir de manière unilatérale sur le sol irakien* », a martelé M. Obama, reprochant à Téhéran de soutenir militairement les milices chiïtes qui se battent contre l'OEI sans en référer au gouvernement de Bagdad. Ces milices sont régulièrement accusées de pillages et de violences contre les populations civiles, comme lors de la reprise de la ville de Tikrit, fin mars.

M. Al-Abadi a d'abord minimisé le rôle de l'Iran dans son pays, affirmant que seuls une centaine de conseillers militaires y étaient présents. Ensuite, ses accompagna-

teurs et lui n'ont pas manqué une occasion de saluer à la fois les « *progrès diplomatiques réalisés dans le cadre du dossier nucléaire iranien* » et l'« *engagement* » de Washington pour trouver un accord définitif sur cette question d'ici à la fin du mois de juin prochain. « *Le message de M. Al-Abadi a été clair. Il a dit aux Etats-Unis qu'ils ne pouvaient pas à la fois se rapprocher de l'Iran, même timidement, et dans le même temps reprocher à l'Irak d'en être l'allié* », commente un diplomate américain qui requiert l'anonymat.

Pour ce fin connaisseur du monde arabe, les Etats-Unis ne savent d'ailleurs plus sur quel pied danser au Proche-Orient : « *Il y a encore quelques années, nos alliés ne nous posaient pas les mêmes problèmes de cohérence. Ils se conformaient aux grandes lignes de nos actions et nous savions leur donner suffisamment de mou pour ne pas les obliger à une totale docilité. Aujourd'hui, nous sommes en permanence contraints de concilier des positions contradictoires.* » Un avis que partage Ahmed Ali, politiste auprès de l'Empowering Youth for Peace en Iraq, un centre de réflexion basé à Washington, et lui-même d'origine irakienne : « *L'administration Obama sait très bien que le régime de Bagdad continuera de rechercher un équilibre entre les Etats-Unis et l'Iran, car il a besoin de ces deux acteurs de poids pour vaincre l'OEI.* » D'autres experts, à l'image de Richard Nephew, de la Brookings Institution, un think tank proche du Parti démocrate, s'interrogent quant à eux sur le paradoxe apparent qui pousse le président américain à freiner toute tentative du Congrès de durcir les sanctions contre l'Iran, tout en usant d'un ton quelque peu martial à l'encontre de ce même pays dès lors qu'il s'agit d'évoquer la situation en Irak ou au Yémen.

La visite officielle de M. Al-Abadi a surtout illustré un autre tiraillement, bien plus important, au sein de la zone

d'influence américaine au Proche-Orient. Evoquant l'intervention aérienne de la coalition dirigée par les Saoudiens au Yémen pour contrer l'avancée des miliciens houthistes, le premier ministre irakien s'est interrogé sur la pertinence d'une telle action, estimant que « *la solution aux problèmes du Yémen se trouve d'abord au Yémen* ». En clair, Bagdad plaiderait pour un retour au dialogue national avec la participation des houthistes, qui ont repris les armes pour protester contre un projet d'Etat fédéral concocté par le président Abd Rabbo Mansour Hadi (1).

Plus important encore : face à un petit comité de journalistes reçus à Blair House, la résidence des dignitaires étrangers invités à la Maison Blanche, le dirigeant irakien a clairement affirmé que l'administration Obama partageait son opinion. Comme lui, elle estimerait que l'Arabie saoudite « *constitue le principal obstacle à un cessez-le-feu* » entre les factions yéménites. Cette déclaration a suscité un démenti presque immédiat de M. Alistair Baskie, le porte-parole du Conseil national de sécurité américain, ainsi qu'une conférence de presse organisée au pied levé par

l'ambassadeur saoudien Adel Al-Jubeir, qui a fustigé le « *manque de logique* » de la déclaration de M. Al-Abadi.

En réalité, les propos de ce dernier n'ont guère surpris ou choqué à Washington. La stratégie globale suivie par Riyad au Yémen suscite beaucoup d'interrogations. Sans être prise de court, l'administration Obama n'était pas favorable à la constitution d'une coalition arabe contre les rebelles houthistes. Un mois plus tard, dès l'annonce de la fin des bombardements aériens, la presse américaine relayait le scepticisme ambiant quant à l'efficacité de cette campagne, insistant sur son bilan élevé – plus d'un millier de morts, des centaines de blessés et près de 300 millions de dollars de dégâts – et sur le fait que les capacités militaires de la rébellion n'avaient guère été entamées. Pour un diplomate en poste dans la capitale fédérale, « *l'Arabie saoudite cherche à signifier à l'Iran que son influence sera systématiquement combattue dans la péninsule arabique ; les Etats-Unis en sont conscients, mais ils savent aussi que la solution à la crise yéménite ne peut être que politique* ».

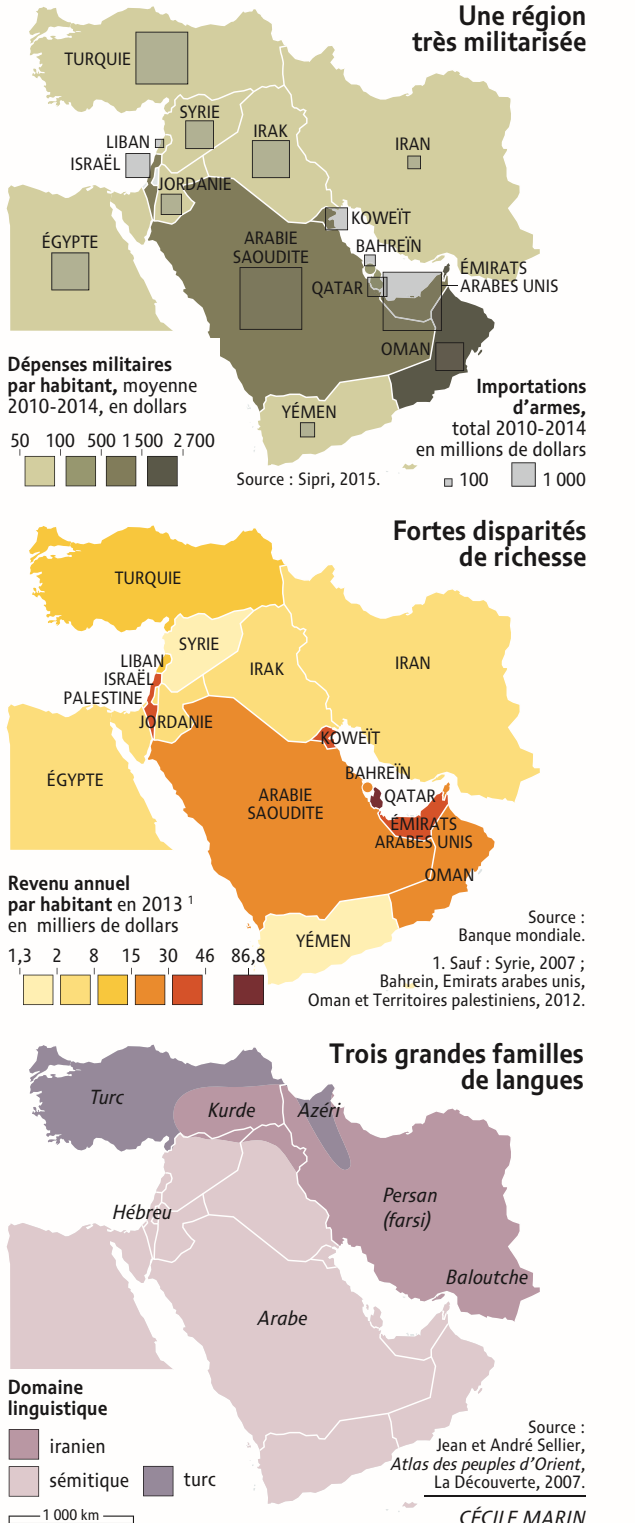
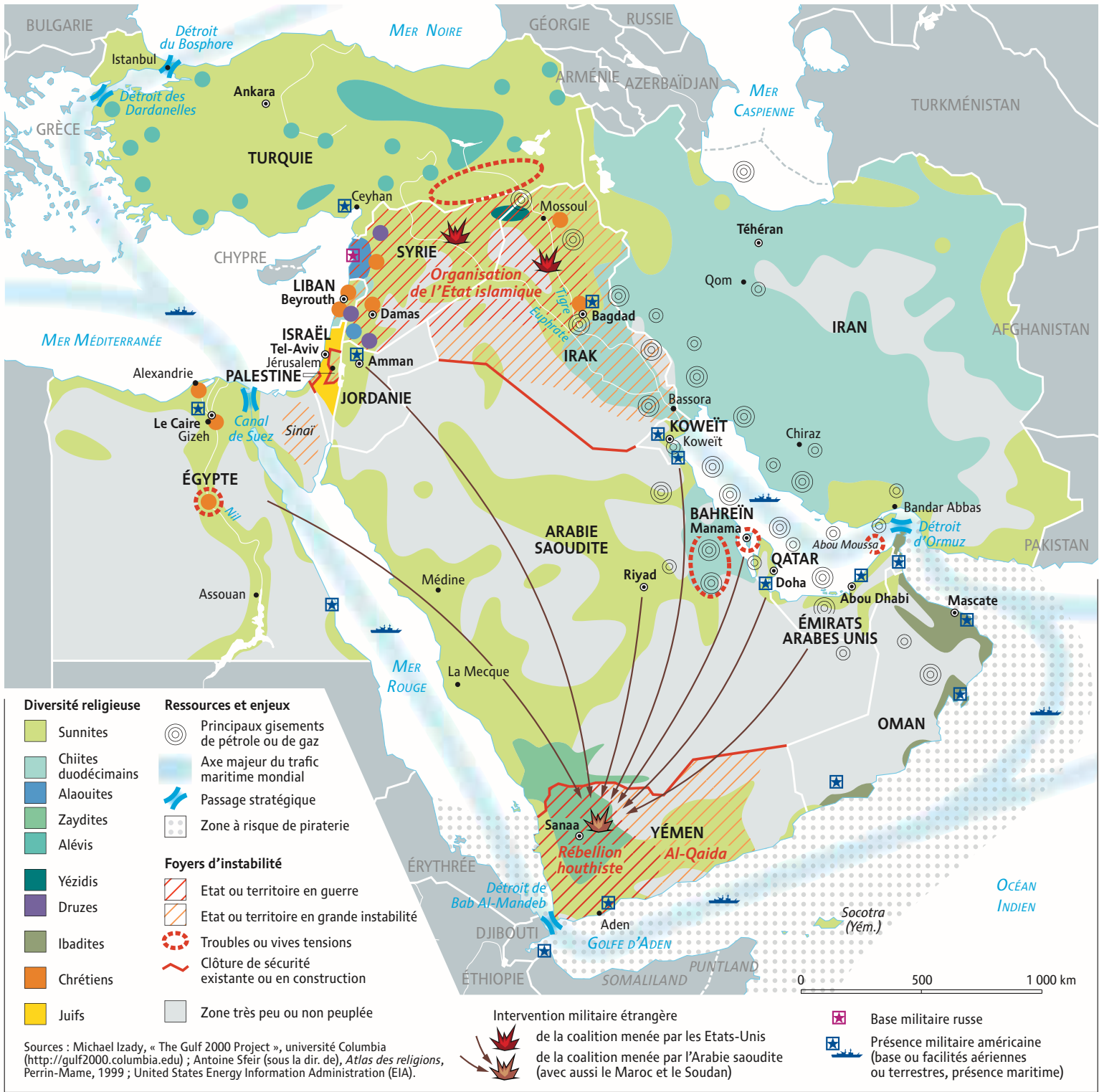
Quand le Pentagone renseignait la coalition

WASHINGTON a peiné à convaincre Riyad de privilégier une autre voie que celle des bombardements. Cela d'autant plus que les dirigeants saoudiens ne jurent aujourd'hui que par les républicains, dont ils apprécient la virulence à l'égard de l'Iran et de M. Obama. Ainsi, la lettre des sénateurs républicains rappelant au Guide suprême iranien Ali Khamenei que le Congrès aurait le dernier mot quant à l'accord sur le nucléaire (*lire ci-contre*) a convaincu Riyad que l'autorité du président américain était entamée.

Pour limiter les pertes civiles et les conséquences d'une intervention qui risque d'embraser la région entière, l'armée américaine a exercé un droit de regard sur les cibles choisies par la coalition. Officiellement, l'Arabie saoudite et ses partenaires définissaient les objectifs

(1) Réfugié dans un premier temps dans la ville portuaire d'Aden, le président Hadi, élu en 2012, six mois après le départ négocié de son prédécesseur Ali Abdallah Saleh, a finalement fui le pays en mars et s'est installé en Arabie saoudite.

PÉTROLE ET RELIGIONS N'EXPLIQUENT PAS TOUT



DANS UNE RÉGION QUI S’EMBRASE

l’affrontement entre Riyad et Téhéran

à bombarder, le Pentagone leur fournissant des informations recueillies par ses drones et traitées simultanément dans des centres opérationnels en Arabie saoudite, au Qatar et à Bahreïn. Mais, comme le relève le consultant en défense Richard Stark, fournir ou pas des informations «*revenait finalement à exercer un droit de veto sur les cibles susceptibles d’être bombardées*»...

Cette participation, même indirecte, aux opérations militaires saoudiennes – auxquelles s’ajoutent encore des actions en mer pour empêcher l’approvisionnement en armes des milices houthistes – a traduit un triple objectif des Etats-Unis.

Le premier : retarder le plus possible, voire empêcher une intervention au sol des quelque cent cinquante mille soldats saoudiens massés à la frontière yéménite. Non par conviction humanitaire ou pacifiste, mais simplement parce que Washington craint que cette offensive ne se traduise par une déroute pour l’armée saoudienne. Instruits par le précédent de novembre 2009, lorsque celle-ci avait subi des pertes importantes après une première attaque contre les rebelles houthistes, les dirigeants américains ne veulent pas voir ce scénario se reproduire, ce qui pourrait conduire leurs troupes à intervenir au sol, alors que se profile la campagne présidentielle de 2016.

Washington se montre d’autant plus circonspect sur une intervention terrestre que ses deux suppléants possibles traînent des pieds pour s’y joindre. Ni l’Egypte, qui a pourtant participé aux opérations aériennes, ni le Pakistan, qui, au grand dam de l’Arabie saoudite et des autres monarchies du Golfe, a décidé de rester en retrait de la coalition, ne l’envisagent.

Pays musulman à majorité sunnite, le Pakistan est un allié militaire de longue date de l’Arabie saoudite. Tous deux opposés à l’ex-URSS et à l’Inde, Riyad et Islamabad ont renforcé leur coopération durant la première guerre d’Afghanistan (1979-1989). Alors que le royaume wahhabite est l’un de ses principaux bailleurs de fonds, le Pakistan joue à son égard le rôle de puissance nucléaire protectrice. Sollicités par Riyad pour faire pression notamment sur le Pakistan, les Etats-Unis ont jusqu’à présent botté en touche, au grand soulagement du premier ministre pakistanais Nawaz Sharif.

Très critiqué par son allié saoudien et par les Emirats arabes unis (EAU), ce dernier a promis d’intervenir, mais uniquement si l’intégrité territoriale de l’Arabie saoudite était menacée. «*L’armée pakistanaise est à l’image du pays. Elle compte aussi des chiïtes, et il n’est pas question que la lutte d’influence entre Riyad et Téhéran la fasse imploser*», assène le politiste et blogueur pakistanais Khalid Muhamad, qui estime que son pays n’a pas à soutenir une «*entreprise expansionniste*» de Riyad.

Le deuxième objectif que poursuit Washington en essayant de convaincre l’Arabie saoudite de privilégier la solution politique et de ne pas lancer d’opération terrestre tient à la situation en Irak. Lors de sa visite, M. Al-Abadi a mis en garde ses interlocuteurs américains contre une telle évolution, estimant que le royaume wahhabite jouerait alors dans la région «*un rôle comparable à celui de Saddam Hussein envahissant le Koweït et menaçant ses autres voisins*». En mars 2011, l’intervention saoudienne à Bahreïn pour mater une importante révolte populaire majoritairement chiïte avait déjà alarmé les autorités irakiennes. Elle les avait persuadées que leur pays,

désormais contrôlé par un pouvoir central d’obédience chiïte, serait tôt ou tard lui aussi la cible d’une action militaire saoudienne. «*La dernière chose que veulent les Etats-Unis, c’est une aggravation de la tension entre Saoudiens et Irakiens, les seconds accusant les premiers d’avoir financé en sous-main l’OEI. Or la crise au Yémen laisse penser que Riyad a décidé de prendre l’initiative et de signifier à ses rivaux qu’il va falloir désormais compter avec lui*», précise encore le diplomate arabe à Washington.

Troisième objectif poursuivi par les Etats-Unis dans leur tentative de limiter les dégâts liés à l’intervention au Yémen : éviter que la région ne devienne un terrain d’affrontements par procuration entre une Arabie saoudite qui se proclamerait championne du monde sunnite et l’Iran chiïte. Là aussi, le pragmatisme commande. Déjà impliquée en Irak face aux troupes de l’OEI et gardant en option une action militaire en Syrie, l’administration Obama sait qu’une dégradation de la situation conduirait à l’apparition de nouveaux foyers de violences sectaires un peu partout au Proche-Orient, y compris dans le Golfe, région stratégique pour l’approvisionnement mondial en hydrocarbures.

Risque de chaos du Liban jusqu’à l’Inde

«*UNE idée récurrente dans le monde arabe est que les Etats-Unis cherchent à provoquer un affrontement généralisé entre chiïtes et sunnites afin de mieux asseoir leur pouvoir dans le Golfe et au Proche-Orient. Or rien ne serait plus aventureux que d’ouvrir cette boîte de Pandore. Cela pourrait semer le chaos des côtes du Liban jusqu’à l’Inde*», estime le politiste Hasni Abidi, du Centre d’études et de recherches sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam) à Genève. Déjà, au Liban, M. Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a appelé à plusieurs reprises le monde musulman à s’opposer «*aux manipulations et aux conflits*» créés par l’Arabie saoudite. Cet appel fait écho aux propos du président iranien Hassan Rohani, qui, lors du défilé annuel des forces armées de son pays, n’a pas hésité à accuser nommément l’Arabie saoudite de financer le terrorisme en Syrie, au Liban et en Irak.

Riyad a bien conscience de cette crainte américaine de voir s’aggraver son bras de fer avec l’Iran. Alors que les dignitaires sunnites continuent de déverser sur les réseaux sociaux leurs invectives contre les «*chiïtes hérétiques*», le prince Saoud Al-Fayçal, ministre des affaires étrangères, répète régulièrement que son pays n’est pas engagé «*dans une guerre d’influence ou par procuration contre l’Iran*». Il a néanmoins appelé Téhéran à cesser de livrer des armes aux rebelles houthistes. Dans le contexte régional actuel, et vu le niveau de défiance entre Washington et Riyad, qui ne lui pardonne pas la chute du président égyptien Hosni Moubarak en février 2011, il n’est pas exclu que l’Arabie saoudite finisse par aller à l’encontre des souhaits du protecteur américain en intervenant au sol au Yémen. Chauffée à blanc par un discours nationaliste et religieux virulent, une partie de la population attend une démonstration de force qui effacerait le

souvenir cuisant de 2009. Au risque d’un enlèvement : «*C’est ce qu’attend l’Iran pour affirmer son influence sur la région, s’alarme un homme d’affaires saoudien installé en Virginie. Cela va renforcer ce pays qui semble être le seul à avoir une stratégie cohérente. Ce n’est pas un hasard si l’administration Obama cherche un accord à tout prix avec lui.*»

Nombreux sont les experts qui estiment que la République islamique réussit un sans-faute diplomatique, du moins pour l’instant. Après avoir conclu un accord intérimaire sur le nucléaire, Téhéran a convaincu la Turquie et le Pakistan de ne pas se joindre à la coalition formée par l’Arabie saoudite pour bombarder le Yémen. Autre victoire d’importance : la Russie a décidé de lever l’embargo sur certaines armes à destination de l’Iran qu’elle avait elle-même instauré en 2010. Cette décision relance l’exécution d’un contrat de 800 millions de dollars conclu en 2007 pour la fourniture de batteries antiaériennes de type S-300.

Fort d’un lien plus ou moins renoué avec les Etats-Unis et l’Occident, jouant sa propre partition en Irak et en Syrie et profitant des dissensions majeures au sein du camp proaméricain, l’Iran apparaît, du moins à court terme, comme le grand vainqueur de l’évolution dans la région. Même si les revers militaires de son allié syrien inquiètent les dignitaires de Téhéran. Allant jusqu’à se placer dans le camp des colombes, la République islamique ne cesse de rappeler par la voix de M. Javad Zarif, son ministre des affaires étrangères, que «*l’Iran n’a pas envahi le moindre pays depuis deux cent cinquante ans*». Et ses appels à la mise en œuvre d’un plan de paix au Yémen lui ont permis de marquer des points dans un monde arabe plutôt hostile à l’intervention de la coalition, y compris chez certains de ses membres.

Dans un contexte où les turbulences nées des révoltes de 2011 ne cessent de s’aggraver (2), l’Iran, bien que chiïte, fait soudain figure de référence dans un monde sunnite en plein désarroi.

AKRAM BELKAÏD.

(2) Lire Hicham Ben Abdallah El-Alaoui, «*Surdité des gouvernements arabes*», *Le Monde diplomatique*, février 2015.

La montée des périls

11 février 2011. Démission du président égyptien Hosni Moubarak.

Mars-mai 2011. Emeutes et protestations populaires en Arabie saoudite, au Koweït et dans le sultanat d’Oman.

14 mars 2011. Intervention des forces armées saoudiennes et émiraties à Bahreïn.

Novembre 2011. L’Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe font pression sur le président yéménite pour qu’il quitte le pouvoir à la suite des manifestations populaires.

Février 2012. Seul candidat, le maréchal Abd Rabbo Mansour Hadi est élu président de la République du Yémen pour deux ans, un mandat prolongé d’un an en 2014.

Avril 2012. La visite du président iranien Mahmoud Ahmadinejad dans l’île d’Abou Moussa (annexée par l’Iran et revendiquée par les Emirats arabes unis) provoque un regain de tension entre Téhéran et les monarchies du Golfe.

3 juillet 2013. Destitution par l’armée égyptienne du président Mohamed Morsi, élu un an plus tôt.

Mars 2014. Le soutien du Qatar aux Frères musulmans provoque une crise au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

28 mai 2014. Le maréchal Abdel Fatah Al-Sissi est élu président de l’Egypte avec 96,91 % des suffrages.

8 août 2014. Début des bombardements de la coalition menée par les Etats-Unis contre l’Organisation de l’Etat islamique (OEI).

26 mars 2015. Une coalition menée par l’Arabie saoudite déclenche une offensive aérienne contre la rébellion houthiste pour rétablir le président Hadi. Protestations de l’Iran.

2 avril 2015. Signature à Lausanne d’un accord-cadre sur le nucléaire iranien.

Un accord qui ouvre le champ des possibles en Iran

PAR SHERVIN AHMADI *

AVANT tout, la conclusion d’un accord sur le programme nucléaire iranien représente une victoire pour Téhéran. Certes, le régime a dû reculer sur certains points auparavant présentés comme non négociables : le nombre de centrifugeuses et le taux d’enrichissement de l’uranium. Mais il obtient en échange le statut d’interlocuteur reconnu de l’Occident, en particulier des Etats-Unis. La République islamique voit ainsi se dessiner la perspective de nouvelles coopérations avec ses détracteurs d’hier, d’abord sur le plan économique puis, peut-être, à plus long terme, dans les domaines militaire et politique. Et cela même si rien n’est encore joué et si des divergences majeures subsistent quant à l’interprétation de l’accord de Lausanne, notamment en ce qui concerne le rythme auquel les sanctions seront levées.

Contrairement à ce que l’on pouvait attendre, l’accord transitoire n’a pas suscité une grande euphorie chez les dirigeants iraniens : ils ont fait preuve de retenue sans pour autant cacher leur satisfaction. Du commandant des gardiens de la révolution

au chef d’état-major en passant par le président du Parlement, M. Ali Larijani, les hauts responsables de l’Etat ont tous rendu un hommage appuyé aux négociateurs. Le Guide suprême Ali Khamenei a pris position assez tardivement en estimant que «*le texte de Lausanne ne garantit pas forcément un accord définitif*» et que les Iraniens «*n’ont pas à s’emporter ou à se féliciter*». Ses propos sonnent comme une mise en garde pour la suite. Mais ils ne doivent pas faire oublier qu’il a lui-même facilité cette issue en permettant aux négociateurs iraniens de faire des concessions. Au final, seules les factions les plus dures du régime, proches de l’ancien président Mahmoud Ahmadinejad et réunies autour d’un mouvement dit des «*inquiets*» (Delvapassan), ont exprimé leur opposition, reprochant à l’accord de ne pas défendre suffisamment l’intérêt national.

Au cours de ces derniers mois, le président Hassan Rohani et son gouvernement ont essayé de créer, avec plus ou moins de succès, un sentiment d’union nationale autour des négociations. En novembre 2014, six cinéastes, parmi lesquels Abbas Kiarostami, Asghar Farhadi et Rakhshan Bani-Etemad, ont lancé une campagne sur le thème «*Il n’y a pas plus mauvais accord que l’absence d’accord*». Pour la première fois depuis plus de trente ans, des intellectuels s’engageaient ainsi de manière affirmée et positive dans les affaires de la République islamique. En même temps, les manœuvres de l’Arabie saoudite et d’Israël pour faire capoter les

discussions de Lausanne ont elles aussi contribué à raviver le sentiment national, pour ne pas dire nationaliste.

Inutile de se leurrer, toutefois : la conclusion d’un accord n’apaisera pas le sentiment d’impatience qui règne dans le pays. L’opinion iranienne a d’ailleurs accueilli la conclusion des négociations de

Décalage entre le pouvoir et la société

PAR ailleurs, le rapprochement avec l’Occident crée un nouvel enjeu géopolitique pour l’Iran. Les négociations ont démontré la sagacité de ce pays en matière de politique étrangère. Contrairement à nombre de ses voisins, il a développé une vision stratégique régionale et internationale cohérente avec la création d’une zone d’influence qui s’étend du voisinage de la Chine au nord de l’Afghanistan et jusqu’à la Méditerranée (1). Mais comment continuer à gérer ce pré carré sans provoquer de frictions avec ses interlocuteurs occidentaux ? Qu’il s’agisse du Liban, de l’Irak, de la Syrie ou du Yémen, Téhéran ne va pas modifier l’essentiel de sa politique étrangère, sans pour autant mettre en danger l’accord de Lausanne puisque ses diplomates ont veillé à séparer le dossier du nucléaire d’autres questions épineuses, comme la reconnaissance d’Israël.

Reste aussi à savoir si cette avancée contribuera à faire évoluer le régime de

Lausanne sans enthousiasme ni optimisme, voire avec un certain fatalisme. La situation économique reste très difficile, et même si le gouvernement annonce avoir maîtrisé l’inflation, les Iraniens sont accablés par la flambée quotidienne des prix. Le mécontentement grandit et les grèves se multiplient, notamment dans l’industrie automobile et dans l’éducation.

l’intérieur. La mauvaise gestion dont souffre le pays est étroitement liée à l’histoire et à la nature même du pouvoir iranien, caractérisé par la coexistence de différents courants dont aucun n’est parvenu à évincer les autres (2). Ce qui fut sans doute un atout durant les premières années de la République islamique constitue désormais un facteur d’immobilisme, dans la mesure où tout changement exige un large consensus dans les sphères dirigeantes. Les mutations profondes des trente dernières années ont abouti à une tension permanente avec la population sur les questions de société. Le régime a de plus en plus de mal à gérer la contradiction entre une forme de pouvoir d’apparence islamique et le développement d’une société moderne, fortement urbanisée (3).

Bien qu’il ait remporté dès le premier tour l’élection présidentielle de juin 2013, M. Rohani ne cherche pas à remettre en

question l’ordre établi. Outre la restauration d’un appareil d’Etat gravement fragilisé par les huit années de présidence de M. Ahmadinejad, la normalisation des relations avec l’Occident et la fin de l’isolement de son pays constituent sa principale tâche. A supposer que les dirigeants iraniens, rassurés par la perspective de ne plus être en confrontation directe avec les Etats-Unis et l’Europe, optent pour le changement, il leur faudra définir un modèle à suivre. Le projet d’ouverture politique «*à la Gorbatchev*» des réformateurs ayant échoué, c’est le modèle chinois, politiquement fermé et économiquement libéral, qui semble avoir leurs faveurs. Mais l’émergence d’un capitalisme industriel en Iran reste très aléatoire, car l’économie, peu diversifiée, dépend largement des revenus pétroliers. De plus, l’ouverture annoncée du marché iranien ne renforcera pas l’industrie et risque de produire la même situation que dans nombre de pays producteurs de pétrole : un capitalisme rentier jouant le rôle d’antenne locale des grandes sociétés transnationales. A bien des égards, la route du changement en Iran sera encore longue.

(1) Lire «*Le monde selon Téhéran*», *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.

(2) Lire Sharareh Omidvar, «*Fraktionien und Koalitionien*», *Le Monde diplomatique*, édition allemande, juillet 2009.

(3) Lire «*Le pouvoir iranien perd la main sur les médias*», *Le Monde diplomatique*, juillet 2011.

* Responsable de l’édition du *Monde diplomatique* en farsi.

UN FOURNISSEUR D'ÉNERGIE VITAL POUR L'EUROPE

Gazprom, le Kremlin et le marché

La Commission européenne a enclenché une procédure d'abus de position dominante contre Gazprom. Générale-ment perçu comme une arme au service de l'influence poli-tique russe, le géant gazier est aussi une entreprise qui évolue sur un marché de plus en plus concurrentiel. Pour des raisons autant économiques que géopolitiques, il cherche à diversi-fier sa clientèle.

PAR CATHERINE LOCATELLI *

L

IES par l'histoire, Gazprom et l'Etat russe entretiennent des relations étroites, mais pas fusionnelles. L'entreprise est l'hé-ritière directe du ministère soviétique de l'industrie du gaz, transformé en 1989 en un groupement économique d'Etat soumis au principe d'autonomie financière et de gestion. Son président, Viktor Tchernomyrdine, devient premier ministre en 1992. L'année suivante, il fait de Gazprom une société par actions et ouvre largement son capital. L'Etat reste néanmoins domi-nant avec 38 % des parts. Devenu prési-dent de la Fédération de Russie en 1999, M. Vladimir Poutine réaffirme le contrôle du gouvernement sur ce puissant instru-ment géopolitique. Il met un proche, M. Alexeï Miller, à la tête de la compa-gnie, dont l'Etat détient désormais 51 % des parts.

Avec le contrôle de 72 % des réserves (1) d'un pays qui dispose de 16,8 % du total mondial (2), Gazprom est la plus grande compagnie gazière du monde. Elle devançait en 2013 ExxonMobil et Shell par sa production (487 milliards de mètres cubes) et ses volumes d'exportation : 233,7 mil-liards de mètres cubes, qui représentent, en valeur, 12 % de l'ensemble des biens et des services exportés par la Russie.

Plus de la moitié de la production est vendue sur le marché intérieur, ce qui contribue à la stabilité économique et sociale du pays. En vertu d'un compromis avec l'Etat, la compagnie s'engage à fournir à bas prix les consommateurs russes,

S'afficher comme un partenaire fiable

A

VEC une part de marché de l'ordre de 30 %, la Russie représente la princi-pale source d'approvisionnement externe de l'Union ; une source qui serait diffi-cilement remplaçable à court terme, en particulier pour les pays d'Europe centrale, dont plus de 70 % des importa-tions de gaz proviennent de Russie. En termes de volumes importés, compte tenu de leur taille, ce sont l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni qui constituent le marché privilégié de la

particuliers et industriels. L'énergie bon marché joue autant le rôle d'amortisseur social pour les ménages que de soutien indirect aux industries énergivores. En échange, l'entreprise bénéficie du mono-pole du transport et des exportations par gazoduc via Gazprom Export, une filiale qu'elle possède à 100 %. Cette rente issue des exportations est partiellement reversée au budget de l'Etat.

Comme toutes les sociétés russes opérant dans le secteur des hydrocarbures, Gazprom doit verser – outre l'impôt sur les bénéfices – deux taxes : sur les expor-tations et sur l'extraction, avec une surprime que n'ont pas à verser les produc-teurs indépendants. Au final, les compa-gnies gazières fournissent 5 % des recettes de l'Etat. Une contribution substantielle, mais bien moindre que celle des recettes pétrolières, évaluée à 36 %.

Cependant, les intérêts de Gazprom ne coïncident qu'en partie avec ceux du Kremlin. Elle se conçoit d'abord en tant qu'entreprise, et non en simple appendice de l'Etat, tel qu'a pu l'être au Mexique la société publique pétrolière Pemex. Sa direction, comme le pouvoir russe, l'imagine plutôt en compagnie interna-tionale à l'image de Shell, Exxon ou Total. Comme elle évolue sur des marchés de plus en plus concurrentiels, à la fois en interne et à l'export, la recherche de compé-titivité devient essentielle. En particulier au sein de l'Union européenne, où elle réalise une grande partie de ses bénéfices.

stratégie russe. Gazprom a hérité de l'en-semble des contrats gaziers de type « Take or Pay » (TOP) signés durant la période soviétique avec les opérateurs historiques que sont l'italien ENI, l'al-lemand E.ON Ruhrgas ou le français GDF Suez. D'une durée de vingt à trente ans, ces contrats prévoient une indexation du prix du gaz sur ceux des produits pétro-liers, ainsi qu'une clause d'enlèvement en matière de volume : le consommateur s'engage à acquérir chaque année une certaine quantité à un prix arrêté et s'ex-pose à une amende s'il n'acquiert pas la quantité prévue. Cette architecture



JEREMY NICHOLL. – Exploitation du gaz en Sibérie arctique, Bovanenkovo, péninsule de Yamal, Russie, 2010

contractuelle basée sur le partage des risques et la stabilité des relations a permis la construction des infrastructures nécessaires pour approvisionner le mar-ché européen à partir des grands gise-ments de Sibérie occidentale.

La plupart des livraisons de Gazprom à l'Europe restent contractualisées sous cette forme, même si, ponctuellement, l'entre-prise peut jouer la carte des contrats de court terme. Elle doit assouplir ses condi-tions pour maintenir ses positions : le marché européen est devenu plus concu-rrentiel après l'adoption des directives gazières de 1996 et 1998, puis après celle du troisième paquet énergie, en 2009, qui vise à achever l'ouverture du marché de l'électricité et du gaz en séparant les activités de production et de transport. Depuis 2008, la stagnation de la demande liée à la crise économique s'est combinée à l'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis pour provoquer une abondance de gaz sur la planète. Les marchés à court terme ont rapidement répercuté cette conjoncture morose par une baisse des prix, alors que pour les contrats de long terme – plus de 50 % des importations gazières de l'Union – la chute a été moins rapide. Il en résulte une déconnexion importante, mais pas forcément durable, entre ces deux types de contrat.

Face à des pertes de marché significa-tives en 2011-2012, Gazprom s'est trouvée dans l'obligation de procéder à des ajuste-ments avec la plupart de ses clients euro-péens. L'entreprise a diminué son prix de base dans la formule d'indexation et octroyé des rabais estimés de 10 à 20 % (3). Cette préservation de sa compétitivité devrait être renforcée par la baisse actuelle des prix du pétrole (plus de 50 % par rapport à juin 2014).

Depuis 2000, une ère plus mouvementée s'est ouverte entre la Russie et l'Union européenne, qui peine à définir une politique commune. Tandis que l'Allema-gne a renforcé et sécurisé son approvisio-nement gazier en provenance de la Russie, notamment avec le gazoduc Nord Stream, les pays baltes et la Pologne cherchent à diversifier le plus possible leurs fournis-seurs. Dans un contexte tendu par les conflits ukrainiens de 2006 puis de 2014,

et en dépit des sanctions européennes et américaines à l'égard du secteur énergé-tique russe, Gazprom affiche sa volonté de se comporter d'abord comme un fournisseur fiable pour l'Europe. Une bonne volonté commune s'est manifestée à travers les négociations menées par l'ancien commissaire européen à l'énergie, M. Günther Oettinger, pour trouver une issue au problème de la dette gazière de Kiev et garantir le transit par l'Ukraine.

Accord avec la Chine

I

NCONTOURNABLE, Gazprom détient en outre un atout majeur : les coûts de production les plus bas du marché, même si le développement de nouvelles zones de production pourrait réduire cet avan-tage comparatif. Le cœur de sa produc-tion se trouve aujourd'hui dans la région de Nadym Pour Taz, en Sibérie occiden-tale, où elle exploite les trois gisements d'Ourengoï, Yambourg et Medveje. Mis en service dans les années 1970-1980, ces « supergéants » arrivent aujourd'hui à maturité, et une phase de décroissance de la production s'ensuivra. La péninsule arctique de Yamal, bordée par la mer de Kara, les régions extrême-orientales et l'exploitation en mer devraient pro-gressivement prendre le relais. Selon Gazprom, la province de Yamal et la Sibérie orientale pourraient à elles seules représenter plus de 20 % de la production en 2020, et plus de 50 % en 2030.

Sur le marché russe, Gazprom affronte également une concurrence accrue. Les compagnies gazières dites indépendantes, tel Novatek, ou des compagnies pétrolières russes dont certaines sont détenues en majorité par l'Etat, Rosneft par exemple, assurent déjà 27 % de la production. Sur deux segments importants, l'industrie et les centrales électriques, elles ont grignoté des parts de marché à Mejreguiongaz, la filiale de Gazprom qui contrôle de nombreux réseaux locaux de transmission et de distribution. L'Etat a ainsi délibé-rément exposé sa principale compagnie à la concurrence, faisant confiance aux vertus du marché pour discipliner le géant gazier, souvent défini comme un « Etat dans l'Etat ».

Si l'on a pu douter de la capacité de Gazprom à s'ouvrir à de nouveaux marchés, la signature d'un contrat de long terme avec la China National Petroleum Corporation (CNPC), en mai 2014, a pris une portée économique et stratégique considérable dans un contexte de fortes tensions avec l'Union européenne concernant l'Ukraine. Cette orientation a été confirmée en décembre 2014 par l'aban-don du projet de construction du gazoduc South Stream, qui aurait dû relier la Sibérie à l'Europe en passant par la mer Noire pour déboucher en Bulgarie. Moscou lui préfère aujourd'hui un tracé vers la Turquie, que plusieurs pays sont prêts à prolonger, de la Grèce à la Hongrie en passant par la Macédoine et la Serbie (*lire l'encadré ci-contre*). En Asie,

les marchés japonais et sud-coréen sont également visés.

Certes, l'accord sino-russe concerne des volumes relativement faibles (38 milliards de mètres cubes par an pendant trente ans), mais il indique un net virage vers l'Orient et vient s'ajouter aux exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) depuis Sakhaline. Environ 400 milliards de dollars (380 mil-liards d'euros) pour trente ans de fourniture : la valeur du contrat donne une première indication de ce que pourrait être le prix du gaz exporté vers la Chine, même si ses clauses sont largement confiden-tielles. Le tarif pourrait se situer entre 360 et 430 dollars (335 et 402 euros) le millier de mètres cubes, un prix compétitif par rapport à ses principaux concurrents que sont le GNL ou le gaz en provenance du Turkménistan.

Ces exportations nécessiteront la construc-tion d'un nouveau gazoduc, le Power of Siberia, reliant le gisement de Chaïan-dinskoïe (Yakoutie) à Vladivostok en passant par Khabarovsk, sur le fleuve Amour. Gazprom envisage aussi de développer un certain nombre de projets de GNL, dont l'un à partir de Vladivostok à destination du Japon. A moyen terme, la Russie pourrait exporter vers l'Asie plus de 100 gigamètres cubes par an. Et une nouvelle zone de production émerger en Sibérie orientale et en Extrême-Orient. Après Chaïandinskoïe, l'exploitation d'autres gisements devrait suivre, comme Kovykta, dans la région d'Irkoutsk, ou Talakan, dans la république de Sakha (4). Les exportations vers l'Asie font partie d'un programme plus vaste adopté en 2007, qui vise à développer un système de production et de transport (gazoducs) en Sibérie orientale et en Extrême-Orient. A terme, on pourrait voir la Russie et Gazprom mettre en concurrence l'Europe et l'Asie pour leur approvisionnement en gaz et arbitrer entre les deux marchés en fonction des prix. L'Asie a sans doute tout à y gagner, et l'Europe, peut-être beaucoup à y perdre.

(1) Selon Gazprom.
(2) Réserves prouvées à la fin de 2013, selon British Petroleum, *Statistical Review of World Energy*, Londres, juin 2014.
(3) James Henderson et Simon Pirani, *The Russian Gas Matrix : How Markets Are Driving Change*, The Oxford Institute for Energy Studies, 2014.
(4) Keun-Wook Paik, *Sino-Russian Oil and Gas Cooperation : The Reality and Implications*, The Oxford Institute for Energy Studies, 2012.

South Stream, les raisons d'un abandon

L

E PRÉSIDENT russe Vladimir Poutine a annoncé lors d'un déplacement en Turquie, le 1^{er} décembre 2014, l'abandon définitif du projet de construction du gazoduc South Stream, qui devait approvisionner en gaz l'Union européenne via la Bulgarie, en passant sous la mer Noire. Pour M. Poutine, « si l'Europe ne veut pas réaliser ce projet, alors ce projet ne verra pas le jour. Nous réorien-terons nos ressources vers d'autres régions » – princi-palement l'Asie. Associant des investisseurs européens (le français EDF, l'italien ENI et l'allemand Wintershall), le projet avait été lancé en 2006 pour saborder le gazoduc Nabucco, qui devait relier les champs gaziers de la mer Caspienne à l'Europe centrale, et surtout pour contourner l'Ukraine. L'abandon du South Stream est intervenu dans un contexte de vives tensions diplomatiques avec l'Union européenne, qui a adopté des sanctions économiques contre Moscou après l'annexion de la Crimée, en mars 2014. Mais cette décision obéit également à une logique économique.

La Russie a pris acte de l'impasse des longues négocia-tions avec la Commission européenne au sujet de la mise en œuvre du troisième paquet énergie. Pour organiser la concurrence, les règles communautaires obligent les compagnies détentrices des réseaux de gazoducs à les ouvrir à tous les fournisseurs. Elles ne sont donc plus

prioritaires en matière de réservation de capacité de transport, comme elles l'étaient auparavant à hauteur de leur prise de participation dans le gazoduc. Gazprom réclamait une dérogation afin d'amortir l'investissement nécessaire (32 milliards d'euros environ).

Pour garantir l'approvisionnement de l'Europe, qui restera encore longtemps son premier marché, la Russie souhaite remplacer le South Stream par un second gazoduc traversant la mer Noire vers la Turquie (Turkish Stream), qui intéresse déjà la Grèce, la Macédoine, la Serbie et la Hongrie. Si le passage par l'Ukraine devient trop incertain, l'Europe devra aller chercher son gaz à la frontière gréco-turque, où serait implanté le terminal, en construisant de coûteuses infrastructures dans lesquelles les géants du gaz européens sont réticents à investir... pour les mêmes raisons que la compagnie russe. De son côté, l'Union européenne croit encore en sa capacité à sécuriser la route ukrainienne par un accord durable entre Kiev et Moscou. Elle fait pression sur l'Ukraine pour qu'elle assainisse le contentieux sur la dette gazière et souhaite conditionner son aide économique à une libéralisation du secteur gazier ukrainien.

HÉLÈNE RICHARD.

* Chargée de recherche au CNRS, laboratoire Pacte-Edden, université Grenoble-Alpes.

LES CRÉANCIERS ONT CHANGÉ DE VISAGE

Métamorphoses de la dette africaine

La dette africaine mobilise beaucoup d'attention depuis des décennies, tant de la part des institutions financières internationales que des associations réclamant son annulation pure et simple. Si de nombreux Etats du continent se sont désendettés grâce à l'envol du cours mondial des matières premières, d'autres ont connu une évolution inverse et sont menacés par des fonds vautours.

PAR SANOU MBAYE *

DANS l'euphorie des indépendances, gagnées dans les années 1960, les pays d'Afrique subsaharienne voulurent rompre avec une division internationale du travail qui leur assignait le rôle d'exportateurs de matières premières et d'importateurs de biens manufacturés. Ils s'attelèrent donc à diversifier leurs économies par l'industrialisation et le renforcement de leurs capacités productives. Mais ils se heurtèrent rapidement à une difficulté : à l'exception notable de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie (l'actuel Zimbabwe), naguère gouvernées par une minorité blanche, aucun d'entre eux n'avait accès aux marchés internationaux de capitaux, faute du sésame délivré par les agences internationales de notation financière. Il leur fallut donc se limiter aux fonds privés garantis par les États, aux fonds bilatéraux accordés par le Club de Paris (1) et aux fonds multilatéraux prêtés par les organisations internationales : Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale et Banque africaine de développement (BAD).

Intérêt des agences de notation

AU TITRE de l'initiative Pays pauvres très endettés (PPTE), lancée en 1996, trente-six pays, dont trente pays africains, ont bénéficié d'un allègement total de 76 milliards de dollars du service de leurs dettes bilatérales et multilatérales. Néanmoins, selon le Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde (CADTM), ces mesures sont un trompe-l'œil : le stock de la dette de l'Afrique subsaharienne est passé de 2 milliards de dollars en 1970 à 331 milliards de dollars en 2012. Entre 1970 et 2012, les remboursements effectués s'élèvent à 435 milliards de dollars, soit quatre fois le capital emprunté (2).

De surcroît, les pays africains affrontent les fonds d'investissement baptisés « fonds vautours ». Ceux-ci achètent à prix bradés, sur le marché secondaire, des créances dues par des États en difficulté. Ils attendent ensuite le retour de ces pays à une situation normale (la fin de troubles politiques, par exemple), puis ils les traduisent devant les juridictions des États-Unis et du Royaume-Uni pour le recouvrement des dettes, des arriérés de remboursement et des intérêts. Une première vague a laminé l'Afrique entre 2000 et 2008, année de la crise financière mondiale. Le nombre exact d'attaques est difficile à évaluer, car, pour ne pas

En même temps, les recettes des exportations sur lesquelles ils comptaient pour investir s'amenuisèrent, notamment en raison de la chute du cours mondial des produits agricoles, dont l'indice passa de 155 en 1977 à 94 en 2002. Les coûts de leurs importations, eux, augmentaient sans arrêt. En 1979, la hausse des taux d'intérêt par les États-Unis, décidée unilatéralement pour lutter contre la dépréciation du dollar, acheva de faire exploser la dette du continent.

Pour « assainir » leurs comptes, les pays africains se tournèrent alors à nouveau vers les institutions financières internationales. Celles-ci leur administrèrent leurs « médicaments qui tuent » : le développement, les programmes d'ajustement structurel (PAS) – lesquels imposent la dérégulation financière, le libre-échange, les privatisations, la réduction des salaires, les compressions budgétaires, etc. Ces programmes se sont multipliés, prescrivant tous la même potion libre-échangiste et libérale (*lire l'encadré*).

affecter leur image, les États préfèrent éviter la médiatisation et négocient avec les fonds vautours en marge des tribunaux.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), dix-sept procédures seraient engagées contre des pays pauvres très endettés, dont quinze à l'encontre de pays africains (3). En avril 2014, une décision de la Cour d'appel des États-Unis pour le neuvième circuit a donné raison à la République démocratique du Congo (RDC) contre FG Hemisphere Associates. En première instance, ce fonds avait obtenu le droit de saisir des biens et avoirs de la Générale des carrières et des mines (Gécamines), au motif que celle-ci devait répondre des dettes de l'État dont elle est l'émanation. FG Hemisphere réclamait 104 millions de dollars à la RDC au titre d'un contrat de fourniture d'électricité impayé.

Certes, depuis la crise financière de 2008, les fonds vautours se sont tournés vers les marchés européens, mais ils n'ont pas quitté l'Afrique pour autant. En 2010, la BAD a ainsi créé la Facilité africaine de soutien juridique (FASJ) afin de sensibiliser les gouvernements à l'importance des aspects juridiques de la gestion de la dette souveraine. La FASJ insiste sur la nécessité pour eux d'être accompagnés par des conseillers expérimentés.

Deux événements suscitent à la fois un espoir de développement et la crainte d'un réendettement. D'abord, la présence de plus en plus affirmée sur la scène africaine des pays émergents en phase d'industrialisation rapide, comme la Chine, l'Inde, la Corée du Sud, la Malaisie, la Turquie et le Brésil. Depuis le début des années 1990, leurs importations de matières premières et l'exportation de leurs produits à meilleur prix apportent un réel bénéfice aux pays de la région. Cela a élargi leurs options de croissance économique et leur a donné une chance de réduire l'en-cours de leurs dettes grâce à l'accroissement de leurs recettes d'exportation.

C'est ainsi que le Nigeria, première puissance économique du continent, a pu, en novembre 2005, racheter 12 milliards de dollars sur les 18 qu'il devait aux créanciers du Club de Paris. En 2009, l'Angola est devenu le premier partenaire commercial africain de la Chine. Pékin a annulé la dette angolaise de 67,38 millions de yuans (10 millions de dollars) et supprimé les droits de douane sur les importations de quatre cent soixante-six catégories de produits en faveur de Luanda. La carte des investissements chinois recouvre celle des ressources naturelles précieuses : le Soudan, l'Angola et le Nigeria pour le pétrole, l'Afrique du Sud pour le charbon et le platine, la RDC et la Zambie pour le cuivre et le cobalt.

Si l'engagement croissant de Pékin ouvre des possibilités, il fait aussi courir des risques au développement africain. Des Chinois ont pris le contrôle de certaines industries locales, acquérant du même coup les quotas d'exportation sur les marchés occidentaux de produits africains comme le textile. Pékin étudie le marché de l'Éthiopie, dont les exportations de textiles ont crû de 257 % en dix ans. De même, le modèle de coopération adopté consiste en un paquet combinant investissements directs, prêts concessionnels (comportant une partie de dons – en principe, 35 % au moins), commerce et aides publiques. Sans clé de répartition, il n'est pas toujours possible de déterminer si les prêts concessionnels sont inclus dans l'en-cours de la dette ou font partie intégrante de l'aide. Compte tenu du volume important de prêts de ce type, l'inquiétude grandit quant au fardeau futur de la dette des pays africains si, dans l'optique chinoise, les prêts concessionnels n'étaient pas assimilables à de l'aide.

Second événement : l'ouverture à l'Afrique des marchés de capitaux. Plusieurs pays ont désormais obtenu la notation financière attribuée par les agences spécialisées : Congo-Brazzaville, Côte d'Ivoire, Égypte, Ghana, Kenya, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Sénégal et Zambie notamment. Cette note s'est révélée, dans la plupart des cas, supérieure ou égale à celle de nations aussi industrialisées que la Turquie, le Brésil ou l'Argentine. L'intérêt des investisseurs internationaux pour ces marchés s'est accru ces dernières années. Ils considèrent la plupart d'entre eux comme des marchés intermédiaires à haut rendement. Les investisseurs institutionnels nationaux – tels que les banques, les sociétés d'assurances ou les caisses de retraite – et les investisseurs privés locaux sont également actifs.

Depuis 2007, des pays comme le Sénégal, le Gabon et le Ghana ont levé des millions de dollars sur le marché des capitaux : 200 pour le premier, 1 000 pour le deuxième, 750 pour le troisième. La tendance devrait se poursuivre et s'amplifier. Le Kenya va lancer un emprunt obligataire (c'est-à-dire émis par l'État ou par des investisseurs institutionnels) de 25 milliards de dollars pour la construction d'un second port, d'un gazoduc de deux mille kilomètres et d'une route pour le transport du pétrole à partir du Soudan du Sud (4). En Éthiopie, le barrage de la Renaissance a été financé grâce à des titres souscrits par les Éthiopiens eux-mêmes.

Les craintes de Christine Lagarde

SELON l'agence de notation Fitch, les émissions de dettes souveraines des États subsahariens devraient atteindre 6 milliards de dollars en 2015, après le record de 6,25 milliards de l'année précédente. Le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Sénégal envisagent de lever cette année entre 500 millions et 1,5 milliard de dollars d'euro-obligations sur le marché des capitaux. La Zambie, avec 1 milliard de dollars, le 7 avril dernier, est venue solliciter le marché international des capitaux.

Cette recrudescence d'emprunts peut faire redouter une nouvelle crise de la dette. La directrice générale du FMI, M^{me} Christine Lagarde, s'en est émue auprès des ministres des finances et des gouverneurs de banque centrale de l'Afrique subsaharienne en mai 2014, lors de leur rencontre à Maputo, au Mozambique : « *Les gouvernements devraient se montrer attentifs et prudents afin de ne pas surcharger leur pays en dette publique* », a-t-elle alerté, avant de préciser que si cela représentait « *un financement supplémentaire* », c'était aussi « *une vulnérabilité supplémentaire* » (*Les Echos*, 30 mai 2014).

Le risque de surendettement reste toutefois limité. Les finances publiques se sont améliorées – cinq pays de la région (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Togo) affichent même des excédents –, l'inflation est maîtrisée, les réserves de devises étrangères et l'épargne ont augmenté, la dette extérieure a été réduite. Ainsi, pour M. Tiémoko Meyliet Koné, gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), « *les perspectives de croissance de l'UEMOA [Union économique et monétaire ouest-africaine (6)] sont favorables. Elles montrent que la dette devrait rester stable dans l'ensemble des États membres (7)* ». Les pays de l'UEMOA prévoient d'émettre 2 865 milliards de francs CFA (4,4 milliards d'euros) de dette en 2015. La BCEAO prévoit une croissance économique de 7,2 % dans la sous-région, contre 6,6 % en 2014, alors que le FMI table sur 5,8 % pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en 2015.

Pour mobiliser les fonds nécessaires aux investissements massifs dont ils ont besoin, particulièrement dans l'agriculture, l'énergie et les infrastructures, les

Parmi les pays africains qui ont su attirer les capitaux privés par l'émission d'emprunts obligataires figure le Rwanda, dont la banque centrale a émis ses premiers emprunts en dollars en avril 2013. Selon l'indice Bloomberg, les investisseurs y ont obtenu un niveau de rentabilité de l'ordre de 9,3 %, ce qui est donc supérieur aux 6,6 % générés par les marchés des pays émergents. Comme l'explique M. Aboubacar Fall, président du conseil de gestion de la FASJ, « *cette réussite financière tient essentiellement à la bonne qualité des réformes structurelles entreprises par le Rwanda depuis plusieurs années, ainsi qu'à la diversification des bases de son économie (5)* ».

gouvernements africains, les sociétés publiques et privées recourent de plus en plus aux emprunts sur les marchés des capitaux nationaux, régionaux et internationaux. L'investissement public, essentiel au rattrapage économique, a désormais pris sa place dans les politiques nationales.

(1) Créé en 1956, le Club de Paris réunit vingt États créanciers des pays du Sud.

(2) « Les chiffres de la dette 2015 », CADTM, Bruxelles, www.cadtm.org. Lire également Demba Moussa Dembélé, « Les masques africains de M. Anthony Blair », *Le Monde diplomatique*, novembre 2005.

(3) « Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI) – Statistical update », Fonds monétaire international, Washington, DC, 12 décembre 2014.

(4) Sarah McGregor, « Kenya spends \$25 billion on bond-backed port for oil: freight », Bloomberg.com, 4 septembre 2012.

(5) « Fonds vautours : comment l'Afrique évite le syndrome Argentine », Financial Afrik, 7 août 2014, www.financialafrik.com

(6) L'UEMOA regroupe le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

(7) *Jeune Afrique*, Paris, 6 mars 2015.

Quatre mécanismes

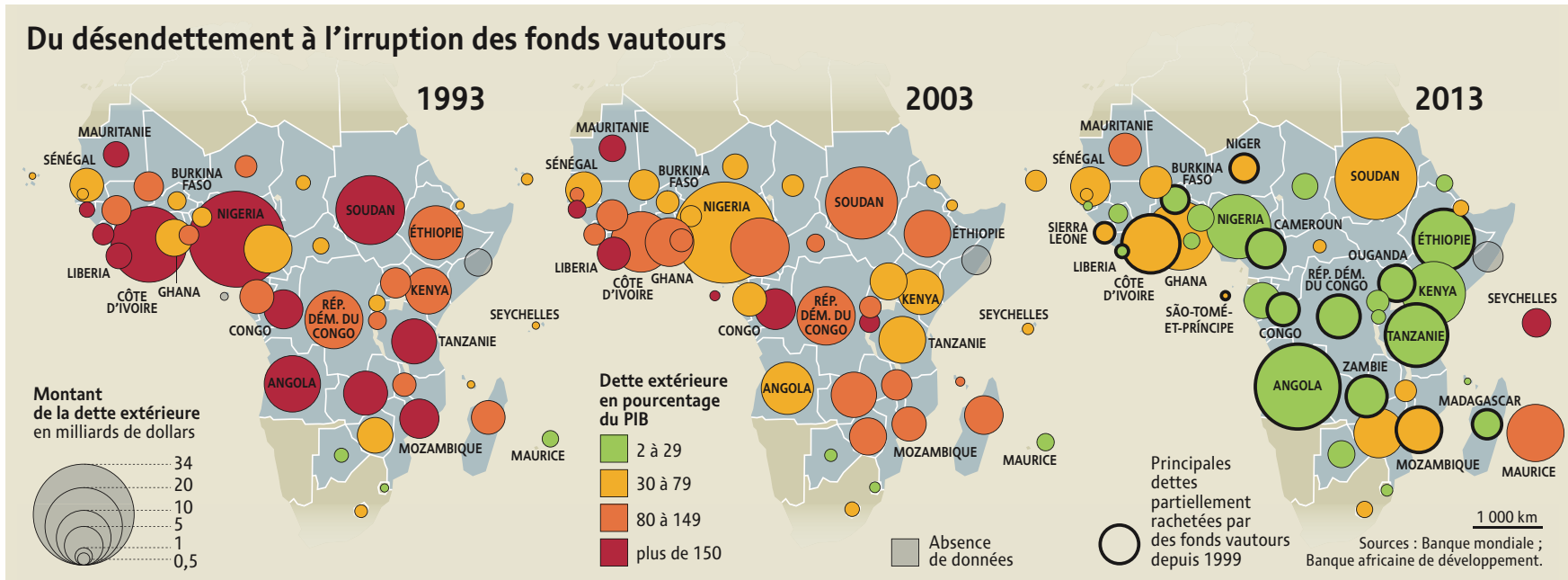
- Initiative Pays pauvres très endettés (PPTE) : programme de réduction des dettes géré par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Lancé en 1996, il s'organise autour de mesures de libéralisation de l'économie qui permettent à un pays d'être déclaré éligible (point de décision) puis de bénéficier d'allègements intermédiaires de sa dette jusqu'à ce qu'elle devienne « soutenable » (point d'achèvement). Les créanciers accordent alors une réduction concertée du stock de la dette. L'impact de l'initiative PPTE se mesure surtout aux ratios de service de la dette. Pour les trente-six pays ayant franchi le point de décision, le service de la dette rapporté au produit intérieur brut est passé, selon le FMI, de 2,9 % en moyenne en 2001 à 0,9 % en 2011.

- Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM). Lancée en 2005 par le G8 de Gleneagles (Ecosse), elle s'adresse aux pays atteignant le point d'achèvement de l'initiative PPTE. Ceux-ci bénéficient d'une annulation de l'ensemble de leurs dettes envers le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD).

- Les accords de partenariat économique (APE) régissent les relations commerciales entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) (1). Ils prévoient des mesures de libre-échange.

- L'African Growth and Opportunity Act (AGO) est une loi votée par le Congrès des États-Unis en 2000 et renouvelée pour dix ans en avril 2015. Grâce à des tarifs préférentiels, elle facilite l'exportation sur le marché américain d'une liste de produits en provenance des quarante pays africains déclarés éligibles (<http://trade.gov/agoa>).

(1) Lire Jacques Berthelot, « Le baiser de la mort de l'Europe à l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.



* Economiste, auteur de *L'Afrique au secours de l'Afrique*, L'Atelier, Ivry-sur-Seine, 2009.

ECONOMIE CIRCULAIRE OU RECYCLAGE TOXIQUE ?

La Méditerranée empoisonnée

Au nom de la préservation de l'emploi, l'usine d'alumine des Bouches-du-Rhône a bénéficié d'un très long moratoire pour mettre fin aux rejets de boues rouges dans la Méditerranée. Vingt ans plus tard, la pollution perdure et l'emploi n'a jamais paru autant menacé, faute de solutions durables. Les documents que nous versons au dossier démontrent l'importance de l'enjeu sanitaire.

UNE ENQUÊTE DE BARBARA LANDREVIE *

ARSENIC, uranium 238, thorium 232, mercure, cadmium, titane, soude, plomb, chrome, vanadium, nickel : voilà quelques composants des « boues rouges » déversées chaque jour par centaines de tonnes dans la mer Méditerranée. Une canalisation construite en 1966 rejette ces déchets à sept kilomètres des côtes, au cœur d'un site remarquable par sa biodiversité, devenu en avril 2012 le parc national des Calanques. En un demi-siècle, près de trente millions de tonnes ont été répandues à deux cent cinquante mètres de profondeur. Elles dispersent leurs éléments toxiques du golfe de Fos à la rade de Toulon, s'ajoutant aux eaux polluées du Rhône.

Ces boues émanent de l'industrie de l'aluminium. Une histoire ancienne dans cette région : la bauxite, le minerai d'aluminium, fut découverte aux Baux-de-Provence en 1821. Le procédé Bayer, mis au point à Gardanne à partir de 1893, consiste à dissoudre l'alumine qu'elle contient avec de la soude, ce qui génère une grande quantité de résidus toxiques à forte coloration rouge. L'usine appartient aujourd'hui à la société Alteo, premier producteur mondial d'« alumines de spécialité », qui exporte chaque jour plus de mille deux cents tonnes de produits finis, en particulier pour la confection

d'écrans plats à cristaux liquides et de tablettes tactiles. Sur un territoire où le travail devient rare, Alteo représente près de quatre cents emplois directs et plus d'un millier en comptant la sous-traitance.

De Marseille à Cassis, les marins remontent des filets teintés de rouge et des poissons chargés en métaux lourds. Certaines espèces ont totalement disparu. Le « crime » a pourtant été dénoncé dès 1963, au moment du projet de canalisation, par le célèbre biologiste Alain Bombard. Océanographe à la retraite, Gérard Rivoire s'inquiète aussi de l'exposition radiologique : « La radioactivité naturelle de la Méditerranée est de 12 becquerels par litre ; celle des boues à la sortie du tuyau dépasse les 750 Bq/l. C'est un risque majeur pour la faune marine et pour la chaîne alimentaire. »

Alteo conteste cette analyse. Certaines études – financées par l'entreprise – permettraient de conclure à une « absence d'impact notable des résidus sur les animaux aquatiques, y compris à forte profondeur (1) ». Les batailles d'experts et l'identité de leurs commanditaires mettent en évidence la difficulté de faire valoir l'intérêt public en matière d'environnement et de santé.

Visite chez Emmanuel Macron

« CELA fait vingt ans qu'ils auraient dû se mettre aux normes », s'insurge M^{me} Corinne Lepage. Ministre de l'environnement en 1995, elle avait donné à l'exploitant jusqu'au 31 décembre 2015 pour cesser les rejets. Elle ne faisait là qu'honorer la signature par la France de la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre les pollutions, adoptée à Barcelone en 1976 et renforcée en 1995.

Jouant sur un compte à rebours désormais serré, l'exploitant espère aujourd'hui imposer sa solution : séparer les éléments solides et liquides de ces boues grâce à un système de filtres-presses qui permet la valorisation de ces déchets. Miracle de l'« économie circulaire », les boues rouges deviennent alors de la Bauxaline, une matière première étanche utilisée comme remblai. En mai 2014, la société Aluminium Pechiney, propriétaire de la canalisation, demande à la préfecture une nouvelle concession de trente ans pour l'ouvrage, tandis qu'Alteo réclame une modification des conditions d'exploitation de son usine de Gardanne : plutôt qu'un arrêt total de tout rejet, elle souhaite obtenir l'autorisation de déverser en mer quatre-vingt-quatre tonnes par an d'effluents liquides.

Le 8 septembre 2014, le conseil d'administration du parc national des Calanques suscite un vif émoi en donnant son feu vert par trente voix contre seize. Son avis est assorti de réserves : il demande notamment un contrôle continu des rejets par un comité indépendant et le suivi de l'état de la canalisation. Un avis non conforme aurait probablement conduit à la fermeture de l'usine, ce que les élus locaux redoutaient, mais sans s'être inquiétés lorsqu'il était encore temps ni des conséquences sanitaires ni des risques de délocalisation. Devant le tollé, la ministre de l'écologie Ségolène Royal commande trois expertises et, dans un communiqué du 19 septembre, rappelle qu'« il faut viser un objectif de zéro rejet d'arsenic et de métaux lourds en mer ».

Premier à rendre ses travaux, le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) reconnaît que les effluents résiduels ne respecteraient pas, pour sept paramètres, les valeurs limites fixées en

1998 par l'arrêté ministériel sur les rejets liquides dans le milieu naturel des installations classées (2). Evoquant des solutions combinées qui réduiraient très fortement les rejets mais « nécessiteraient plusieurs années pour être mises en place », il conclut au sujet de la proposition d'Alteo : « C'est la seule solution opérationnelle à la fin 2015, qui ne remet pas en cause la continuité de l'activité industrielle. »

« On n'en attendait pas moins du BRGM », lance M^{me} Michèle Rivasi, eurodéputée du groupe Europe Ecologie - Les Verts (EELV), qui se mobilise depuis 2010 avec son collègue José Bové pour exiger l'arrêt des rejets. Le BRGM peut difficilement passer pour indépendant : il figure comme partenaire d'Alteo pour la commercialisation de la Bauxaline dans le cadre d'un projet européen baptisé « Bravo » (3) – ce que M^{me} Royal pouvait difficilement ignorer.

Pour sa part, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) indique que la Méditerranée « semble contaminée par le mercure avec la même amplitude que le reste des océans (4) », ni plus ni moins. L'étude note toutefois que le canyon sous-marin de Cassidaigne, où débouche la canalisation, présente des concentrations en mercure de « deux à huit fois la valeur de référence géologique » et recommande le recueil d'informations complémentaires dans la zone de rejet.

Alors que l'industriel se retranche derrière les enquêtes qu'il finance pour affirmer « l'innocuité générale des résidus collectés en mer », les conclusions de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) apparaissent bien plus critiques à son égard. Selon elle, le nombre très limité de données fournies par Alteo rend les interprétations « très difficiles » (5). Les experts sanitaires recommandent de réaliser de nouvelles campagnes de pêche, de déterminer la composition réelle de l'effluent futur et de caractériser les concentrations en contaminants associés à la transformation de la bauxite. Le 7 avril dernier, au vu de ce rapport, M^{me} Royal a stoppé net l'enquête publique sur les projets d'Alteo et demandé de nouvelles analyses, cette fois sous le contrôle de l'Anses. Alarmée par



les conditions d'entreposage des résidus miniers, la ministre demande aussi au préfet d'intervenir sur le site de production.

Car la mer, les baigneurs, les poissons et ceux qui les mangent ne sont pas les seuls concernés par les dangers de contamination. L'inquiétude monte aux abords du site de Mange-Garri, situé sur une commune voisine de Gardanne. Depuis des décennies, des déchets de fabrication viennent y échouer. Selon une autorisation préfectorale du 16 novembre 2012, la Bauxaline peut y être déposée jusqu'en 2021. En janvier dernier, coup de théâtre : le maire de Bouc-Bel-Air interdit aux riverains du site de boire l'eau de leur puits, ainsi que de l'utiliser pour l'arrosage ou même pour remplir leur piscine. Alteo vient de signaler une résurgence polluée, afin de « prévenir tout risque sanitaire éventuel ».

Faute d'expertise fiable, *Le Monde diplomatique* a fait analyser des prélèvements par le laboratoire de toxicologie biologique et pharmacologie de l'hôpital Lariboisière à Paris. L'eau a été recueillie le 31 janvier 2015 en trois points : au niveau de la résurgence, dans un puits privé et à la sortie du tuyau où l'usine déverse ses eaux pluviales dans la Luynes, la rivière la plus proche. On y retrouve les mêmes éléments que dans les boues rouges, y compris de l'uranium 238. Les analyses que nous avons commandées montrent des concentrations en aluminium bien supérieures à celles admises par la réglementation. Les taux mesurés se révèlent supérieurs à ceux d'un document provisoire concernant les prélèvements effectués les 3 et 4 février 2015 par Antea Group pour le compte d'Alteo. Les eaux pluviales charrient également de grandes quantités d'arsenic (6). Ce qui démontre l'absence d'étanchéité du dépôt de Mange-Garri.

Autre préoccupation : la radioactivité du site se révèle trois à cinq fois plus élevée que la radioactivité naturelle. En 2006, l'industriel avait missionné la société Algade pour étudier l'impact sur l'environnement (7). L'enquête avait conclu que l'exposition du public à cette radioactivité ne pouvait dépasser le dixième de la valeur admise par la réglementation française. Pour Alteo, ces résidus ne sont pas plus radioactifs que certaines roches comme le granit. Mais les effets sur la santé peuvent être très différents en cas d'inhalation de radionucléides via les poussières de boues rouges.

En novembre 2014, des prélèvements avaient été étudiés par un laboratoire indépendant, la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad), qui indiquait (8) : « Dans les déchets analysés, on constate des teneurs nettement supérieures à la

moyenne de l'écorce terrestre pour l'uranium 238 et ses descendants (environ 140 Bq/kg) ; le thorium 232 et ses descendants (environ 340 Bq/kg). » Certes, ces résultats ne sont guère éloignés des mesures faites par Algade. Mais la Criirad en tire des conclusions très différentes. Compte tenu des insuffisances méthodologiques concernant le type de radioéléments détectés et la non-prise en compte des ingestions de poussière, il n'y aurait aucune certitude sur l'innocuité de l'exposition des habitants : l'effet peut se combiner avec la contamination chimique, et l'on sous-estime les impacts à long terme. D'autre part, l'étude de l'Algade ne démontre pas l'absence de radon 222 dissous, ni de plomb et de polonium 210, très radiotoxiques en cas d'ingestion.

Ristourne sur la redevance de l'eau

Un salarié qui a souhaité rester anonyme se montre plus circonspect : « C'est très difficile de connaître la vérité. En tant qu'employés d'Alteo, on ne veut ni se mettre en danger ni devenir des pollueurs professionnels, c'est une évidence. Mais je pense que les salariés prennent le risque de ne pas connaître toute la vérité pour continuer à bosser. Ils n'ont pas envie qu'on dise qu'il faut fermer l'usine parce qu'il y aurait un danger pour notre santé. Parce que si on ferme l'usine, ça fait mille personnes au chômage, là, d'un seul coup ! »

En réalité, les trois filtres-presses destinés à déshydrater les boues ont été financés pour moitié par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse. Un joli cadeau auquel s'ajoute une ristourne sur la redevance de l'eau, passée de 13 millions d'euros à seulement 2, 6 millions en 2014. Lorsqu'il était encore député, en 2012, l'actuel maire de Bouc-Bel-Air, M. Richard Mallié (UMP), a été à l'origine d'un amendement sur mesure permettant ce rabais dans la loi de finances rectificative. « Il fallait bien sauver l'usine », justifie-t-il aujourd'hui.

L'entreprise qui a su s'attirer tant de faveurs appartenait à l'origine à Aluminium Pechiney, qui est resté propriétaire des infrastructures. Après le rachat en 2003 de Pechiney par Alcan, lui-même racheté quatre ans plus tard par Rio Tinto, elle est tombée en 2012 dans l'escarcelle de l'américain HIG Capital. Celui-ci fait partie de la galaxie des fonds de placement qui ont activement soutenu la campagne du républicain Willard (« Mitt ») Romney contre M. Barack Obama lors de l'élection présidentielle américaine de 2012 (10).

En attendant les compléments d'enquête sur l'environnement demandés par la

Concernant le recyclage de la Bauxaline, il faudra tenir compte de la nouvelle directive européenne, en cours de transposition (9), qui oblige notamment à calculer les concentrations en thorium et en uranium. La Commission européenne autorise la commercialisation pour des concentrations ne dépassant pas un indice inférieur ou égal à 1. Selon la Criirad, l'indice de la Bauxaline serait compris entre 2 et 4. Pour la vendre à des constructeurs de routes ou d'ouvrages d'art, Alteo devra impérativement faire baisser la radioactivité en la mélangeant à d'autres substrats. Si l'on ajoute le coût du transport, le projet est-il seulement viable ?

En apprenant, début avril, la demande d'études complémentaires et le report de l'enquête publique – probablement à l'automne –, les dirigeants d'Alteo sont immédiatement allés plaider leur cause auprès du ministre de l'économie Emmanuel Macron. Au sortir de cette rencontre, M. Eric Duchenne, numéro deux de l'entreprise, affirmait que la fermeture de l'usine n'était pas à l'ordre du jour.

La Bauxaline séduit en tout cas les élus locaux. Quel que soit leur bord, ils se contentent généralement des études fournies par l'exploitant, pourtant dénoncées depuis des années par les associations écologistes ou les pêcheurs. L'un des élus les plus coopératifs se nomme François-Michel Lambert, député EELV des Bouches-du-Rhône. Le recyclage des boues en matériaux de construction devient une solution emblématique pour l'Institut de l'économie circulaire, qu'il préside. Et qu'a naturellement rejoint l'établissement de Gardanne, aux côtés de nombreuses autres entreprises comme EDF, Vinci ou Veolia.

« Au total, nous avons investi une trentaine de millions d'euros », souligne M. Duchenne. L'investissement dans les trois filtres-presses rassure aussi les syndicats, même si l'ambiance au sein de l'entreprise « n'est pas excellente », selon M^{me} Brigitte Secret, déléguée syndicale CFE-CGC : « Aujourd'hui, les gens de l'usine en ont un petit peu ras le bol de tout ça. C'est la meilleure technique connue actuellement sur le marché. L'usine a investi des sommes colossales pour réduire son impact environnemental. Alteo s'est équipée de nouvelles machines pour ramasser les poussières et on pratique des arrosages systématiques de nos produits pour qu'il n'y ait pas d'envolement. »

ministre de l'écologie, les questions de santé publique restent les plus difficiles à éclaircir. Les envois d'éléments toxiques inquiètent les riverains, qui suffoquent littéralement quand le mistral se lève. En visitant leurs maisons, on peut voir les traces de cette poussière rouge qui s'infiltre partout. D'après notre décompte, sur la vingtaine d'habitants vivant au plus près du dépôt de boue, huit souffrent de cancers, une de la maladie de Charcot et cinq ont des problèmes de thyroïde. Pressé par ses administrés depuis des mois, le maire de Bouc-Bel-Air vient de demander une enquête au ministère de la santé. L'Agence régionale de santé (ARS), quant à elle, refuse de livrer ses chiffres de morbidité par cancer pour les communes de Gardanne et de Bouc-Bel-Air. Et le médecin du travail qui s'occupe des salariés de l'usine n'est guère plus loquace...

(1) Questions-réponses sur www.alteo-environnement-gardanne.fr
(2) « Usine d'alumines de spécialités d'Alteo Gardanne. Tierce expertise... », rapport final du BRGM, Orléans, décembre 2014.
(3) Bauxite Residue and Aluminium Valorisation Operations, projet soutenu par la Commission européenne.
(4) Expertise sur la « Contamination significative historique en milieu marin en Méditerranée... », Ifremer, Issy-les-Moulineaux, 23 janvier 2015.
(5) Appui scientifique et technique de l'Anses, saisine n° 2014- SA-0223, Maisons-Alfort, 2 février 2015.
(6) L'aluminium est neurotoxique. L'arsenic est cancérigène, également responsable de troubles digestifs et de la reproduction.
(7) Algade émane de l'ancienne Cogema, aujourd'hui Areva.
(8) Rapport publié sur le site Hexagones.fr, décembre 2014.
(9) Directive 2013/59/Euratom.
(10) « Vote counting company tied to Romney », Free Press, 27 septembre 2012, <http://freepress.org>

QUAND LA PLURALITÉ DES LANGUES RECULE DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le coût du monolinguisme

Idée reçue : généraliser l'usage de l'anglais dans les organisations internationales permettrait de réaliser de conséquentes économies. L'étude des chiffres relativise cette assertion, qui repose sur une vision partielle et partielle. L'imposition d'une langue unique génère des injustices et des erreurs, alors que la diversité linguistique favorise l'exercice des droits et la vitalité démocratique.

PAR DOMINIQUE HOPPE *

AU sein des organisations internationales, la politique linguistique fait l'objet de débats intenses. Bien que les règles statutaires définissent des langues officielles et des langues de travail (six aux Nations unies [1], vingt-quatre dans l'Union européenne [2]), un monolinguisme de fait s'impose peu à peu. On évoque, presque sans complexes, une nouvelle langue de communication : l'*English lingua franca* (3) (ELF). Longtemps présentée comme le résultat regrettable mais inévitable de contraintes budgétaires, cette évolution semble aujourd'hui assumée. Les cultures professionnelles des organisations internationales intègrent désormais la domination de l'anglais, et ses défenseurs affirment même qu'il s'est internationalisé : affranchi des pratiques et représentations des locuteurs natifs, il ne constituerait plus une menace pour la diversité linguistique ou l'équité.

Souvent adeptes de la doctrine de la «nouvelle gestion publique (4)», ceux qui défendent l'ELF insistent sur le fait que son usage serait le meilleur moyen d'empêcher une insoutenable explosion des coûts. Pourtant, cet argument ne résiste pas à l'analyse. L'Union, bien qu'ayant le régime formel le plus exigeant en termes de langues de travail, dépense approximativement 1,1 milliard d'euros par an pour les services linguistiques, ce qui correspond à moins de 1 % du budget, 0,0087 % du produit intérieur brut (PIB), 2,20 euros par résident ou 2,70 euros par citoyen âgé de plus de 15 ans. Même s'il existe des risques d'évolution à la hausse, une dépense de moins de 0,01 % du PIB ne saurait être considérée comme économiquement insurmontable.

En outre, les réductions de coûts évoquées pour justifier l'ELF reposent généralement sur les rapports budgétaires des organisations concernées. Celles-ci se réfèrent exclusivement aux coûts primaires directs (traductions, interprétariat)

et indirects (frais généraux associés aux services linguistiques) imputés aux institutions elles-mêmes. Sur ces seuls critères, on peut faussement «démontrer» que le monolinguisme est moins cher que le multilinguisme. En réalité, le coût réel d'un régime linguistique ne s'apprécie qu'en prenant en compte les charges secondaires et implicites, non seulement pour l'organisation elle-même, mais également pour l'ensemble des acteurs concernés. Réduire ou supprimer des traductions n'en élimine pas le besoin, par exemple. Celles-ci devront être effectuées ailleurs et représenteront donc une charge pour quelqu'un d'autre. Ce qui est présenté par les partisans de l'ELF comme une réduction des coûts n'est en fait qu'un transfert de coûts.

Le lancement en 2014 du nouveau programme «Erasmus+ » pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport fournit une démonstration des effets pervers d'un tel transfert. En contradiction avec les règles linguistiques de l'Union européenne, le guide du programme avait été initialement publié uniquement en anglais, pour n'être traduit qu'après la date limite de dépôt des dossiers pour le premier cycle de candidatures ; la situation était donc à peu près similaire à ce qu'elle serait si l'ELF était officiellement reconnue. Le document a été traduit, en fonction des moyens de chacun, à divers niveaux de détails, dans plusieurs langues (mais pas toutes) et par des acteurs différents (ministères, universités, associations, sociétés privées...). L'accès au contenu était partiel et changeait d'une langue à l'autre ; les traductions offertes se sont révélées parfois contradictoires. Le grand nombre de doublons rendait difficile l'identification de la meilleure information. Ainsi, confusion et multiplication des coûts suivaient la carence de traduction initiale. Les anglophones, eux, purent profiter de la situation puisqu'ils accédèrent facilement aux outils permettant de demander des fonds et aux possibilités offertes par le programme.

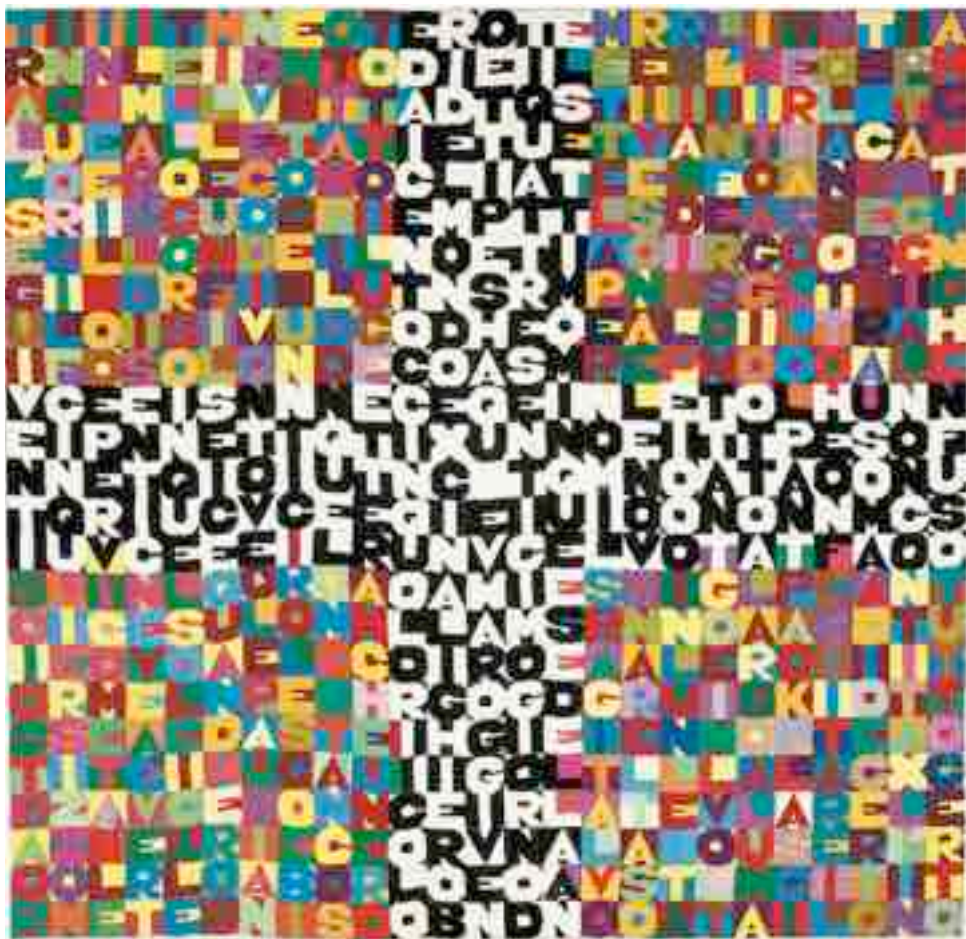
Une anecdote résume aussi bien le coût financier des erreurs et des approximations dans l'usage de l'anglais que celui, plus politique, des difficultés de compréhension, d'expression et de négociation liées à l'emploi d'une langue «imposée». En mars 2013, interrogé par le quotidien britannique *Financial Times*, le président de l'Eurogroupe, le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem, déclara que le plan de sauvetage européen de Chypre pouvait être considéré comme un modèle reproductible, provoquant une chute de l'euro et des valeurs bancaires. Cette déclaration, contraire à la position de l'Eurogroupe, reposait sur une erreur. M. Dijsselbloem, qui ne connaissait pas le sens du mot anglais *template* (« modèle » en langage informatique), n'a pas osé le dire : il a donc mal compris la question et répondit de travers.

Si les avantages économiques globaux du monolinguisme sont contredits par les chiffres, son intérêt pour les Britanniques ou les Irlandais est, lui, incontestable. Le locuteur natif jouit d'une position privilégiée dans des domaines comme la traduction, l'interprétation, l'édition, l'éducation ou la production d'outils éducatifs. Sa langue étant le référent, il peut développer avec excellence et à coût moindre des activités dans les domaines couverts par l'organisation

concernée. Cet avantage stratégique lui procure de facto des économies substantielles qui pourront être investies ailleurs, générant ainsi des effets d'entraînement considérables. Jamais compensé, ce phénomène brise l'équilibre entre nations et l'égalité entre citoyens européens qui sont au cœur des politiques multilatérales. En 2001, le British Council évaluait la valeur des produits liés à la langue anglaise à 13 milliards d'euros (6). En 2005, un rapport (7) commandé par le Haut Conseil de l'évaluation de l'école examina ce chiffre en détail. Prenant en compte la croissance du produit intérieur brut (PIB) nominal, les effets multiplicateurs et les rentes dégagées, les marchés privilégiés furent estimés à 8,4 milliards d'euros, l'économie d'effort pour la traduction et l'interprétation à 2,2 milliards et l'économie dans l'enseignement des langues étrangères à 6,4 milliards. En 2014, cet effet de transfert en faveur du Royaume-Uni dû à la position dominante de l'anglais fut réévalué à 21 milliards d'euros.

Sous l'influence de la « nouvelle gestion publique », les préoccupations budgétaires phagocytent le débat sur les régimes linguistiques. Pourtant, les enjeux sont avant tout politiques. En 1998, M. Boutros Boutros-Ghali, ancien secrétaire général des Nations unies et alors président de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), en exprimait déjà la nature : « *La première raison de notre position sur le plurilinguisme, c'est le respect de l'égalité entre les Etats. Nous savons tous que le fait d'obliger les fonctionnaires internationaux, diplomates ou ministres à s'exprimer dans une langue qui n'est pas la leur équivaut à les placer en situation d'infériorité. Cela les prive de la capacité de nuance et de raffinement, ce qui revient à faire des concessions à ceux dont c'est la langue maternelle. Aussi nous savons tous que les concepts qui paraissent similaires sont souvent différents d'une civilisation à l'autre. Les mots expriment une culture, une façon de penser et une vision du monde. Pour toutes ces raisons, je crois que, comme la démocratie d'un Etat est fondée sur le pluralisme, la démocratie entre Etats doit être basée sur le plurilinguisme* » (8). »

L'analyse des sites Internet des organisations internationales prouve que la très grande majorité d'entre elles souffrent du monolinguisme (9) et de ses répercussions culturelles et conceptuelles. Sur les trente agences décentralisées de l'Union européenne, vingt et une présentent leur site uniquement en anglais, cinq affichent une diversité privilégiant néanmoins l'anglais, et quatre sont véritablement diversifiées. Dans des domaines aussi variés que ceux couverts par l'Autorité bancaire européenne (ABE),



ALIGHIERO BOETTI.
– « Oggi venticinquesimo
giorno del settimo
mese dell'anno
millenovecentoottantotto
al Pantheon » (Aujourd'hui
vingt-cinquième jour
du septième mois de l'année
1988 au Panthéon), 1988

ADAGP - PHOTO : CHRISTIE'S IMAGES - BRIDGEMAN IMAGES

l'Agence de coopération des régulateurs d'énergie (ACER) ou l'Agence européenne de défense (AED), la connaissance de l'anglais est nécessaire pour

s'informer. Sans parler des rapports réguliers sur la menace islamiste en Europe, qui ne sont publiés par Europol qu'en anglais...

Une certaine vision du monde

MONDIALEMENT, les signes de l'hégémonie culturelle et conceptuelle sont incontestables. On sait que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont, depuis les années 1980, construit une forme de développement fondée sur l'idéologie néolibérale et appliquée indifféremment en Amérique latine, en Asie du Sud-Est et aujourd'hui en Europe du Sud. Comment ne pas s'inquiéter du glissement progressif de la justice pénale internationale vers un modèle privilégiant le droit

jurisprudentiel de la *common law* (10) ? Et les exemples du même ordre sont nombreux. Comment dès lors s'étonner de la méfiance qu'éprouvent les citoyens envers les institutions multilatérales ?

Emblématique d'une certaine vision du monde, le monolinguisme constitue un indicateur important des équilibres géopolitiques globaux. Le limiter traduirait la capacité des nations à agir ensemble harmonieusement dans le respect de leurs différences.

- (1) Mandarin, russe, anglais, français, arabe et espagnol.
- (2) Toute langue officielle d'un de ses Etats membres est langue officielle de l'Union européenne.
- (3) Une *lingua franca* est un sabir ou une langue commune utilisée par des locuteurs de langues maternelles différentes.
- (4) Doctrine plaquant sur la gestion publique les modèles de la gestion privée.
- (5) François Grin, « Valeur du français, valeur du multilinguisme : exploration des convergences pour une politique francophone du multilinguisme », dans Jean-François Simard et Abdoul Echraf Ouedraogo (sous la dir. de), *Une francophonie en quête de sens. Retour sur le premier Forum mondial de la langue française*, Presses de l'université Laval, Québec, 2014.
- (6) British Council, « Annual report 2001-2002 ».
- (7) François Grin, « L'enseignement des langues étrangères comme politique publique », rapport remis au Haut Conseil de l'évaluation de l'école, Paris, septembre 2005.
- (8) Symposium sur le plurilinguisme dans les organisations internationales, Genève, 5-6 novembre 1998.
- (9) « Rapport synthétique des analyses des pratiques linguistiques appliquées aux sites Internet des organisations internationales » (2013), www.affoimonde.org
- (10) Lire Cyril Laucci, « Quand le droit anglo-saxon s'impose », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.



VOUS SOUHAITEZ TRAVAILLER DANS UN ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ?
REJOIGNEZ IRIS SUP' !

- Relations internationales*
- Défense, sécurité et gestion de crise
- Géoeconomie et intelligence stratégique
- Responsable de programmes internationaux
- Action humanitaire

*également en enseignement à distance

IRIS SUP', L'ÉCOLE DES RELATIONS INTERNATIONALES DE L'IRIS

www.iris-sup.org

Renseignements : +33 (0)1 53 27 60 65

IRIS SUP' - 2 BIS RUE MERCOEUR - 75011 PARIS

Etablissement privé d'enseignement supérieur technique

*Président de l'Assemblée des fonctionnaires francophones des organisations internationales (Affoi).

Quarante ans d’immigration dans les

(Suite de la première page.)

Commentant sa décision, les médias se sont concentrés sur les souffrances humaines et sur la répression policière, sans véritablement s’interroger sur les causes de l’immigration. Or ce phénomène nécessite plus que jamais un large débat public, susceptible de déboucher sur une politique adaptée. Il importe donc de savoir quels sont les angles morts dans la façon dont on le traite. Pour cela, nous avons mené une analyse systématique de vingt-deux des principaux médias français et américains, en tentant de distinguer les divers angles d’approche (*lire l’encadré ci-dessous*).

Les débats sur le sujet ont beaucoup évolué au cours des quarante dernières années. Au début de la décennie 1970, aux Etats-Unis, les syndicats et le pouvoir républicain font cause commune contre l’immigration illégale. L’ancien marine Leonard Chapman, nommé par le président Richard Nixon à la tête du service américain de l’immigration et de la naturalisation (aujourd’hui intégré au ministère de la sécurité intérieure), s’inquiète des risques d’« invasion ».

L’American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), la principale confédération syndicale, juge alors que la main-d’œuvre mexicaine menace les salaires et les conditions de travail des Américains. César Chávez, le légendaire syndicaliste californien, met en place des barrages pour empêcher que des travailleurs agricoles venus de l’autre côté de la frontière ne brisent les grèves. *Le Los Angeles Times* du 3 juillet 1975 proclame en « une » : « Selon des responsables américains, les employeurs préfèrent une main-d’œuvre qui ils peuvent exploiter et payer une misère. »

Au cours des décennies qui ont suivi, les pressions économiques sur les travailleurs américains se sont fortement accrues. Pourtant, l’idée que les immigrés accaparent les emplois des nationaux et tirent les salaires vers le bas n’a cessé de perdre du terrain. En 1974-1975, elle apparaissait dans 47 % des informations sur l’immigration, tous supports confondus ; pour la période 2002-2006, le niveau est tombé à tout juste 8 % (2). L’économiste et chroniqueur au *New York Times* Paul Krugman est désormais l’un des rares analystes à prendre en compte cet aspect (3).

Cette évolution traduit la reconfiguration que connaît l’échiquier politique américain entre les années 1970 et le milieu des années 1980. Désireux de gonfler leurs rangs, nombre de syndicats sont alors amenés à

repenser leur opposition à l’immigration clandestine. Ils sont encouragés dans cette voie par des organisations qui naissent à la fin des années 1960 et s’affirment pendant ces deux décennies : le National Council of La Raza ou le Mexican American Legal Defense and Education Fund (Maldef), par exemple. Ces groupes dénoncent les multiples discriminations que subissent les Latinos et les Asiatiques installés aux Etats-Unis. Nécessaire, cette action a eu pour conséquence de minorer, dans les médias, le discours sur les causes économiques de l’immigration et sur les conséquences des bas salaires des étrangers, au profit de sujets sur la xénophobie.

En France, ces thèmes émergent dès les années 1970, avant de gagner du terrain au début de la décennie qui suit : le racisme contre les travailleurs étrangers figurait en 1973 dans 46 % des reportages – contre 25 % pour la période 2002-2006. Cette forte présence s’accompagne d’une large place

accordée à la question de la diversité culturelle. Celle-ci figure dans la moitié des articles parus dans *Libération* en 1983. « *En France, il va falloir apprendre à vivre dans une société pluriculturelle* », affirmait un éditorial du quotidien (4). Puis, à la suite de la percée du FN lors des élections municipales de Dreux, en 1983, et en réponse à l’offensive anti-immigrés lancée par la presse de droite, les journaux proches du Parti socialiste changent leur fusil d’épaule et relèguent la question de la diversité culturelle derrière celle de l’« intégration » des nouveaux venus à la « communauté nationale ». « *Nous avons besoin de créer une base solide pour contrer le Front national et montrer que la défense des immigrés faisait partie de la tradition républicaine française*, justifie Laurent Joffrin, alors rédacteur en chef de *Libération*. *Nous en avons conclu que la problématique de l’“égalité des droits” était plus porteuse que le discours sur le “droit à la différence”* » (5). »

Les effets de ce tournant furent immédiats et continuent de se faire sentir vingt-cinq ans plus tard : entre 2002 et 2006, dans tous les médias français, la thématique de l’« intégration » supplante celle de la « diversité culturelle » (20 % contre 8 %) ; dans les journaux, la « cohésion nationale » apparaît dans 42 % des articles. Aux Etats-Unis, ce taux est trois fois moindre : dans un pays façonné par une économie de marché toujours plus fragmentée, la question de la « cohésion nationale » parle peu aux dirigeants politiques et à une partie de leurs électeurs. La gauche démocrate se montre très sensible aux revendications communautaires, tandis que la droite républicaine se trouve tiraillée entre ses soutiens financiers (de nombreuses entreprises sont favorables à une immigration libre) et ses électeurs, souvent hostiles aux immigrés. Les dirigeants politiques préfèrent donc formuler le problème en d’autres termes.

En France, en revanche, l’existence d’un Etat-providence relativement fort permet à la notion de communauté nationale de conserver du sens. A mesure que la protection sociale s’affaiblit, les médias semblent ensuite vouloir brandir la cohésion culturelle pour combler le vide. Au début des années 1980, ce thème était surtout défendu par le FN et par des journaux comme *Le Figaro* et *Le Figaro Magazine*. Mais, dans la masse des sujets sur l’immigration, il était minoritaire. Puis les principaux partis de gouvernement se sont convertis à ce discours, reléguant au second plan celui du racisme et des discriminations. La montée du FN ne s’est pas interrompue, et les immigrés et leurs descendants, en particulier noirs et arabes, continuent de subir des discriminations, même si les journalistes en parlent moins qu’il y a trente ans.

Délaissant les questions de l’économie et du racisme, les médias américains et français se focalisent de plus en plus sur le thème de l’ordre public et de la sécurité d’une part (au cours de la décennie 2000, 62 % des reportages aux Etats-Unis et 45 % en France) et sur l’aspect « humanitaire » d’autre part (pour la même période, 64 % aux Etats-Unis et 73 % en France). Spectaculaires, simples et très visuels, ces deux cadrages présentent l’avantage de s’accorder avec le discours des associations et des organismes d’Etat hostiles ou favorables aux immigrés. Ils satisfont une double exigence commerciale et politique.

Vilipender l’immigration clandestine constitue, pour un journal ou une chaîne de télévision, une formule commerciale gagnante, car, comme l’écrit le sociologue Todd Gitlin, « *l’archétype de l’histoire médiatique est une histoire de crime* » (6). Le thème de l’ordre public se passe d’explications et peut se traiter à coups d’images-chocs : émeutes, police, postes-frontières, armes, courses-poursuites et arrestations. Mais il existe aussi une autre explication à la récur-



SOUTHAMPTON CITY ART GALLERY, HAMPSHIRE, ROYAUME-UNI - BRIDGEMAN IMAGES

SAM SMITH. – « Immigration Studies » (Etudes sur l’immigration), 1977

(2) Sauf mention contraire, ces pourcentages résultent de l’analyse des articles et des sujets consacrés à l’immigration dans les médias suivants : *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*, TF1 et France 2 en France ; *The New York Times*, *The Washington Post*, *Los Angeles Times*, ABC, CBS et NBC aux Etats-Unis.

(3) Cf. par exemple Paul Krugman, « North of the Border », *The New York Times*, 27 mars 2006.

(4) « Une implosion statistique, une bombe dans l’imaginaire », *Libération*, Paris, 9 septembre 1983.

(5) Entretien avec l’auteur.

(6) Todd Gitlin, *The Whole World Is Watching : Mass Media in the Making and Unmaking of the New Left*, University of California Press, Berkeley, 1980.

Plusieurs approches

NOTRE ENQUÊTE s’appuie sur le dépouillement de plusieurs milliers d’articles et d’informations télévisées portant sur la question de l’immigration en France et aux Etats-Unis, depuis le début des années 1970 jusqu’au milieu des années 2000. En France, *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *Les Echos*, *L’Humanité*, *La Croix*, *Le Parisien*, ainsi que les journaux télévisés de TF1, France 2 et Arte ont été étudiés systématiquement. De l’autre côté de l’Atlantique, l’analyse a porté sur le *New York Times*, le *Washington Post*, le *Los Angeles Times*, le *Wall Street Journal*, le *Christian Science Monitor*, le *New York Post*, *USA Today*, *Daily News*, ainsi que sur les journaux des chaînes ABC, CBS, NBC et PBS (1). Cet échantillon comprend des médias politiques, financiers et populaires, comparables dans chacun des pays.

Nous avons ensuite étudié les angles adoptés par les journalistes. Plutôt que de reprendre la dichotomie factice entre parti pris et objectivité, la question de l’angle (*frame*) met l’accent sur le fait qu’ils sélectionnent et amplifient certains aspects de la réalité au détriment d’autres. On peut regrouper ces angles en différentes catégories.

Trois d’entre eux dépeignent les immigrés comme des victimes. L’angle « humanitaire » met en avant les difficultés économiques, sociales et politiques qu’ils rencontrent. La focalisation sur le racisme et la xénophobie attire l’attention sur les attaques et les discriminations subies en raison de leur appartenance nationale, culturelle ou religieuse. L’angle « économie mondiale » inscrit quant à lui l’immigration dans un contexte plus large en s’intéressant à la pauvreté au niveau international, au problème du sous-dévelop-

pement et des inégalités dont la migration du Sud vers le Nord est un symptôme.

Quatre angles présentent les immigrés comme une menace : celui du travail, qui les accuse d’accaparer les emplois des nationaux ou de tirer les salaires vers le bas ; celui de l’ordre public, qui met l’accent sur la dimension sécuritaire ; l’angle fiscal, qui s’inquiète du prétendu coût pour les contribuables en matière de santé publique et d’éducation ; et enfin, celui de la cohésion nationale, qui associe les différences culturelles (tradition, religion, langue) dont ils sont porteurs à une menace pour l’unité nationale et l’harmonie sociale.

Les trois derniers angles érigent les immigrés en figures héroïques. L’approche par la diversité culturelle montre que les différences constituent un apport pour la communauté nationale. L’angle de l’intégration met en vedette ceux qui s’adaptent à leur société d’accueil, tant sur le plan civique que culturel. Enfin, l’angle du « bon travailleur » repose sur le principe qu’ils « font les travaux dont personne ne veut » (sans prendre en compte les facteurs dissuasifs pour les autochtones, tels que les bas salaires). Chacune de ces approches suggère une réponse différente à la question de l’immigration.

R. B.

(1) Le travail de dépouillement réalisé pour la période 1973-2006 a été complété par une analyse qualitative pour les années 2006-2012. Les conclusions de cette enquête sont confortées par des études plus récentes. Cf. par exemple Erik Bleich, Irene Bloemraad et Els de Grauw, « Migrants, minorities, and the media », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 41, n° 6, Brighton, 2015.

Rentrée
2015

MONDE
diplomatique

[FORMATIONS]

1 an offert
d’abonnement
au Monde diplomatique
pour toute inscription à un cycle

Vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?

CYCLE DE FORMATION

17, 18, 19 septembre - 15, 16, 17 octobre - 30 novembre

MONDES ÉMERGENTS

De la Chine au Brésil, les nouveaux acteurs mondiaux

- De quoi l’émergence est-elle le nom ?
- Les « Brics » : qui sont-ils ? que veulent-ils ?
- Des puissances montantes : les « Next Eleven ».
- Un nouvel axe mondial : les relations Sud-Sud.
- La planète face à l’urbanisation galopante.
- Repenser la coopération Nord-Sud.

Cycle complété par un voyage d’étude à Istanbul, « Mutations politiques, mutations urbaines ».

Intervenants : Jean-Christophe SERVANT, Dalila NICET-CHENAF, Jean-Pierre GAUTRY et Yoann MORVAN

Renseignements et inscription :

www.formations.monde-diplomatique.fr

01-42-46-62-57 - formations@monde-diplomatique.fr

CIF, CPF (ex-DIF) ou plan de formation des élus (loi de 1992) applicables.

En partenariat avec l’Institut européen des politiques publiques



www.iepp.fr

AU GRÉ DU CALENDRIER POLITIQUE

médias en France et aux Etats-Unis

rence de cet angle. Les journalistes français et, plus encore, américains recueillent souvent leurs informations auprès de sources officielles : ministères, mairies, administrations, police, etc. Leurs préoccupations tendent donc à s’aligner sur celles des représentants de l’Etat et des dirigeants politiques. Et comme les gouvernements envisagent souvent l’immigration en termes de menace pour l’ordre public, les journalistes se trouvent incités à faire de même. On peut ainsi noter d’importantes variations en fonction de l’actualité politique : en 2002, dans le sillage des attentats du 11-Septembre, tandis que démocrates et républicains n’avaient que le mot « sécurité » à la bouche, l’angle de l’ordre public apparaissait dans 64 % des sujets ; en 2004, cette proportion était

retombée à 53 % (soit à peu près le même chiffre qu’en 1994), avant de remonter à 62 % en 2005, au moment du vote de la loi HR 4437 qui criminalisait les clandestins.

En France, la thématique de l’ordre public émerge au début des années 1980, en lien avec le discours sur la « crise des banlieues », puis culmine au début de la décennie 1990, quand elle est reprise par les deux principaux partis politiques. En 1991, la première ministre socialiste Edith Cresson parlait par exemple d’affréter des avions pour déporter les clandestins. A partir des années 2000, à mesure que les gouvernements successifs se recentrent sur l’intégration et la cohésion nationale, les occurrences du thème sécuritaire se raréfient.

Un appétit d’histoires poignantes

L’APPROCHE humanitaire s’est quant à elle progressivement généralisée des deux côtés de l’Atlantique, où elle est défendue par de nombreuses associations : France terre d’asile, la Cimade, la Ligue des droits de l’homme ou encore Amnesty International en France ; La Raza, le Maldef, l’Immigrants’ Rights Project de l’American Civil Liberties Union (ACLU) ou le National Immigration Forum aux Etats-Unis. Tandis que les associations françaises vivent principalement de subventions publiques et des cotisations de leurs adhérents, leurs homologues américaines sont financées par une alliance hétéroclite réunissant de petits donateurs attachés aux droits humains, l’Eglise catholique et de puissantes fondations (Ford, Carnegie, MacArthur), ainsi que des banques, des entreprises de construction et diverses multinationales qui ont tout intérêt à préserver une source de main-d’œuvre à bas coût.

Tout comme le thème de l’ordre public, l’approche humanitaire permet de capter l’audience. Aux Etats-Unis, elle correspond bien à l’écriture narrative et personnalisée qui fait florès dans les médias. Bien utilisé, ce style peut restituer de façon efficace l’expérience des migrants et sensibiliser les lecteurs-spectateurs à des milieux sociaux qui leur sont inconnus.

L’exemple le plus célèbre de cette approche est sans doute « Enrique’s journey » (« Le voyage d’Enrique »), reportage en six épisodes paru en 2002 dans le *Los Angeles Times*, qui a valu à Sonia Nazario le prix Pulitzer. La journa-

liste y retraçait l’histoire d’un jeune homme originaire d’Amérique centrale qui part à la recherche de sa mère. Celle-ci a dû quitter ses enfants affamés afin de trouver un travail qui lui permette de leur envoyer de l’argent et de leur offrir ainsi une vie meilleure. Pour rendre compte de cette expérience, Nazario a suivi les traces d’Enrique depuis le Honduras jusqu’à la Caroline du Nord, allant jusqu’à voyager sur le toit des trains comme lui-même l’avait fait au Mexique. Le reportage s’achève de façon tragique. Après avoir tant souffert du départ de sa mère, Enrique se voit contraint d’imposer la même expérience à sa propre fille : « *Quelque temps après son arrivée aux Etats-Unis, Enrique téléphone [à sa petite amie] au Honduras. Comme il s’en doutait avant son départ, Maria Isabel est enceinte. Le 2 novembre 2000, elle met au monde une petite fille, Katherine Jasmin. Le bébé ressemble à Enrique. Elle a sa bouche, son nez, ses yeux. Une tante encourage Maria Isabel à se rendre aux Etats-Unis, lui promettant qu’elle prendra soin du bébé. “Si j’en ai l’occasion, j’irai, dit Maria Isabel. Je partirai sans mon bébé.” Enrique approuve : “On va devoir abandonner le bébé.”* »

Le livre tiré de ce reportage (7) reçoit une pluie de critiques élogieuses. Le magazine *Entertainment Weekly* juge par exemple que « *l’impressionnant reportage de Nazario fait de l’actuelle polémique sur l’immigration une histoire personnelle plutôt que politique* » (22 février 2006). Pourtant, pour séduisante qu’elle soit, cette approche ne permet pas de saisir les principaux ressorts du phénomène migratoire. Certes, le lecteur ressent dans les moindres détails les épreuves que traverse

Enrique. Mais il ignore comment il en est arrivé là, et s’il aurait pu éviter ce destin.

Au-delà des difficultés des immigrés, le journalisme devrait pourtant analyser la façon dont l’organisation économique mondiale ainsi que la politique étrangère, commerciale et sociale de pays occidentaux comme les Etats-Unis et la France favorisent l’émigration des pays du Sud vers ceux du Nord. Car, comme le sociologue franco-algérien Abdelmalek Sayad aimait le rappeler, l’immigration est d’abord une émigration.

En ce qui concerne les Etats-Unis, plus de deux cent cinquante mille personnes ont péri lors de conflits au Guatemala, au Salvador et au Nicaragua, tuées essentiellement par des escadrons de la mort et des forces militaires entraînées, soutenues et armées par les Etats-Unis. En 1980, ceux-ci comptaient moins de cent mille immigrés originaires du Salvador ; dix ans de guerres et de troubles plus tard, ce chiffre atteignait cinq cent mille. Il dépasse aujourd’hui le million.

La politique commerciale de Washington a elle aussi contribué à cette émigration de masse. Loin d’améliorer les conditions de vie et d’emploi des travailleurs mexi-

Qui a la parole ?

EN DÉPIT du premier amendement de la Constitution américaine, censé préserver l’indépendance de la presse vis-à-vis de l’Etat, le débat sur l’immigration aux Etats-Unis est accaparé par des voix issues de l’administration ou du milieu politique. Entre le début des années 1970 et le milieu des années 2000, 52 % des personnes invitées à s’exprimer sur le sujet appartenaient à ce sérail, contre 38 % en France. Le tableau élogieux de l’associationnisme aux Etats-Unis brossé par Alexis de Tocqueville au XIX^e siècle correspond donc peu à la réalité actuelle – du moins concernant les médias. Les journalistes français se montrent même plus enclins à donner la parole aux représentants de la société civile (35 % des cas) que leurs homologues américains (20 %).

Dans les deux pays, les opinions non gouvernementales proviennent surtout d’associations favorables à l’immigration (12 % en France, 8 % aux Etats-Unis), loin devant les groupes hostiles (6 % en France, 3 % aux Etats-Unis). Les syndicats sont eux aussi plus présents dans l’Hexagone (7 %) qu’outre-Atlantique (2 %). S’ils peuvent occuper ponctuellement l’espace médiatique à propos de telle ou telle affaire, les représentants religieux – musulmans, juifs ou chrétiens – apparaissent rarement dans les reportages (1 % aux Etats-Unis, 2 % en France). Quant aux immigrés eux-mêmes, ils représentent 15 % des locuteurs interrogés

dans les reportages français et 12 % dans les reportages américains.

Deux puissants acteurs de la politique migratoire restent relativement invisibles dans les médias : les entreprises d’une part (4 % des intervenants aux Etats-Unis et 3 % en France) ; les gouvernements étrangers et les organismes internationaux – telles l’Organisation des Nations unies et l’Union européenne – d’autre part (4 % dans les deux pays).

Les prises de parole d’experts sont plus nombreuses aux Etats-Unis qu’en France (5 % contre 3 %), mais près de la moitié des experts américains appartiennent à des think tanks, et non à des universités. De plus, ils disposent d’un espace moindre pour exposer leurs arguments : quarante-quatre mots en moyenne, contre trois cent quinze pour leurs homologues français (1). On constate enfin que dans les deux pays, les organes d’information les moins dépendants des impératifs commerciaux – *The Christian Science Monitor*, PBS, *L’Humanité*, Arte, etc. – offrent la plus grande diversité de voix et de points de vue.

R. B.

(1) Ce chiffre est déduit d’un échantillon de sept journaux de chaque pays couvrant la période 2002-2006.



Les joies de l’écriture automatique

C’EST un pont aux ânes si vermoulu qu’il faut savoir gré au journaliste Arnaud Leparmentier de l’avoir emprunté au trot sans frémir. « La France, une Grèce qui s’ignore », clame-t-il à la « une » du *Monde* (9 avril 2015). « *La France devient, année après année, plus socialiste que jamais.* » Elle « étouffe sous l’impôt et la dépense publique ». On croit d’abord à un canular. Leparmentier, facétieux, pastiche les sempiternelles jérémiades du *Point* ou l’éditorial annuel de Serge Dassault dans *Le Figaro*.

Que nenni. Avec un sérieux d’évêque, le directeur adjoint des rédactions du *Monde* ventriloque les conclusions d’un rapport de l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Une institution qu’il faut toujours croire sur parole : en avril 2008, elle vantait encore la « *situation saine* » et la « *capacité à résister* » des banques islandaises, qui devaient s’effondrer quelques mois plus tard, entraînant tout le pays dans leur chute. « *La France continue d’avoir un droit du travail parmi les plus protecteurs* », se lamente Leparmentier, et, par conséquent, elle « *court le risque de devenir une grande Grèce* ».

Un boulier de dimension standard ne suffirait pas à dénombrer les homélies journalistiques déduisant du désastre grec la nécessité de gouverner la France encore plus à droite. Un mois avant Leparmentier, Pierre-Antoine Delhommeais, son ancien collègue passé sans ambages du *Monde* au *Point*, vibrait d’un désir contrarié. « *Revenir des trente-cinq aux trente-neuf heures, repousser de plusieurs années l’âge du départ à la*

retraite, abaisser le niveau du smic par rapport au salaire médian, réduire le nombre de jours fériés et de congés payés, créer un smic jeunes. (...) *On finit presque par regretter que la France ne soit pas dans la situation de la Grèce pour qu’une “troïka” nous force de l’extérieur à mener ces réformes dont il est vain d’espérer qu’elles puissent venir un jour de l’intérieur* » (5 mars 2015). Oui, vraiment, un chômage à 26 % et des malades mourant faute de soins, ce serait magnifique. Trois ans plus tôt, le tabloïd allemand *Bild* (lire l’article d’Olivier Cyran page 19) donnait le la : « La France sera-t-elle la nouvelle Grèce ? » (31 octobre 2012).

S’il lui faut renoncer à la grand-croix de l’originalité, Leparmentier conserve ses chances pour la palme de l’acharnement. « *Depuis vingt ans*, déplorait-il en 2002, *les Etats européens ont fait le mauvais choix. Ils n’ont guère augmenté leurs dépenses régaliennes – police, justice, armée, dépenses administratives* (...). *En revanche, l’Etat social (santé, retraites, allocations familiales, chômage, aide au logement, RMI) ne cesse de progresser* » (*Le Monde*, 14 juin 2002). Et, depuis vingt ans, Leparmentier fulmine.

1996 : Moulinex annonce deux mille six cents licenciements, le cours de l’action bondit et le journaliste écrit : « *En contestant cette restructuration dure mais indispensable, les ministres François Fillon et Frank Borotra font preuve de démagogie politicienne et d’interventionnisme déplacé* » (*Le Monde*, 21 juin 1996).

1997 : Renault ferme l’usine de Vilvorde en Belgique, la Bourse applaudit et Leparmentier justifie

l’engouement des marchés pour les entreprises qui licencient : « *Après des années de mauvaise gestion, ces groupes se sont enfoncés en Bourse et un rebond est logique lorsque les dirigeants changent enfin de stratégie* » (*Le Monde*, 5 mars 1997).

1998 : l’Allemagne s’apprête à élire un nouveau Parlement et Leparmentier fait le bilan. « *Huit ans après la réunification, l’Allemagne menace d’être étouffée par son système de protection sociale. (...) Il faut ajouter à cela un autre problème : les Allemands font la fine bouche sur les emplois qui leur sont proposés* » (*Le Monde*, 26 septembre 1998).

1999 : la faillite du groupe de construction allemand Philipp Holzmann menace vingt-huit mille emplois, M. Gerhard Schröder tente une médiation et Leparmentier peste : « *Le chancelier, chantre de la modernité pendant sa campagne électorale, semble aujourd’hui mener une campagne d’arrière-garde, comme commence à le lui reprocher une partie de la presse allemande : le sauvetage des emplois d’hier et du modèle rhénan.* » Le sort des ouvriers du bâtiment ? « *Le secteur a des surcapacités qui doivent être détruites* » (*Le Monde*, 25 novembre 1999).

Si ce sympathique projet de société devait un jour viser le secteur du journalisme économique, l’automate qui remplacerait notre rédacteur ne serait pas trop difficile à programmer.

PIERRE RIMBERT.

Les manigances des multinationales, les ventes d’armes, le contrôle des ressources, les gouvernements autoritaires soutenus par la France : tout pousse les gens à fuir au péril de leur vie, chassés par la faim et par la guerre (8). »

La complexité des causes internationales des migrations compromet toutefois leur traitement sous forme de mélodrame personnel. Y faire référence implique par ailleurs d’ouvrir un débat idéologique sensible, puisque ces motifs suggèrent l’existence dans le système économique et social d’injustices ou de défaillances que la majorité de la classe politique et médiatique accepte comme un état de fait. Du début des années 1970 au milieu des années 2000, tandis que la mondialisation néolibérale s’intensifiait et que plusieurs conflits manipulés par les Etats-Unis mettaient l’Amérique centrale à feu et à sang, la part des reportages de presse mentionnant les facteurs internationaux est passée de 30 à 12 %. Les journaux français se distinguent en évoquant l’économie mondiale dans un tiers de leurs articles – un chiffre stable entre les années 1970 et 2000. La différence s’explique notamment par la plus grande présence de courants hostiles à la mondialisation au sein de la culture intellectuelle et politique française.

Trop souvent, cependant, les médias de ces deux pays n’offrent qu’un tableau incomplet de la question de l’immigration, malgré les sujets réguliers qu’ils lui consacrent. La priorité qu’ils accordent à la dimension émotionnelle, individuelle, désarme les réflexions politiques de fond. Et prépare ainsi le terrain aux « solutions » simplificatrices de l’extrême droite.

RODNEY BENSON.

(7) Sonia Nazario, *Enrique’s Journey : The Story of a Boy’s Dangerous Odyssey to Reunite with His Mother*, Random House, New York, 2006.

(8) Cité dans Nicolas de La Casinière, « A Nantes, les carences de la France décriées », *Libération*, 12 juillet 2006.



En vente sur la boutique en ligne
www.monde-diplomatique.fr/manuel

Quand Cuba débat

L’annonce d’une visite officielle du président français à Cuba, le 11 mai 2015, a marqué une nouvelle étape du dégel entre La Havane et les puissances occidentales. Déjà, le chef d’Etat cubain Raúl Castro et son homologue américain Barack Obama avaient échangé une poignée de main historique lors du sommet des Amériques, en avril. Une accélération de l’histoire qui suscite quelques interrogations dans l’île...

PAR JANETTE HABEL *

EN 2018, M. Raúl Castro, qui aura alors atteint l’âge de 87 ans, ne briguera pas de nouveau mandat présidentiel. Dans trois ans, la génération de la Sierra Maestra aura donc quitté le pouvoir. Trois ans, c’est peu pour réformer l’économie du pays, adopter une nouvelle Constitution et maîtriser la normalisation des rapports avec Washington, qu’a illustrée la rencontre du président cubain et de celui des Etats-Unis au sommet des Amériques de Panamá, en avril. Le régime survivra-t-il à la disparition de sa direction historique ?

Le Parti communiste cubain (PCC) a déjà désigné un successeur : le premier vice-président Miguel Díaz-Canel. Mais les défis demeurent. Pour les affronter, M. Castro s’appuie sur les Forces armées révolutionnaires (FAR), l’armée nationale, dont il a été le ministre pendant un demi-siècle, sur le PCC et sur l’Eglise catholique, au cœur des négociations avec Washington (1). Alors que les réformes économiques ont creusé les inégalités (2), l’incertitude sur l’avenir du pays est générale. Le PCC tente d’y répondre en lançant des consultations populaires dans les périodes de précongrès. M. Castro a réaffirmé que ce serait à nouveau le cas pour

le septième, prévu en avril 2016. Mais les débats ont déjà débuté parmi les intellectuels, membres et non-membres du PCC, en particulier sur la Toile, en dépit d’un accès limité à Internet.

M. Castro s’est employé à «actualiser» le socialisme cubain – un euphémisme pour désigner la libéralisation économique mise en œuvre depuis 2011. Même si elles détricotaient la société qu’il avait cherché à construire, ces réformes n’ont pas été contestées par M. Fidel Castro. «*Le modèle cubain ne marchait plus, même pour nous*», a reconnu l’ancien président (*The Atlantic*, septembre 2010). La situation économique ne laissait guère de choix. L’aide de Caracas avait permis à l’île d’atteindre un taux de croissance moyen de 10% entre 2005 et 2007, mais la crise financière et les difficultés du partenaire bolivarien ont changé la donne : «*En 2013, le commerce entre Cuba et le Venezuela a diminué de 1 milliard de dollars ; il pourrait baisser encore davantage en 2014*», prévenait en octobre 2014 l’économiste cubain Omar Everleny Pérez Villanueva (3). Selon certaines estimations, cette baisse représenterait 20% du volume antérieur.

Militaires dorlotés

LE gouvernement a adopté en mars 2014 une nouvelle loi sur les investissements étrangers présentée par M. Raúl Castro comme «*cruciale*». A l’exception de la santé, de l’éducation et de la défense, tous les secteurs sont désormais ouverts aux capitaux étrangers, avec l’assurance d’une exonération d’impôt pendant huit ans, voire plus dans certains cas, notamment dans des «zones spéciales de développement économique», comme le port de Mariel (4), construit avec l’aide du Brésil. Toutefois, les projets proposés doivent recevoir l’aval des organismes gouvernementaux : «*Ce n’est pas le capital qui définit l’investissement* (5)», souligne M^{me} Déborah Rivas Saavedra, directrice de l’investissement étranger au ministère du commerce extérieur. L’embauche des travailleurs se fait sous le contrôle d’agences étatiques. L’économiste Jesús Arbolea Cervera remarque : «*Les émigrés cubains sont déjà des investisseurs indirects dans les petits commerces [à travers l’argent qu’ils envoient à leur famille] ; leur participation à plus grande échelle n’est désormais plus interdite par la loi, mais par l’embargo* (6). »

Toutefois, pour certains, la transformation de l’île avance encore trop lentement : «*On ne peut pas “actualiser” quelque chose qui n’a jamais marché, s’agace Pérez Villanueva. La croissance n’est pas là.*

Cette année, si Dieu nous aide, nous atteindrons peut-être 1% (7). » A cette préoccupation économique, la jeune sociologue Ailynn Torres répond par une interrogation politique : «*Que veut-on faire avec le modèle économique qu’on nous propose ? Quels sont les gagnants et les perdants de ce modèle* (8) ? »

A en croire le discours officiel, l’instillation d’une dose de marché dans l’économie de l’île devait permettre d’améliorer ses performances sans affaiblir la justice sociale. Or la pauvreté touche désormais 20% de la population urbaine (au lieu de 6,6% en 1986). La suppression du carnet de rationnement, la *libreta*, a été annoncée puis reportée, car elle aurait pesé sur les plus pauvres. Dans une société où l’égalité constitue un marqueur identitaire, les bénéficiaires et les victimes des réformes apparaissent de plus en plus clairement.

Parmi les victimes, selon M. Raúl Castro lui-même, on compte «*les salariés de l’Etat rémunérés en pesos, dont le salaire ne suffit pas pour vivre*», les personnes âgées – soit un million sept cent mille citoyens – «*dont les pensions sont insuffisantes par rapport au coût de la vie* (9)», mais également les mères célibataires, la population noire – qui ne bénéficie pas, ou peu, des apports financiers des Cubano-Américains – et les habitants des provinces orientales (10). Parmi les gagnants figurent les employés des entreprises mixtes, les salariés du tourisme, les paysans du secteur agricole privé, une partie des autoentrepreneurs (*cuentalpropistas*), bref, toute une population ayant



ACONCHA. – De la série « Habana », 2014

accès à une monnaie forte : le CUC (pour convertible unit currency). Depuis 2004, en effet, cette seconde monnaie est venue s’ajouter au peso cubain ; un CUC équivalait à 24 pesos traditionnels. Le CUC visait à remplacer le dollar, autorisé en 1993. Deux économies fonctionnent donc côte à côte : celle du peso et celle du CUC, que brassent les touristes et tous les Cubains qui travaillent à leur contact.

M. Castro compte sur la loyauté des FAR pour concilier libéralisation économique et maintien d’un système politique de parti unique. En effet, depuis la grande crise des années 1990 (11), la hiérarchie militaire gère des secteurs essentiels de l’économie grâce au Grupo de Administración Empresarial SA (Gaes), une holding des entreprises qu’elle contrôle. C’est en leur sein qu’a été expérimenté le «perfectionnement des entreprises», emprunté aux techniques managériales occidentales pour stimuler la productivité. Le prestige des FAR persiste dans la population, mais les privilèges dont elles bénéficient suscitent des critiques ; il n’est pas rare d’entendre : «*Eux, ils n’ont pas de problème pour se loger*» – allusion au complexe immobilier moderne réservé aux militaires et à leurs familles à La Havane. Quant au PCC, il a perdu de l’influence, mais M. Castro en a rajeuni, féminisé et métissé la direction. Pour l’économiste Pedro Monreal González, le PCC conserve sa crédibilité, et «*l’Etat bénéficie encore d’un soutien populaire en raison de sa capacité à fournir des biens publics considérés comme essentiels par beaucoup de Cubains* ».

En février 2015, le PCC a annoncé qu’une nouvelle loi électorale entrerait en vigueur avant la fin du mandat de M. Castro. Cette annonce fait suite à celle de février 2013 concernant la mise en place d’une commission sur la réforme de la Constitution. Comment renouveler la direction en intronisant des cadres qui n’ont pas la légitimité des anciens, en l’absence de débat public permettant de choisir parmi des candidats porteurs de propositions différentes ? Le mode de désignation actuel, qui nécessite en dernière instance l’aval du PCC, paraît peu viable à long terme.

Espacio Laical, la revue publiée par l’archevêché de La Havane (sans statut officiel), a longtemps été le lieu privilégié des débats politiques. Pendant une décennie, elle a consacré des colloques et des articles à la réforme de la Constitution, à la place du PCC, à la refondation des organes de pouvoir populaire (OPP). Les responsables d’*Espacio Laical*, les catholiques laïques Roberto Veiga et Lenier González, insistaient sur le «*contraste entre le pluralisme de la société et le manque d’espaces permettant à ce pluralisme de s’exprimer* (12) ». Mais, en juin 2014, les deux mêmes rendaient publique leur démission forcée à la suite de critiques «*très graves* »

dirigées contre eux et contre le cardinal Jaime Lucas Ortega y Alamino (13). Visiblement, l’archevêché souhaitait voir la revue adopter une approche plus «pastorale», c’est-à-dire moins politique. Quatre mois plus tard, le Centro Cristiano de Reflexión y Diálogo - Cuba (14) acceptait de parrainer un projet similaire avec la revue *Cuba Posible*, dont MM. Veiga et González sont les coordinateurs. Le premier numéro rendait compte d’un colloque consacré à la souveraineté du pays et à l’avenir de ses institutions.

L’article V de la Constitution actuelle fait l’objet de vives critiques. Le PCC y est défini comme «*martien* [de José

Une course de lenteur

CETTE «vieille mentalité» n’épargne pas le PCC, où continuent de régner l’habitude de l’unanimité et les velléités de censure. Ces pratiques suscitent la contestation. Pour la première fois, on a vu la main d’une députée se lever à l’Assemblée nationale pour voter contre le nouveau code du travail : celle de M^{me} Mariela Castro, fille de Raúl, en signe de protestation contre le refus d’inclure dans le texte l’interdiction des discriminations sexuelles. De même, la déprogrammation du film du cinéaste français Laurent Cantet *Retour à Ithaque* (2014), qui illustre le désenchantement cubain, a suscité les protestations de certains de ses collègues.

Dans ce contexte, le rétablissement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis apparaît à la fois nécessaire et périlleux. Le gouvernement cubain estime que l’objectif de Washington reste de renverser le régime. Pour l’instant, il a gagné la première manche en ne faisant aucune concession ; mais l’heure est à un optimisme plus tempéré. «*Ils risquent de tout prendre, comme ils le font partout. Que restera-t-il pour les Cubains ?* », s’interroge un retraité. «*Ils viennent d’acheter un de nos joueurs de base-ball pour 63 millions de dollars* », ajoute un autre. «*Nombreux sont ceux qui ne savent plus vraiment ce que sera leur avenir* », constate le sociologue Rafael

Martí, inspirateur de l’indépendance cubaine], *marxiste-léniniste, avant-garde organisée de la nation cubaine* », et comme «*la force dirigeante suprême de la société et de l’Etat* ». Une définition contestée par l’Eglise, mais aussi par des chercheurs. «*L’idée de parti d’avant-garde est dévoyée dès lors qu’il devient un parti de pouvoir* », nous dit le sociologue Aurelio Alonso. Pourtant, la construction d’un «*Etat inclusif qui puisse admettre le pluralisme politique et idéologique* » constitue une tâche urgente. Pluralisme ou multipartisme ? Pour Veiga, «*la possibilité d’autoriser l’existence d’autres forces politiques enracinées dans les fondements de la nation* » doit être envisagée, même s’il ne pense pas que ce soit réaliste à court terme (15). Aujourd’hui, nul ne sait si la réforme électorale annoncée permettra l’élection de députés proches de l’Eglise, voire d’autres personnalités indépendantes.

Le débat porte aussi sur les modalités de l’élection du président, dont le nombre de mandats est désormais limité à deux fois cinq ans. Pour certains, le scrutin devrait se tenir au suffrage universel direct, afin de donner une légitimité au nouveau mandataire. Le politiste Julio César Guanche met l’accent sur une refondation du «*pouvoir populaire* » officiellement incarné par les assemblées municipales, provinciales et nationale (16). Il faut construire une «*citoyenneté démocratique et socialiste* », avance quant à lui le sociologue Ovidio D’Angelo Hernández. Mais les «*organisations de masse* » sont trop «*subordonnées au PCC* » pour en devenir l’expression. D’autant que «*le discours officiel sape la base sur laquelle repose sa propre légitimité historique* », observe Guanche, qui précise : «*La mise en cause de l’“égalité” ouvre la voie à une mise en cause de l’idéal le plus puissant du socialisme : l’égalité.* » Une critique à peine voilée du discours de M. Castro dénonçant, lors du congrès de la Centrale des travailleurs cubains (CTC), «*le paternalisme, l’égalitarisme, les gratuités excessives et les subventions indues, la vieille mentalité forgée au cours des années* ».

Acosta. Que se passera-t-il après la levée de l’embargo ? Comment contrôler l’afflux de dollars et de touristes ? Parmi les sujets de discorde figurent les milliers de propriétés nationalisées lors de la révolution. Le gouvernement n’entend pas indemniser les propriétaires qui ont quitté le pays. Il mettra dans la balance le coût (évalué à 100 milliards de dollars) d’un embargo d’un demi-siècle et la restitution de la base de Guantánamo.

L’abrogation complète de l’embargo nécessite l’accord du Congrès américain, où républicains et démocrates sont divisés. Le 14 avril, M. Obama a enfin retiré Cuba de la liste des Etats «soutenant le terrorisme», mais le Congrès disposait de quarante-cinq jours pour s’y opposer. Devraient suivre le rétablissement des relations diplomatiques et la nomination des deux ambassadeurs. Quant au processus de normalisation, il promet d’être long. La Havane mettra à profit cette course de lenteur pour éviter la déstabilisation du pays et cultiver ses relations avec l’Amérique latine, la Chine et l’Union européenne.

En l’absence d’un dirigeant historique incarnant le combat contre «l’Empire», il pourrait devenir plus difficile à l’avenir d’unir et de mobiliser la population cubaine.

* Universitaire.

Calendrier des fêtes nationales		
1 ^{er} - 31 mai 2015		
3	POLOGNE	Fête nationale
15	PARAGUAY	Fête de l’indépend.
17	NORVÈGE	Fête nationale
20	CAMEROUN	Fête nationale
	TIMOR-LESTE	Fête de l’indépend.
22	YÉMEN	Fête nationale
24	ÉRYTHRÉE	Fête de l’indépend.
25	ARGENTINE	Fête nationale
	JORDANIE	Fête de l’indépend.
26	GÉORGIE	Fête de l’indépend.
28	AZERBAÏDJAN	Fête nationale
	ÉTHIOPIE	Fête nationale



Imprimerie du Monde
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY



Commission paritaire des journaux et publications : n° 0514 1 86051
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

*A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :
Paris : 0 805 050 147
Banlieue/province : 0 805 050 146.*

(1) Lire « Cuba, le parti et la foi », *Le Monde diplomatique*, juin 2012.
(2) Le coefficient de Gini, qui permet de mesurer les inégalités, était de 0,24 en 1986, de 0,38 en 2002 et de 0,40 en 2013.
(3) Actes du colloque « Cuba : soberanía y futuro », *Cuba Posible*, n° 1, La Havane, octobre 2014.
(4) Censé devenir le plus grand terminal de conteneurs des Caraïbes, ce port se trouve près d’un passage stratégique pour les bateaux empruntant le canal de Panamá.
(5) *Gramma*, La Havane, 17 avril 2014.
(6) Jesús Arbolea Cervera, « Integración y soberanía », *Cuba Posible*, 20 janvier 2015, www.cubaposible.net
(7) *Cuba Posible*, n° 1, op. cit.
(8) *Ibid.*

(9) Discours au XX^e congrès de la Centrale des travailleurs cubains (CTC), 22 février 2014.
(10) Mayra Espina, « Desigualdad social y retos para una nueva institucionalidad democrática en la Cuba actual », *Espacio Laical*, n° 2, La Havane, 2014.
(11) Entre 1991 et 1994, le produit intérieur brut (PIB) a chuté de 35%.
(12) « Cuba y Estados Unidos : Los dilemas del cambio », *Cuba Posible*, n° 2, février 2015.
(13) *Ibid.*
(14) Le CCRD-C se définit comme une « institution religieuse de la société civile ».
(15) *Cuba Posible*, n° 2, op. cit.
(16) *Cuba Posible*, n° 1, op. cit. Idem pour les citations suivantes.

Grossesse fatale pour les bonnes à Hongkong

Chaque année, des milliers de domestiques philippines ou indonésiennes immigrées à Hongkong sont licenciées illégalement. Leur faute ? Etre tombées enceintes. Friand de leur force de travail, le territoire refuse qu'elles fondent une famille. Privées d'emploi, elles ont deux semaines pour plier bagage.

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE
ALEXIA EYCHENNE *

IL FAUT tendre l'oreille pour entendre Shenyl, dont la voix aérienne peine à s'imposer face au hochet qu'agite son fils Ibrahim, 3 ans et d'immenses yeux noirs. La jeune Philippine de 31 ans, visage arrondi par un foulard noir, a quitté son village en 2002. Direction Hongkong, avec sur son visa le sigle «FDH», pour *Foreign Domestic Helper* («aide domestique étrangère»). Comme elle, plus de trois cent mille migrantes d'Asie du Sud détiennent ce sésame pour une nouvelle vie : celle d'employée de maison dans une famille du territoire. L'écrasante majorité vient de Java, en Indonésie, ou des Philippines. Pendant dix ans, Shenyl a travaillé six jours sur sept dans l'intimité des foyers hongkongais, selon une routine immuable : cuisiner, lessiver, récurer et élever les enfants des autres.

Le dimanche, à Hongkong, c'est Manille ou Djakarta sous les gratte-ciel : durant leurs rares heures de répit, les domestiques campent sur les pelouses des parcs, rejointes par d'autres migrants, des hommes pour la plupart (1). Des couples de déracinés se forment dans les allées arborées de Kowloon Park, derrière une grande mosquée blanche. En 2012, Shenyl rencontre un réfugié pakistanaï et tombe enceinte. Sa vie bascule à la naissance d'Ibrahim : «*J'ai réclamé son certificat à l'état civil*, raconte-t-elle dans les locaux d'une petite organisation non gouvernementale qui assiste les domestiques devenues mères. *En vérifiant mon dossier d'immigration, l'employé m'a appris que mon visa avait expiré.* » Son patron venait en effet de mettre fin à son contrat, et ce, en toute illégalité : le droit du travail prévoit un congé maternité de dix semaines pour les domestiques embauchées depuis plus de dix mois et interdit de les licencier durant leur grossesse. Mais, légale ou non, la rupture de leur contrat de travail a pour effet d'invalider immédiatement leur visa. «*J'avais deux semaines pour rentrer aux Philippines* », soupire Shenyl.

Vingt-sept ans de présence, mais pas de carte de résidente

Impossible de savoir officiellement combien de femmes ont subi cette injustice, mais les associations de défense des migrants y voient un fléau grandissant. M^{me} Kristina Zebua milite auprès des domestiques depuis plus de dix ans. «*Notre lutte a d'abord porté sur le salaire minimum, le droit au repos et la dénonciation des violences* », relate cette Indonésienne, intarissable sur le sort de celles qu'elle nomme ses «*clientes*». «*Puis, en 2006, des migrants ont commencé à évoquer des femmes enceintes, ou venant d'accoucher, licenciées et privées de papiers.* » Des militants créent une structure dédiée, PathFinders, qui reçoit plus de six cents domestiques par an. «*C'est encore une goutte d'eau dans l'océan*, assure M^{me} Zebua. *Nos projections fondées sur l'âge moyen des domestiques et les cas recensés nous laissent penser que plusieurs milliers de femmes sont concernées chaque année. Mais il est extrêmement difficile de les atteindre.* »

Les Indonésiennes sont les plus vulnérables face à ces licenciements abusifs, estime Nicole Constable, anthropologue à l'université de Pitts-

burgh et auteure d'une étude au long cours sur les domestiques qui deviennent mères (2) : «*Elles sont à la fois plus jeunes et moins éduquées que les Philippines, qui ont une longue histoire de militantisme à Hongkong*, explique-t-elle. *Les Indonésiennes ne lisent souvent ni l'anglais ni le chinois et n'ont pas accès à Internet. Ces facteurs contribuent à les laisser dans l'ignorance de leurs droits.* » Les travailleurs sociaux s'avouent également impuissants à informer et à soutenir les Birmanes, les Bangladaïses, les Thaïlandaises ou les Sri-Lankaises, dernières arrivées dans le flux croissant de migrantes.

Près de cinquante ans d'histoire lient Hongkong à ses domestiques. Dès les années 1970, le président philippin Ferdinand Marcos a l'idée d'envoyer des jeunes femmes des campagnes, via des agences de placement, vers des pays voisins et prospères. Le bénéfice serait double : chômage et sous-emploi en baisse, revenus de transfert – envoyés en devises par ces travailleuses – en hausse. L'Indonésie lui emboîte le pas dix ans plus tard en organisant l'émigration de ses jeunes femmes vers le Proche-Orient, puis vers Hongkong après la crise financière de 1997. A cette époque, le territoire achève sa transition vers le tertiaire et doit mettre ses femmes au travail. «*Compte tenu de la rareté et du coût des modes de garde, les domestiques offrent une solution peu chère pour s'occuper des enfants et des personnes âgées*, explique M^{me} Albee Chen, salariée hongkongaise de PathFinders. *Sans elles, les couples ne pourraient pas être deux à travailler.* » Au fil des ans, les migrantes deviennent un discret moteur de croissance dont Hongkong ne peut rapidement plus se passer. Dès 2006, l'Asian Migrant Centre estimait à 13,8 milliards de dollars hongkongais (1,6 milliard d'euros, 1 % du produit intérieur brut) leur contribution à l'économie, tant par leur consommation que par les économies réalisées sur la garde des enfants et des personnes âgées.

Hongkong ne tolère pourtant qu'une présence à durée déterminée. Contraintes de vivre chez leurs employeurs, les domestiques doivent laisser leur famille au pays. A la différence des autres étrangers, elles ne peuvent pas obtenir la carte de résident permanent, attribuée normalement après sept ans de présence. Cette inégalité de traitement a fait l'objet d'une âpre bataille, tranchée en mars 2013 par la plus haute juridiction hongkongaise. M^{me} Evangeline Vallejos, originaire des Philippines, réclamait ce droit après vingt-sept ans de présence. Elle a été déboutée. A l'issue du procès, le *New York Times* (3) rapportait les propos de M. Christopher Chung, membre du conseil législatif de Hongkong : «*Quand ces étrangères arrivent, leur seul objectif doit être de travailler comme domestiques.* » Une opinion largement partagée : «*Les familles attendent des migrantes qu'elles ne soient rien d'autre que des travailleuses, qu'elles n'aient aucun loisir et, bien sûr, aucune sexualité* », confirme M^{me} Zebua.

La grossesse de ces femmes vient bouleverser ces attentes. Rien d'étonnant dès lors à ce qu'un nombre considérable d'employeurs piétinent leur droit à la maternité, par avarice ou ignorance, mais surtout parce qu'il remet en cause la place que la société consent à leur accorder. Une visite sur les forums en ligne pour expatriés (4) en dit long sur l'état d'esprit de ces patrons déboussolés. Certains échangent des solutions pour ne pas s'embarasser d'une employée «*fautive* » : «*Votre domestique devrait assumer la responsabilité de*

WWW.XYZA.CRUZ.BACANI.COM



XYZA CRUZ BACANI. – Jeune femme de ménage à Hongkong, 2014

tout ça. Vous devriez lui parler et, avec un peu de chance, vous arriverez à la faire partir », lit-on par exemple au fil des discussions. «*Ce n'est pas de votre faute si elle est tombée enceinte.* » «*Est-ce qu'elle n'aurait pas pu se protéger ?* » «*Vérifiez avec la compagnie aérienne jusqu'à quel stade de la grossesse elle est autorisée à prendre l'avion.* » «*Proposez-lui un avortement qu'elle pourra vous rembourser plus tard.* »

La plupart des abus restent impunis. En 2014, le ministère du travail a été saisi de mille neuf cent treize plaintes de domestiques, dont quatorze seulement pour un licenciement abusif suite à l'annonce d'une grossesse. «*Neuf litiges ont été réglés par conciliation et cinq ont été jugés* », précise un porte-parole du ministère. «*Les agences de placement les dissuadent de porter plainte en leur disant : "Si tu poursuis ton employeur, tu n'en trouveras pas d'autre"* », regrette M^{me} Zebua. *Leur rôle consiste essentiellement à leur apprendre à rester souriantes et diligentes en toute circonstance.* »

Après le dépôt de leur recours, « une période dans les limbes »

Une fois licenciées, leur visa ayant expiré, beaucoup de femmes restent à Hongkong et se terrent pour échapper à une expulsion sans espoir de retour. «*En cherchant à les approcher, j'ai découvert une ville que je ne soupçonnais pas* », témoigne M^{me} Chen. Dès 2007, les travailleurs sociaux rencontrent des femmes enceintes cachées dans les recoins de Chungking Mansions, l'immeuble monstre du quartier de Tsim Sha Tsui. Dédale de couloirs éclairés aux néons, il sert de camp de base aux immigrés du sous-continent indien. D'autres domestiques s'exilent dans les Nouveaux Territoires, aux portes de Shenzhen.

Dans cette ville verticale qu'est Hongkong, les taudis se nichent sur les toits. Les femmes sans papiers y vivent dans des bicoques en tôle, avec un matelas pour seul meuble. «*Pendant les typhons, l'eau s'infiltre entre les planches et tout est à rebâtir* », souffle M^{me} Chen. Les militants tentent de dissuader les femmes de plonger dans la clandestinité, mais elles n'ont pas de meilleure option. Née à Java, Nirmala (5) est arrivée à Hongkong il y a sept ans. Sur ses genoux, sa fille de 2 ans a les cheveux crépus de son père africain et les yeux en amande de sa mère. Quand le couple qui l'employait l'a licenciée, la jeune femme a accepté la procédure de reddition : les clandestines consentent à se «*rendre* » au département de l'immigration, ce qui suspend leur expulsion le temps de l'examen de leur recours – contestation du licenciement ou demande d'asile. Mais les délais peuvent atteindre des mois, voire des années, pendant lesquels elles ont interdiction de travailler. «*C'est une période dans les limbes*, résume Constable. *Elles dépendent d'amis ou d'associations pour se nourrir et se loger.* » A mots couverts, des femmes racontent décrocher çà et

là des boulots au noir, seul moyen de survivre puisque leurs économies sont parties au pays.

Cette attente, qui s'ajoute à la détresse du licenciement, les rend particulièrement vulnérables. «*Quand j'ai dû quitter mes patrons, j'étais plus bas que terre*, témoigne Nirmala. *J'avais travaillé dur, nuit et jour, sans vacances, et du jour au lendemain je me retrouvais à la rue. J'ai dormi chez une amie pendant trois mois, puis j'ai commencé à traîner dans des bars, à fumer, à boire...* » Nirmala laisse sa phrase en suspens. La question de la prostitution est taboue, mais les ONG savent qu'il n'est pas rare de croiser d'anciennes domestiques dans les bars à «*hôtesses* » du quartier rouge de Wan Chai.

Les demandes d'asile déposées par la plupart des femmes licenciées n'ont que peu de chances d'aboutir. «*Le taux d'acceptation est excessivement bas pour l'ensemble des migrants, et encore plus pour les domestiques*, constate M^e Mark Daly, un avocat canadien devenu le plus célèbre intercesseur en faveur des migrants à Hongkong. *Elles pâtissent du préjugé selon lequel leurs demandes seraient bidon ou trop tardives.* » Ces démarches ont pour seul mérite de leur laisser le temps de préparer un départ auquel peu d'entre elles aspirent. Pour justifier leur décision de ne pas accorder la résidence permanente à M^{me} Vallejos malgré ses vingt-sept ans de présence, les juges hongkongais ont estimé que les migrantes devaient conserver des liens «*sincères* » avec leur pays d'origine. La réalité est infiniment plus compliquée.

Nirmala n'est plus la bienvenue en Indonésie. «*Ma famille refuse de me voir depuis que je n'envoie plus d'argent* », lance-t-elle d'une voix blanche. Les mères célibataires s'exposent aussi au rejet. M^{me} Zebua connaît par cœur le discours de certains proches, écho ironique de celui des Hongkongais : «*On t'a envoyée là-bas pour travailler et ramener de l'argent, pas pour que tu tombes enceinte ! Qu'est-ce que tu faisais là-bas ? Tu couchais à droite et à gauche ?* »

Shenyl, elle, a tenté ce retour au pays après que le père de son fils lui eut promis de la rejoindre. Mais il n'a plus donné signe de vie. «*J'allais devoir élever mon fils seule, et en cela j'avais apporté la honte sur ma famille. Les voisins puis mes parents m'ont insultée et menacée de mort.* » Shenyl a fini par revenir à Hongkong avec un visa de touriste avant de se présenter aux autorités dans l'espoir d'une hypothétique régularisation. La jeune femme couve Ibrahim du regard et rêve : «*Peut-être que, quand il sera plus grand, on rentrera aux Philippines et on fera face tous les deux. Grâce à son père, mon fils est résident hongkongais. Lui, au moins, a tous les choix en main.* »

(1) Lire Julien Brygo, «*Profession, domestique* », *Le Monde diplomatique*, septembre 2011.

(2) Nicole Constable, *Born Out of Place : Migrant Mothers and the Politics of International Labor*, University of California Press, Oakland, 2014.

(3) Keith Bradsher, «*Hong Kong court denies residency to domestics* », *The New York Times*, 25 mars 2013.

(4) Asiapat, <http://hongkong.asiapat.com>

(5) Le prénom a été changé.



PATRICE GIORDA. – « Autoportrait au repas », 1983

Cadavres dans le formol, vidéos de filles nues roulées dans la boue : ces audaces très convenues, portées par la valeur financière que leur confèrent des effets de mode, dominant l’art contemporain. Plus discrètement, des peintres continuent, eux, d’affronter la toile pour produire les déflagrations esthétiques et sensorielles à même de nourrir l’œil, le cerveau et tout le corps du spectateur.

PAR GÉRARD MORDILLAT *

DEVANT telle ou telle œuvre d’une stupéfiante beauté, qui n’a songé ou entendu dire : « *Il faut le voir pour le croire* » ? Or, aujourd’hui, les tenants de ce que la critique désigne comme « art contemporain » ont renversé la proposition : il faut désormais croire avant de voir. Fondant leur credo sur la réplique du Ressuscité dans l’Évangile selon Jean – « *Heureux ceux qui n’ont pas vu et qui ont cru* » (Jean 20-28) –, ils proclament qu’il ne s’agit plus pour le spectateur d’éprouver la puissance émotionnelle d’une œuvre, d’en comprendre l’intelligence, d’exercer son esprit critique face à la toile ; ils réclament, au nom de leur autorité marchande, institutionnelle ou artistique, que, préalablement, chacun abdique tout savoir, toute culture, et croie que « c’est de l’art » parce qu’ils l’affirment. Le « croire » a remplacé le « voir » sous les auspices de la sainte Trinité : l’artiste, le commissaire d’exposition et le critique d’art. Les méchantes langues diraient : le Père, le Fils et le simple d’esprit...

L’autorité du succès financier prime sur l’autorité du talent

L’art contemporain – ou plus exactement le vidéogrenier élevé à la dignité artistique – ressemble au *Retable des merveilles* que deux charlatans exhibaient dans une nouvelle de Cervantès. Les deux aigrefins allaient de village en village montrer et faire adorer le fameux retable. Chacun était sommé de verser son obole avant d’admirer l’image sacrée, que seuls pouvaient voir les Espagnols de pure souche, ceux qui n’étaient ni juifs, ni convertis, ni bâtards. Bien entendu, il n’y avait rien à voir, mais tout le monde voyait quelque chose de peur d’être désigné de manière infamante. Il suffisait d’une parole trompeuse pour que ce qui n’était pas soit vu ! Dans le cas de l’art contemporain comme dans celui du *Retable des merveilles*, il n’y a rien à voir, mais, la foi chevillée aux yeux, le catéchisme muséal bien en tête, il faut considérer ce rien comme de l’art et l’applaudir au prix de notre soumission à la règle imposée.

Le problème n’est pas d’établir une quelconque hiérarchie entre les œuvres. Dans l’art contemporain, il y a évidemment quelques créations tout à fait remarquables, de même qu’une grande peinture existe

aujourd’hui en France, bien qu’elle soit ignorée par les pouvoirs publics et méprisée par la critique. Le problème est l’hégémonie de cette forme artistique qui envahit tous les territoires du « voir » au nom du moderne (post ou néo), du modernisme, de la modernité, de la mode dans toutes ses déclinaisons. Les fonds régionaux d’art contemporain (FRAC), les directions régionales des affaires culturelles (DRAC), toutes les rimes en « ac » des institutions culturelles en sont aujourd’hui gangrenées, et la peinture, comme Jésus dans l’évangile de Matthieu, « *n’a pas où reposer sa tête* » (Matthieu 8,19). Actuellement, il n’existe ni à Paris ni en France de lieu public où l’on puisse admirer la création picturale contemporaine régulièrement exposée dans les grandes largeurs. Cruel manque. Lors de la dernière exposition d’Ernest Pignon-Ernest, le public se pressait à la galerie Lelong à Paris (1). La foule – il n’y a pas d’autre mot – ne venait pas pour acheter ; elle venait en masse pour voir l’œuvre d’un artiste qu’elle ne pouvait découvrir que dans ce lieu privé !

Pignon-Ernest n’est qu’un exemple entre mille du traitement réservé aujourd’hui aux peintres qui, quotidiennement, affrontent sur la toile les défis du trait, de la couleur, de la lumière et sont ostracisés comme chez Cervantès, qualifiés de « passésistes », « académiques », « réactionnaires », c’est-à-dire « juifs et bâtards » de l’art.

Prenons pour argent comptant – c’est le cas de le dire ! – la provocation qui serait, par nature, l’expression même de l’art contemporain. De toute évidence, elle ne réside pas dans la facture des œuvres exposées. Dans leur immense majorité, celles-ci oscillent entre le touche-pipi enfantin, le Duchamp revisité, le Warhol à la petite semaine et le niais fat de nouveaux Vadius et Trissotin dont la célèbre réplique pourrait servir d’exergue à tant d’installations, monstrations, exhibitions, performances : « *Au reste, il fait merveille en vers ainsi qu’en prose / Et pourrait, s’il voulait, vous montrer quelque chose.* » Merci, Molière, pour ce merveilleux conditionnel – « *il pourrait, s’il voulait* » – propre à faire se pâmer toutes les femmes savantes d’hier et d’aujourd’hui.

La forme n’est en rien surprenante : cadavres dans le formol comme au Musée de l’homme, chiens en ballons gonflés comme à la Foire du Trône, totems en Lego, tas de briques volées sur un chantier, câble tendu dans une pièce vide, vidéo de l’éternelle fille nue que l’on roule, au choix, dans la suie, la boue, le sable, le sang, la merde... La manière est industrielle, la main de l’artiste n’est plus que celle d’un contremaître dirigeant ses ouvriers au sifflet.



PATRICE GIORDA. – « Soleil couchant sur Praia Grande », 2005 (Exposition « Patrice Giorda : l’espace de la lumière (1983-2015) », du 6 mai au 25 juillet 2015, au Plateau, hôtel de la Région Rhône-Alpes, à Lyon)

Non, la provocation de l’art contemporain tient à une chose et une seule : l’argent – le prix auquel ces travaux sont estimés et vendus (2). Ce n’est pas beau parce que c’est beau (quoi qu’on place sous ce terme), c’est beau parce que c’est cher ! L’autorité du succès financier prime sur l’autorité du talent. L’avoir supplante le voir. L’œuvre, en réalité, importe peu ou pas. Seule compte sa valeur marchande, comme dans la vieille blague juive du pantalon à une jambe qu’un gogo veut enfiler avant de découvrir à ses dépens qu’il n’est pas fait pour être porté mais pour être vendu et revendu, comme le sont aujourd’hui les œuvres les plus en vue de l’art contemporain. « *Les bourgeois du XIX^e achetaient William Bouguereau (3), aujourd’hui ils achètent Jeff Koons* », ironise Pignon-Ernest. Le *financial art* a supplanté les beaux-arts. Parions qu’un jour – si ce n’est déjà fait – une œuvre ne sera constituée que de l’affichage de son prix. Ce ne sera pas le carré noir sur fond blanc de Kasimir Malevitch, mais le ticket de caisse agrandi aux dimensions des *Noces de Cana*, de Véronèse.

Une pensée picturale faite de couleurs, d’ombres et de lumières

Il faut du talent et du courage pour peindre, il faut de la morgue et de la cupidité pour vendre du rien serti d’ordures ou de diamants. Il faut aussi une imbécillité foncière à un Damien Hirst pour fanfaronner que « *n’importe qui peut peindre comme Rembrandt* », qu’il suffit de « *s’entraîner* » (4).

Les toiles de Fra Filippo Lippi, de Nicolas Poussin, de Matthias Grünewald, de Titien, du Caravage, de Pablo Picasso, Georges Rouault, Paul Gauguin, Edward Hopper, Diego Vélasquez, Simone Martini et des autres, dont la liste est infinie, s’adressent à nous au présent,

LA FORCE DES PEINTRES CONTRE

Voir ou

réfléchissent (dans tous les sens du terme), « *pensent* », comme le disait Daniel Arasse, et surtout « *pensent picturalement* », comme ajoute Patrice Giorda (5). L’histoire de la peinture, de la grotte Chauvet à aujourd’hui, nous en dit plus sur le monde où nous sommes que cent revendications du « contemporain ». Elle nous apprend à voir où d’autres nous leurrent, s’ils ne se leurrent eux-mêmes.

Revient alors la question d’y voir *bien* ou de n’y voir *rien*, car cette pensée picturale n’est pas faite de mots mais de couleurs, d’ombres et de lumières, dont nous devons, touche par touche, découvrir la grammaire. Il y a quelque chose de profondément physique dans la vision d’une toile ; l’émotion n’est pas nécessairement intellectuelle, ce peut être un embrasement de tous les méridiens du corps, une secousse qui noue les muscles et excite les nerfs. Il faut y mettre du sien, mettre la main à la pâte, comme Titien qui finissait ses toiles « *plus souvent avec ses doigts qu’avec un pinceau* » (6).

En redonnant au « voir » sa force subversive contre le « croire » clérical et marchand, ceux qui peignent aujourd’hui à contre-courant des vanités et des supercheries « contemporaines » rendent à l’acte de peindre sa dignité, son mystère, sa capacité à transformer le monde d’un seul regard.

(1) Lire « Miracle du dessin contre l’amnésie », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.
(2) Lire Philippe Pataud Célérier, « L’art (contemporain) de bâtir des fortunes avec du vent », *Le Monde diplomatique*, août 2008.
(3) William Bouguereau (1825-1905) est un peintre académique.
(4) « Damien Hirst : “Anyone can be Rembrandt” », *The Guardian*, Londres, 14 novembre 2009.
(5) Pour voir l’œuvre de Patrice Giorda : galerie Le Lutrin/Paul Gauzit, 4, place Gailleton, 69002 Lyon. Cf. aussi les actualités sur www.giorda.fr.
(6) Cité par Marco Boschini, *Le Ricche Minere della pittura veneziana*, Venise, 1674.

* Cinéaste, écrivain. Ce texte reprend une partie de *Conversations sacrées*, ouvrage conçu avec le peintre Patrice Giorda (L’Atelier contemporain, Strasbourg, 2015).

LES ARTIFICES DES MARCHANDS

avoir ?



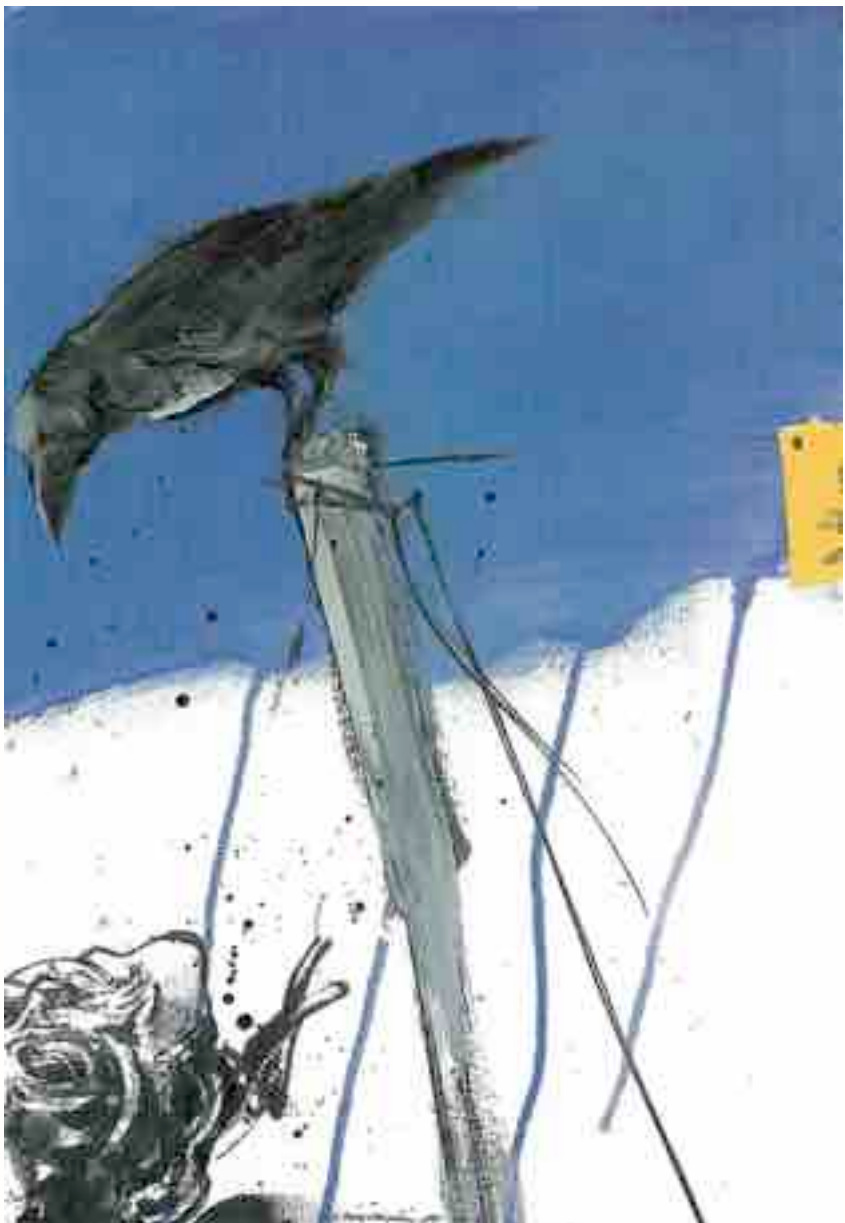
GALLERIA BORGHESE, ROME - BRIDGEMAN IMAGES

LE CARAVAGE. – « David avec la tête de Goliath » (détail), 1606



GALLERIA BALBI DI PIOVERA, GÈNES - ALINARI - BRIDGEMAN IMAGES

LE CARAVAGE. – « La Conversion de saint Paul » (détail), 1604



ADAGP - PHOTO : GALERIE CLAUDE LEBRAND, PARIS

VLADIMIR VELICKOVIC. – « Portrait de l'oiseau qui n'existe pas », 2004



ADAGP

VLADIMIR VELICKOVIC. – « Exit », 1992

Comment échapper à la confusion politique

(Suite de la première page.)

La France en offre un exemple singulier. Depuis que le FN est devenu l’un des principaux partis du pays, le terme de « tripartisme » a retrouvé une seconde jeunesse. A un minuscule détail près : à l’origine (1944-1947), le mot renvoyait à deux partis se réclamant du marxisme et à un troisième de centre gauche (3)...

L’actuel jeu à trois a déclenché un concours d’amalgames, chaque protagoniste prétendant que les deux autres se sont, au moins tacitement, ligués contre lui. « *UMPS* », répète le FN. « *FNPS* », objecte M. Nicolas Sarkozy. « *UMPFN* », corrigent nombre de dirigeants de gauche. Le brouillard paraît d’autant plus impénétrable qu’aucune de ces trois imputations n’est tout à fait infondée. « *En matière économique, la politique de François Hollande est la même que celle de Nicolas Sarkozy* (4) », admet par exemple M. Arnaud Montebourg, un ancien ministre socialiste dont la perspicacité a

Droitisation de la société française ?

TOUT a été dit, sans doute... En 1989 déjà, l’actuel premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis affichait sa morosité : « *Lentement, le scepticisme s’installe. Petit à petit, on estime que, coïncés entre les contraintes économiques et la désaffectation sociale, le terrain ne peut être reconquis. Il faut chasser sur les terres de l’adversaire, et comme cela a quelque chose de rebutant, c’est le sauve-qui-peut général* (7). » Vingt-cinq ans plus tard, dans un contexte économique bien plus dégradé qu’alors (en 1988, le taux de croissance était de 4,3 % ; en 1989, de 4 %), les socialistes au pouvoir justifient une nouvelle fois leur embardeée néolibérale et le vide abyssal de leur projet politique en se retranchant derrière une prétendue droitisation de la société française. M. Cambadélis se lamentait donc à nouveau en octobre dernier : « *Tous les thèmes réactionnaires classiques ont pris le dessus : l’identité par rapport à l’égalité, la liberté pour les Français de souche et pas pour ceux qui sont issus de l’immigration. C’est extrêmement grave* (8). » C’est même un constat de faillite saisissant...

Mais doit-on s’en étonner ? Loin de détourner la foudre réactionnaire, la politique des « modérés » l’attire tel un paratonnerre, dans la mesure même où elle échoue depuis des décennies. Sans proposer d’autre destin collectif que la promesse de nouvelles pénitences récompensées par un demi-point de croissance supplémentaire. Directeur d’un journal progressiste américain, Jim Naureckas observe pareille débandade dans son pays depuis l’essor du Tea Party : « *Le centrisme ne fonctionne comme idéologie que si vous estimez que les choses vont plutôt bien et requièrent uniquement des changements mineurs. Dans le cas contraire, si vous pensez que des transformations importantes sont nécessaires, alors, loin d’être “pragmatique”, le centrisme est voué à l’échec* (9). »

Et pas toujours, on le voit bien, au profit d’une option progressiste. Ce cas de figure décrit l’actuelle situation grecque : un parti social-libéral, le Pasok, ramené de 45 % à 5 % des voix en cinq ans tandis que le score de Syriza s’est envolé. Il pourrait aussi s’appliquer, dans une moindre mesure, à celle de l’Espagne. Mais d’autres partis sociaux-démocrates résistent mieux. En Italie, par exemple, M. Matteo Renzi a profité de la confusion générale pour

décuplé depuis son éviction du gouvernement, en août dernier. Union pour un mouvement populaire (UMP) et Parti socialiste (PS) donnent le sentiment qu’ils s’affrontent en France, mais aucun ne remet en cause les grands paramètres économiques et financiers fixés par l’Union européenne, dont presque tout le reste dépend.

Une grande coalition des modérés, comme en Allemagne, ne clarifierait-elle pas la situation ? L’un des dirigeants de la droite française, M. Alain Juppé, en a suggéré l’idée : « *Il faudra peut-être songer un jour à couper les deux bouts de l’omelette pour que les gens raisonnables gouvernent ensemble et laissent de côté les deux extrêmes, de droite comme de gauche, qui n’ont rien compris au monde* (5). » Entre ces « *modérés et réformistes des deux camps* », le centriste François Bayrou ajoute qu’il ne « *voit pas de différence majeures* » : « *Il n’y a aucune difficulté à créer une telle entente sur le fond* (6). »

s’imposer électoralement (40,8 % lors du scrutin européen de mai 2014) en campant le rôle de l’insurgé lové au cœur du système. Non pas tant pour le transformer, car la politique de M. Renzi ne fait que déferer aux attentes du patronat transalpin, mais pour en modifier la forme, le style : jeunesse, informalité, discours générationnel à la Tony Blair qui pourfend les « privilèges » des salariés protégés en prétendant se soucier des jeunes, condamnés, eux, aux contrats précaires. Les élites dirigeantes s’emploient toujours à diviser les classes populaires sur la base de la nationalité, de la religion, de la génération, du mode de vie, des préférences culturelles, du lieu de résidence (10). Et à saturer le débat public afin que ces polarisations constituent de nouvelles identités politiques qui ne présenteront aucun danger pour l’ordre social.

Le succès du FN découle de ce brouillage en même temps qu’il l’amplifie. Son discours mêle un nationalisme ethnique (la « préférence nationale ») qui séduit l’électorat de droite, et des proclamations sociales ordinairement défendues par la gauche. Se fondant sur les questions de l’identité, de l’islam, de l’immigration, omniprésentes dans le débat public, celle-ci prétend, telle l’ancienne ministre écologiste Cécile Dufflot, qu’« *il n’y a plus qu’une feuille de papier buvard entre Nicolas Sarkozy et Marine Le Pen* (11) ». Mais l’ancien président de la République récuse une telle analyse en insistant sur un aspect essentiel qui, selon lui, la contredit : « *Mme Le Pen, quand on dit qu’elle est d’extrême droite, c’est un mensonge. Elle a le programme économique de l’extrême gauche. (...) Elle propose exactement les mêmes mesures, notamment en termes de smic et de retraite, que M. Mélenchon* (12). » M. Sarkozy accouple également Mme Le Pen avec le PS : « *Voter pour le FN au premier tour, c’est faire gagner la gauche au second. C’est le FNPS* (13). »

Que veulent au juste ces électeurs du Front national, objet de tant d’attentions concurrentes ? Souvent issus des milieux populaires, massivement partisans d’un retour au franc (63 %) selon les enquêtes d’opinion, ils se disent à la fois beaucoup moins favorables à la suppression de l’impôt de solidarité sur la fortune que ceux de l’UMP (29 % contre 52 %) et plus demandeurs que ces derniers du rétablissement de la retraite à 60 ans (84 % contre 49 %). Les deux électorats se retrouvent en revanche pour exiger une réduction drastique du nombre d’immigrés et l’interdiction du voile à l’université (14).

Alors, droitisation de la société française ? Le mot « désarroi » correspond sans doute mieux à une situation où des électeurs de gauche se démobilisent parce qu’ils se sentent trahis par une politique... de droite. Et où près de la moitié des partisans du FN voudraient « *que le système capitaliste soit réformé en profondeur* » et proposent d’« *établir la justice sociale en prenant aux riches pour donner aux pauvres* (15) », alors que l’extrême droite ne forme aucun projet de ce



ADOLPH GOTTLIEB. – « Burst » (Eclatement), 1958

ADAGP - EPIRE STATE PLAZA ART COLLECTION, ALBANY, NEW YORK - PHOTO © BOLTIN PICTURE LIBRARY - BRIDGEMAN IMAGES

genre. Mais l’histoire abonde ainsi de cas de protestations légitimes dévoyées faute de débouchés appropriés.

La politique internationale ne rend pas le monde plus déchiffrable. En particulier pour ceux qui imaginent encore que la boussole des grands principes – démocratie, solidarité, droits humains, anti-impérialisme, etc. – oriente et dicte le jeu diplomatique. Celui-ci est déterminé plus que jamais par les intérêts d’Etat. Mais, même au temps de la guerre froide, la Pologne socialiste livrait du charbon à l’Espagne de Franco, l’aidant ainsi à briser une grève de mineurs dans les Asturies. Et la Chine de Mao Zedong entretenait d’excellents rapports avec un bouquet de tyrans pro-américains. Symétriquement, lorsque l’Union soviétique occupa l’Afghanistan, les djihadistes du cru étaient armés par la Maison Blanche et photographiés avec tendresse par *Le Figaro Magazine*...

Le monde est-il donc devenu plus déroutant au motif qu’aujourd’hui les Etats-Unis confortent indirectement l’Iran en Irak, s’y opposent au Yémen et négocient avec lui en Suisse (*lire l’article page 4*) ? Ou parce que la République socialiste du Vietnam compte sur la flotte américaine pour contenir les tentations hégémoniques de la République populaire de Chine ? En vérité, les Etats ont presque toujours cherché tantôt à se dégager de l’étreinte d’un protecteur trop puissant, tantôt à dissuader l’attaque d’un adversaire en imaginant des alliances de revers. Mettre en avant les choix politiques peu progressistes de la Russie ou de la Chine pour reprocher au premier ministre grec d’explorer à Moscou ou à Pékin les moyens éventuels d’échapper à l’étai financier de l’Union européenne relèverait par conséquent de la posture morale. Et condamnerait à l’impuissance tous les pays qui ne peuvent pas faire dépendre leur salut de la solidarité d’une communauté politique mondiale, bien peu opérationnelle à l’heure actuelle.

Pendant des décennies, le combat contre l’impérialisme occidental a valu aux Etats qui s’y engageaient le regard plein d’indulgence des militants de gauche, d’autant qu’en général le régime social des nations rebelles tranchait aussi avec celui des Etats-Unis et bousculait les multinationales. Dorénavant, exception faite de quelques Etats d’Amérique latine, ce cas de figure est devenu beaucoup plus rare ; peu de territoires échappent à l’emprise du capitalisme. Mieux vaut donc marcher avec ses deux jambes, mais en avançant l’une après l’autre... C’est-à-dire encourager les résistances à

l’hégémonie occidentale lorsqu’elles ouvrent le jeu international, augmentent le nombre d’options offertes aux dissidents qui suivront ; mais également comprendre qu’apporter son appui à des Etats en butte aux pressions des grandes puissances n’oblige ni à soutenir ni à excuser leurs autres choix politiques et sociaux. Le temps des solidarités automatiques et des oppositions systématiques n’est plus. Ce confort-là a vécu.

« *Vous ne voulez plus des classes, ni de leur lutte ? Vous aurez les plèbes et les multitudes anomiques. Vous ne voulez plus des peuples ? Vous aurez les meutes et les tribus* », avertissait le philosophe marxiste Daniel Bensaïd (16). Dans les pays où la

politique a longtemps servi de religion séculière – avec ses rituels, sa liturgie, ses mystères –, l’abaissement qu’elle a subi (rétrécissement du choix, marketing, confidences intimes, corruption, pantouflages) ne pouvait manquer d’aimer les passions ailleurs. Or la foi et une vision ethnique de la nation ont en commun de procurer un moyen assez simple de déchiffrer le monde, avec une grille de lecture peu susceptible d’être chamboulée six mois plus tard. Accepter que l’appartenance religieuse ou culturelle constitue la clé d’identification d’une société dépossédée de tout autre repère revient cependant à rendre problématiques (ou impossibles) la plupart des alliances politiques et des convergences sociales qu’un changement radical requiert.

A ce jeu, les fractions les plus réactionnaires de la société risquent de s’imposer : une droite occidentale qui, au nom des valeurs chrétiennes du Vieux Continent, voire d’une laïcité qu’elle a presque toujours pourchassée, engage une guerre culturelle contre un islam minoritaire ; des fondamentalistes musulmans qui font rimer refolement des séquelles du colonialisme et mise en accusation de l’héritage progressiste des Lumières. En Europe, l’issue d’un tel affrontement ne ferait aucun doute ; seul un romancier halluciné comme Michel Houellebecq peut imaginer qu’il déboucherait sur l’arrivée au pouvoir des islamistes.

Est-ce donc l’effet du désespoir suicidaire d’une fraction de la gauche radicale, ou la conséquence de l’isolement social et politique de ses franges les plus universitaires, si des bribes de ce discours identitaire et religieux s’y font dorénavant entendre ? Dans un entretien publié par une revue destinée à des intellectuels et artistes d’extrême gauche, la porte-parole du Parti des indigènes de la République (PIR), Mme Houria Bouteldja, vient ainsi de parler des mariages mixtes en proposant qu’« *on règle le problème avec la conversion* (17) »... « *La perspective décoloniale, explique-t-elle, c’est d’abord de nous aimer nous-mêmes, de nous accepter, de nous marier avec une musulmane ou un musulman, un Noir ou une Noire. Je sais que cela semble une régression, mais je vous assure que non, c’est un pas de géant.* » Sans doute, mais un de ces pas de géant qui précipiteraient la division permanente des catégories populaires, le séparatisme racial ou religieux, le « choc des civilisations ».

Les dynamiteurs de la souveraineté

INTERROGÉ par *Le Figaro* pour savoir « *que dire à un jeune de 20 ans* », l’essayiste Michel Onfray a eu cette réplique un peu cynique : « *Le bateau coule, restez élégant. Mourez debout.* » D’autres options existent, moins désespérantes. Elles consistent à engager avec une vigueur redoublée les combats, indissociables, pour la démocratie économique et pour la souveraineté politique. Leur issue peut paraître incertaine aujourd’hui dès lors que trop de sujets nous en détournent, sur lesquels nous n’avons pas toujours prise. Mais le destin de la Grèce nous y ramène.

Démocratie économique ? Il s’agit en définitive d’endiguer puis de mettre un terme au pouvoir de chantage que le capital exerce sur la société (18). Un projet longtemps associé à la gauche, même si, à la Libération, un parti centriste comme le Mouvement républicain populaire (MRP) se déclarait lui aussi « *opposé au capitalisme qui réserve le pouvoir de décision économique aux seuls détenteurs du capital et qui organise les rela-*

tions humaines sur la base de la supériorité du capital (19) ».

Souveraineté politique ? C’est ce bien précieux que l’Union européenne prétend dynamiter lorsqu’il s’agit des Grecs. En mars dernier, M. Sarkozy s’est félicité qu’à peine élu M. Alexis Tsipras ait « *ravalé ses promesses électorales* » et se soit « *mis à genoux* » (20). Sous couvert d’anonymat, des officiels de l’Eurozone s’expriment avec autant de délicatesse. Ils exigent que le premier ministre grec change de majorité et de politique s’il veut épargner à son pays l’asphyxie financière. « *Ce gouvernement ne peut pas survivre* (21) », a déjà décidé l’un d’entre eux. Toutefois, à moins d’un coup d’Etat, ce genre de verdict relève encore de la souveraineté populaire. Alors, à qui se sent désenparé face à un monde aux repères brouillés, voilà un combat à mener, simple, juste, universel et solidaire. Il est d’autant moins perdu d’avance que chacun aura compris qu’il résume presque tous les autres.

SERGE HALIMI.

(3) Le Parti communiste français (PCF), la Section française de l’Internationale ouvrière (SFIO) et le Mouvement républicain populaire (MRP).
(4) *Les Echos*, Paris, 1^{er} avril 2015.
(5) *Le Point*, Paris, 1^{er} janvier 2015.
(6) *Le Point*, 9 avril 2015.
(7) Intervention du 16 décembre 1989 au colloque du PS « Où sont nos divergences idéologiques ? ».
(8) « Questions d’info », LCP, 15 octobre 2014.
(9) « Centrist anxiety at the “New York Times” », FAIR, 2 février 2015, www.fair.org
(10) Lire Benoît Bréville et Pierre Rimbart, « Une gauche assise à la droite du peuple », *Le Monde diplomatique*, mars 2015.
(11) *Le Monde*, 1^{er} avril 2015.
(12) TF1, journal de 20 heures, 17 mars 2015.

(13) *Le Figaro*, Paris, 2 mars 2015.
(14) Sondages IFOP - *Le Figaro Magazine* du 3 avril 2014 et Cevipof - *Le Figaro* du 8 avril 2014.
(15) Respectivement 47 % et 45 %. Sondage Cevipof- *Le Figaro* déjà cité.
(16) Daniel Bensaïd, *Eloge de la politique profane*, Albin Michel, coll. « Bibliothèque idées », Paris, 2008.
(17) *Vacarme*, n° 71, Paris, printemps 2015.
(18) Lire Frédéric Lordon, « La gauche ne peut pas mourir », *Le Monde diplomatique*, septembre 2014.
(19) Cité par Mario Einaudi et François Goguel, *Christian Democracy in Italy and France*, University of Notre Dame Press, 1952.
(20) *Le Figaro*, 2 mars 2015.
(21) *Financial Times*, Londres, 6 avril 2015.

L’ABONNEMENT

un moyen simple et rapide de soutenir votre journal

www.monde-diplomatique.fr/abojournal
(voir abonnement en page 2)

L'ALLEMAGNE, PUISSANCE SANS DÉSIR

«*La France serait contente que quelqu'un force le Parlement [à adopter des réformes], mais c'est difficile, c'est la démocratie.*» Prononcées le 16 avril dernier par le ministre des finances allemand, M. Wolfgang Schäuble, ces paroles n'illustrent pas seulement le dédain des dirigeants européens pour la souveraineté populaire. Elles soulignent surtout la position de force inédite acquise en Europe par l'Allemagne, qui impose à ses voisins une culture économique

centrée sur l'équilibre budgétaire. Mais ce culte conservateur voué au zéro – zéro déficit, zéro dette, zéro tolérance vis-à-vis d'Athènes – masque des fractures profondes à l'intérieur du pays : à propos de la monnaie unique et de l'immigration (*lire pages 18 et 19*), de l'industrie militaire (*lire page 21*) ou encore du rapport des femmes au travail (*lire page 20*). D'autres dissensions, enfin, lézardent la zone euro (*lire ci-dessous*). Pour combien de temps ?

Une hégémonie fortuite

PAR WOLFGANG STREECK *

APRÈS GUERRE, la République fédérale d'Allemagne n'a jamais nourri le projet de régir l'Europe. Tous ses responsables politiques, de quelque bord qu'ils soient, pensaient que leur pays avait un problème fondamental vis-à-vis de ses voisins : il était trop grand pour susciter l'amour et trop petit pour inspirer la crainte. Il lui fallait donc se fondre dans une entité européenne plus vaste, qu'il dirigerait de concert avec d'autres nations comme la France. Tant que l'Allemagne disposait d'un accès sûr aux marchés étrangers, tant qu'elle pouvait s'approvisionner en matières premières et exporter ses produits manufacturés, elle ne se souciait guère d'acquiescer une place sur la scène internationale. L'intégrité du cocon européen revêtait une telle importance aux yeux du chancelier Helmut Kohl (1982-1998) qu'il s'empressait, chaque fois que des frictions se produisaient entre partenaires, de fournir les moyens matériels pour sauver l'unité européenne, ou du moins son apparence.

Le gouvernement de M^{me} Angela Merkel doit aujourd'hui faire face à une tout autre situation. Sept ans après le début d'une crise financière dont on ne voit toujours pas la fin, tous les pays d'Europe et même au-delà se tournent vers l'Allemagne pour qu'elle trouve une solution, et, bien souvent, une solution à la Kohl. Or les problèmes actuels sont bien trop lourds pour qu'elle les résolve en mettant la main à la poche. La différence entre M^{me} Merkel et son prédécesseur n'est pas que la première aspire à devenir la *Führerin* de l'Europe : c'est que l'époque l'oblige, qu'elle le veuille ou non, à sortir des coulisses pour occuper le devant de la scène européenne.

Les difficultés sont considérables. Sur le front européen, l'intégration a tourné à la catastrophe politique et économique. Et l'Allemagne, devenue un acteur assez important pour être accusée de tous les maux, reste trop petite pour offrir des remèdes.

En Europe, les années qui ont suivi la crise monétaire ont eu raison de la sympathie que les gouvernements allemands d'après guerre avaient acquise tant bien que mal auprès de leurs voisins. Dans les pays méditerranéens, et dans une certaine mesure en France, l'Allemagne est plus détestée qu'elle l'a jamais été depuis 1945. On ne compte plus les caricatures montrant ses dirigeants vêtus d'uniformes de la Wehrmacht et arborant la croix gammée. Pour les candidats de gauche comme de droite, le plus sûr moyen de gagner une élection est de faire campagne contre l'Allemagne et sa chancellerie.

Dans le sud de l'Europe, l'adoption de l'« assouplissement quantitatif (1) » par la Banque centrale européenne a été applaudie comme une victoire sur Berlin. En Italie, M. Mario Draghi, pourtant ancien cadre de Goldman Sachs et fervent défenseur du néolibéralisme, est acclamé comme un héros national parce qu'il aurait à maintes reprises roulé « les Allemands » dans la farine. Le nationalisme resurgit dans l'ensemble de l'Europe, y compris en Allemagne, naguère le pays le moins nationaliste de tous. La politique étrangère des pays d'Europe du Sud se résume désormais à tenter d'arracher des concessions à l'Allemagne,

* Directeur émérite de l'Institut Max-Planck pour l'étude des sociétés, Cologne, auteur de l'ouvrage *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Gallimard, Paris, 2014.

SOMMAIRE DU DOSSIER

PAGES 18 ET 19 : A droite, du nouveau, par **Dominique Vidal**.

L'islam comme épouvantail (D.V.)

«Bild» contre les cyclo-nudistes, par **Olivier Cyran**.

PAGES 20 ET 21 : Ce qu'ont perdu les femmes de l'Est, par **Sabine Kergel**.

Une hégémonie fortuite, suite de l'article de **Wolfgang Streeck**.

Embarras autour des ventes d'armes, par **Philippe Leymarie**.



DANIEL RICHTER. – « Besuch der Wirklichkeit » (Visite de la réalité), 2010

au nom de l'intérêt national, de la « solidarité européenne », voire de l'humanité tout entière. Nul ne sait combien de temps il faudra pour guérir les blessures causées par l'Union européenne dans les relations entre l'Allemagne et des pays comme l'Italie ou la Grèce.

Par une ironie de l'histoire qui ne peut avoir échappé à la chancellerie, l'Union économique et monétaire, qui devait consolider définitivement l'unité européenne, risque à présent de la faire voler en éclats. Les responsables politiques allemands commencent à comprendre que le conflit ne porte pas sur le « sauvetage » de l'Etat grec ou des banques françaises (et allemandes), et qu'une habile intervention chirurgicale sous la forme d'un nouveau « plan d'aide » ne fera pas renaître l'unité. Au contraire : il tient à la structure même de la zone euro, qui rassemble des sociétés disparates, avec des institutions, des pratiques et des cultures hautement dissemblables, reflétées par les différents contrats sociaux qui régulent les rapports entre le capitalisme moderne et la société. A ces économies politiques divergentes correspondent des régimes monétaires distincts (2).

Schématiquement, les pays de la Méditerranée ont développé un modèle de capitalisme dans lequel la croissance repose avant tout sur la demande intérieure. Si nécessaire, on la stimulera grâce à une inflation alimentée par les déficits publics et par de puissants syndicats garants de la sécurité de l'emploi, surtout dans le secteur public. L'inflation permet aux Etats d'emprunter plus facilement tout en dévaluant leur dette. Ces pays possèdent en outre un système bancaire public ou semi-public fortement régulé. Tous ces éléments combinés assurent en théorie une harmonie relative entre les intérêts des travailleurs et ceux des employeurs, en particulier dans les petites entreprises qui vendent leurs produits sur le marché intérieur. Mais la paix sociale a pour contrepartie un déficit de compétitivité sur le plan international, déficit qu'il faut compenser de temps à autre en dévaluant la monnaie nationale, au détriment des exportateurs étrangers. Cette politique a bien sûr pour condition la souveraineté monétaire.

LES ÉCONOMIES du nord de l'Europe, et au premier chef celle de l'Allemagne, fonctionnent autrement. Comme elles doivent leur croissance à leur succès sur les marchés étrangers, elles sont hostiles à l'inflation. Cela vaut aussi pour les travailleurs et les syndicats, surtout aujourd'hui, alors que toute hausse des coûts peut entraîner des délocalisations. Une économie de ce type ne se soucie pas de pouvoir dévaluer. Alors que les pays méditerranéens – y compris, dans une certaine mesure, la France – ont bénéficié par le passé de leur souplesse monétaire, des pays comme l'Allemagne se sont fort bien accommodés d'une politique monétaire rigoureuse. C'est pourquoi ils se montrent également hostiles à la dette, même si, du fait de leur faible niveau d'endettement, ils bénéficient généralement de taux d'intérêt bas. Et puisqu'ils peuvent se passer de souplesse monétaire, ils évitent le risque d'éclatement de bulles sur les marchés actions. Enfin, une telle politique avantage les

épargnants, qui sont légion. Le dicton « *Erst sparen, dann kaufen* » (« Épargner d'abord, acheter ensuite ») résume bien l'attitude traditionnellement encouragée par les institutions politico-économiques en Allemagne.

Un régime monétaire unifié ne peut avantager à la fois des économies fondées sur l'épargne et l'investissement, comme en Europe du Nord, et des économies reposant sur l'emprunt et la dépense publique, comme en Europe du Sud. L'un des deux modèles devra donc, pour se rapprocher de l'autre, réformer son système de production et, du même coup, le contrat social sur lequel il repose. Ce sont actuellement les pays méditerranéens que les traités contraignent à devenir « compétitifs », sous la houlette d'une Allemagne garante de la rigueur monétaire. Or ce n'est pas ce que leurs gouvernements désirent ou peuvent faire – du moins à court terme. Par conséquent, deux lignes s'affrontent au sein de la zone euro, dans un combat d'autant plus violent qu'il ne porte pas seulement sur les moyens de subsistance, mais aussi sur le mode de vie des peuples. En témoignent les stéréotypes opposant les « Grecs paresseux » aux « Allemands austères », qui « vivent pour travailler au lieu de travailler pour vivre » et apparaissent comme d'in-

flexibles gardes-chiourmes parce qu'ils défendent à la fois les traités et leur propre cadre capitaliste. Les tentatives des Européens du Sud pour obtenir un assouplissement de l'euro qui leur permettrait de retrouver les taux d'inflation, les déficits publics et les dévaluations sur lesquels reposait leur économie se heurtent à l'opposition des Etats et des électeurs du Nord, qui refusent de jouer les prêteurs en dernier ressort de leurs voisins méridionaux.

NÉANMOINS, bien que les pays de la zone euro ne puissent pas converger, ils ne souhaitent pas non plus se séparer, du moins pour l'instant : les pays exportateurs d'Europe du Nord vénèrent les taux de change fixes, tandis que les pays du Sud veulent des taux d'intérêt aussi bas que possible, en échange de quoi ils acceptent une limitation des déficits, dans l'espoir que leurs partenaires se montreront plus cléments que les marchés financiers. Actuellement, l'Allemagne et ses alliés ont la main. A plus long terme, nul ne peut se permettre de perdre la bataille : le perdant se verrait contraint de reconstruire son économie politique et de traverser une période de transition longue, incertaine et tumultueuse. Ainsi les pays du Sud seraient-ils condamnés à mettre en place le même marché du travail qu'en Europe du Nord, et les Allemands, à en finir avec leur manie de l'épargne, que leurs partenaires jugent destructrice et égoïste.

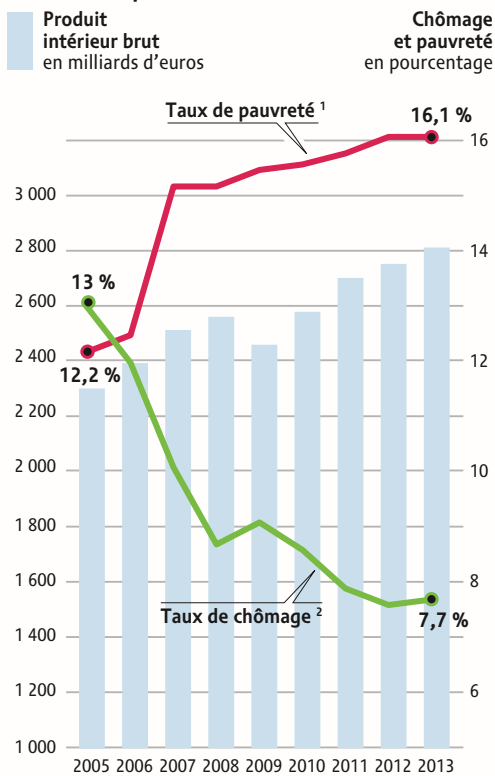
A ce titre, on peut considérer que le programme d'assouplissement quantitatif adopté par la BCE, qui vise officiellement à faire remonter le taux d'inflation à 2 %, s'inscrit dans une stratégie avantageuse pour les pays méditerranéens. Il s'est d'ailleurs immédiatement traduit par une baisse du taux de change de la monnaie unique. Souvenons-nous que M. Enrico Letta, durant la courte période où il fut président du conseil italien (avril 2013-février 2014), pestait contre le niveau de ce « *foutu euro* », qui empêchait la reprise économique dans son pays. Problème : une telle dépréciation favorise surtout des pays exportateurs comme l'Allemagne et n'améliore en rien la situation des économies les plus faibles. A plus longue échéance, cela pourrait même déclencher une course mondiale à la dévaluation. Et si, en Allemagne, les industries exportatrices ne se plaindraient pas d'une amélioration supplémentaire de leur compétitivité, les épargnants, eux, auraient longtemps à pâtir de taux d'intérêt négatifs.

(Lire la suite page 20.)

(1) Programme de rachat par la BCE d'obligations publiques et privées pour un montant de 60 milliards d'euros par mois, décidé en janvier 2015 pour contrer les risques de déflation. Autrement dit, la BCE fait tourner la planche à billets.

(2) Lire Charles B. Blankart, « Oil and vinegar : A positive fiscal theory of the euro crisis », *Kyklos*, vol. 66, n° 4, Zurich, 2013 ; Peter Hall, « The economics and politics of the euro crisis », *German Politics*, vol. 21, n° 4, Chemnitz, 2012.

Richesse et pauvreté



1. Part de la population totale disposant d'un revenu inférieur à 60 % du revenu médian après transferts sociaux
2. Parmi la population active
Sources : Eurostat ; Destatis.

En chiffres

Population : 80,9 millions d'habitants au 30 juin 2014, dont 7,2 millions d'étrangers. Taux de natalité de 1,41 enfant par femme en 2013.

Population active : 42,1 millions fin 2014 (28,6 millions en France), en très légère augmentation. Solde migratoire : 428 000 personnes en 2013.

En 2013, les femmes étaient payées 23 % de moins que les hommes pour une heure de travail sur le territoire de l'ancienne République fédérale d'Allemagne (RFA), contre 6 % de moins sur celui de l'ancienne République démocratique allemande (RDA).

Entre 2007 et 2011 (dernières données disponibles), le revenu réel brut des 10 % les plus pauvres a baissé de 6,1 %, alors que celui des 10 % les plus riches augmentait de 0,7 %.

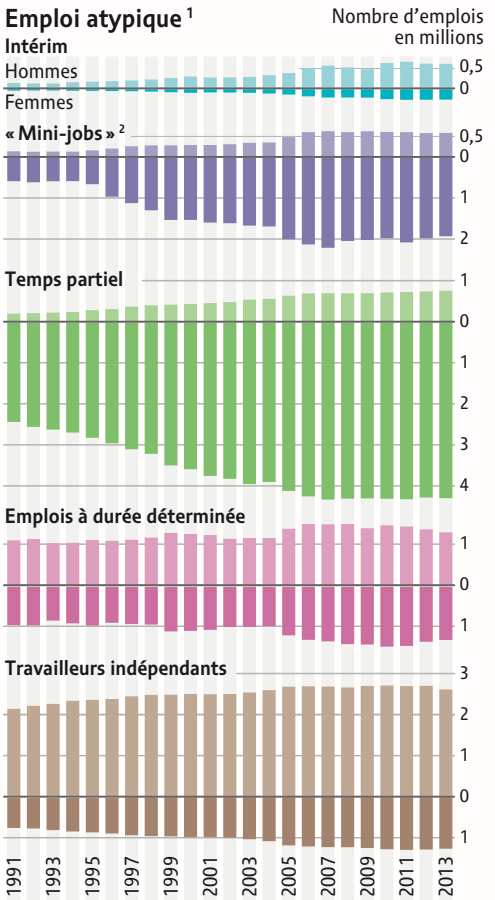
En 2012, l'Allemagne présentait la répartition de fortune nette (valeurs mobilières et immobilières moins les dettes), mesurée par le coefficient de Gini, la plus inégale de la zone euro.

En 2012, le quart des Allemands les plus pauvres possédaient une fortune nette égale à 0 ; la moitié, une fortune nette inférieure à 17 000 euros ; les 1 % les plus riches, une fortune d'au moins 817 279 euros.

En 2011, les 10 % de ménages les plus riches concentraient 59,2 % de la richesse nette de l'ensemble des ménages, tandis que la moitié la plus pauvre en détenait 2,8 %.

La même année, la richesse nette moyenne des ménages de l'ex-RDA s'élevait à 67 480 euros, contre 230 240 euros pour ceux de l'Ouest.

Sources : Destatis ; « Life situation in Germany », ministère fédéral du travail et des affaires sociales, Bonn, mars 2013 ; Vermögensverteilung, n° 9, bulletin hebdomadaire de l'Institut allemand pour la recherche économique, Berlin, 26 février 2014 ; « Household wealth and finances in Germany : results of the Bundesbank survey monthly report », rapport mensuel, Bundesbank, Francfort, juin 2013. Données recueillies par Eva Spiekermann.



1. Ces différentes catégories ne s'additionnent pas, un emploi pouvant appartenir à plusieurs d'entre elles
2. Emplois rémunérés au maximum 400 euros par mois (450 euros depuis 2013)
Sources : Destatis, « Atypische Beschäftigung » ; Bundesagentur für Arbeit, 2015.

Sortir de l'euro, mais par la droite. Telle est la base du programme de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD), une formation politique nationaliste et conservatrice dont l'essor sème le trouble.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL DOMINIQUE VIDAL *

ON DOIT à Franz Josef Strauss l'une des lois d'airain de la politique allemande. Pilier de la république de Bonn, le patron de l'Union chrétienne-sociale (CSU), petite sœur bavaroise de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), avait affirmé en 1986 : « A droite de la CSU, il ne doit pas y avoir de force légitimée démocratiquement. » Trente ans plus tard, se retourne-t-il dans sa tombe ? Pour la première fois depuis 1945, la démocratie chrétienne voit grandir une concurrence à droite : Alternative für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne, AfD).

« Un succès sans précédent », résume Alban Werner, de l'Institut pour la science politique d'Aix-la-Chapelle. *Jamais un nouveau parti n'avait réussi en aussi peu de temps à approcher d'aussi près la barre des 5 %* – qui permet d'obtenir des députés au Bundestag. Lancée en avril 2013, l'AfD a, cinq mois plus tard, recueilli 4,7 % des voix. En 2014, les électeurs lui ont ouvert les portes des Parlements de trois Länder de l'Est (Saxe, Thuringe et Brandebourg), avec respectivement 9,7 %, 10,6 % et 12,2 % des voix. Et elle a commencé l'année 2015 en entrant de justesse (6,1 %), à la mi-février, au Parlement de la ville-Land de Hambourg, à l'Ouest. Entre-temps, à la surprise générale, elle décrochait 7 % des voix et sept députés aux élections européennes de mai 2014.

L'« alternative » proposée par l'AfD se conçoit avant tout contre les plans d'aide à la Grèce – mis en œuvre depuis 2010 avec l'assentiment des principaux partis allemands – et contre la monnaie

* Journaliste.

unique. Ainsi, la plate-forme du parti pour l'élection législative de 2013 exige une « dissolution ordonnée de la zone euro » et « la réintroduction des monnaies nationales ou la création de regroupements monétaires plus petits et plus stables ». « La réintroduction du deutsche Mark ne doit pas être un tabou », affirme ensuite le texte, qui demande également une « modification des traités européens pour permettre à chaque Etat de sortir de l'euro. Chaque peuple doit pouvoir décider démocratiquement de sa monnaie ». Autres exigences : que Berlin s'oppose à tout nouveau plan d'aide à la Grèce et « que les coûts de la politique dite « de sauvegarde » ne soient payés par l'argent des impôts. Les banques, les fonds spéculatifs et les gros investisseurs privés sont les bénéficiaires de cette politique. Ils doivent être les premiers à en répondre ».

UN REGROUPEMENT DE SENSIBILITÉS DIVERSES, VOIRE CONTRADICTOIRES

« Le courage de dire la vérité : les Grecs souffrent, les Allemands paient, les banques encaissent. » Cette affiche lancée en pleine crise de l'euro résume les origines de l'AfD. Son programme pour les élections européennes, l'année suivante, soulignait que la monnaie unique nuisait à l'Europe : il fallait donc diviser cette dernière en deux, une du Nord et une du Sud, voire renoncer à l'Union (1). Mais, se présentant à des élections au niveau fédéral, puis dans des Länder, le parti a étendu son champ d'intervention : sécurité, immigration, famille et même politique étrangère. Autant de thèmes sur lesquels, comme sur l'Europe, des sensibilités diverses, voire contradictoires, s'opposent en son sein. Auteur d'un premier livre très pédagogique sur le nouveau parti (2), Sebastian Friedrich, de l'Institut de recherche linguistique et sociale de Duisbourg, distingue trois ailes principales : les « populistes » de l'entrepreneuse Frauke Petry, de Saxe, les « conservateurs » du juriste Alexander Gauland, du Brandebourg, et les « néolibéraux » du professeur Bernd Lucke, de Hambourg, ce dernier servant aussi de pont entre les trois courants. La formation n'a toujours pas de programme national : elle doit l'écrire lors de son prochain congrès, prévu en décembre 2015 à Brême, le dernier ayant essentiellement débattu des problèmes de direction (3).

« Traduttore, traditore » – « tout traducteur est un traître » –, prétend un proverbe italien. Tous nos interlocuteurs s'accordent à refuser de parler, en

A droite,

allemand, de *rechtsextrem* (extrême droite) à propos de l'AfD : « Cela fait trop penser au Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) et plus généralement aux néonazis. Non, ce parti est simplement à droite de la CDU-CSU », assure Friedrich. Au Parlement européen, ses élus écartent aussi bien une adhésion à un éventuel groupe – toujours pas constitué – du Front national et de ses alliés qu'à celui créé par le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) de M. Nigel Farage. Ils ont préféré rejoindre le groupe des conservateurs et réformistes européens, aux côtés des tories et des Polonais de Droit et justice. « Bien que, nuance M^{me} Petry, l'une des trois porte-parole du parti, nous soyons moins critiques qu'eux vis-à-vis de l'Union européenne et de l'euro. »

A en croire les informations données par la direction de l'AfD, ses vingt et un mille membres se caractérisent par leur masculinité (60 %) et leur niveau d'études moyen ou supérieur. Quant à leur parcours politique, M^{me} Petry nous fournit des chiffres précis : « Plus de 60 % de nos adhérents n'ont jamais milité dans un autre parti, 10 % viennent de la CDU-CSU et 5 % du Parti libéral (FDP). Le reste est passé par d'autres groupes : Die Linke (La Gauche), les Pirates et les Grünen (Verts) – à la seule exception du NPD, dont nous n'acceptons pas les anciens membres. Comme vous le voyez, nous rassemblons des cultures politiques diverses. »

Pour autant qu'on le sache, il en va de même des électeurs : jusque-là, un grand nombre s'abs-tenaient ou votaient pour de petits partis. Selon différents instituts de sondages, ils appartiennent surtout aux classes moyennes, alors que le NPD recrute dans les milieux populaires (4). A quoi M. Gauland oppose sa propre expérience électorale dans le Brandebourg : « Dans ma circonscription, j'ai obtenu deux fois plus de voix dans les quartiers populaires que dans les quartiers aisés. » A en croire l'enquête de l'institut Dimap publiée par le *Morgenpost* (5), lors des élections au Bundestag de septembre 2013,

(1) Programme pour les élections législatives de 2013, politique monétaire, www.alternativefuer.de, et « Mut zu Deutschland. Für ein Europa der Vielfalt », programme pour les élections au Parlement européen du 25 mai 2014.
(2) Sebastian Friedrich, *Der Aufstieg der AfD. Neokonservative Mobilisierung in Deutschland*, Bertz + Fischer, Berlin, 2015.
(3) M. Lucke a obtenu de devenir, à compter de décembre 2015, le seul président du parti.
(4) Sans grand succès : en septembre 2013, le NPD n'a obtenu que 1,28 % des voix.
(5) « 4,7 Prozent : Wo wurde die AfD eigentlich gewählt ? », *Hamburger Morgen Post*, 23 septembre 2013, www.mopo.de

L'islam comme épouvantail

SE FAIRE photographier avec une petite moustache façon Hitler ne facilite pas une carrière politique. Surtout outre-Rhin. M. Lutz Bachmann, le fondateur de Pegida (acronyme allemand d'« Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident »), en sait quelque chose. Les foules qu'il rassemblait à Dresde ont fondu à vue d'œil : les vingt-cinq mille participants de décembre 2014 n'étaient plus que dix mille le 13 avril 2015 – malgré la présence du dirigeant nationaliste néerlandais Geert Wilders. Ailleurs, les rassemblements du lundi ont même quasiment disparu. Il faut dire que les opposants à Pegida y défilaient en bien plus grand nombre que ses partisans, souvent délégitimés par la présence de néonazis.

Que la capitale de la Saxe serve de fief à Pegida n'étonne pas le journaliste berlinois Pascal Thibaut : « Dresde a toujours été un terreau fertile pour l'extrême droite, rappelle-t-il. Dès les années 1930, ce fut un bastion du parti nazi. Et les terribles bombardements alliés qui, entre le 13 et le 15 février 1945, détruisirent la ville et tuèrent trente-cinq mille personnes « vaccinèrent » une partie de la population contre la dénazification. Enfin, comme toutes les grandes cités de l'ex-République démocratique allemande (RDA), elle a connu un temps un véritable déclassement après l'unification. »

Si l'islamophobie constitue le principal point de convergence chez les manifestants, le sentiment de n'être pas entendu, ni même écouté, par la classe politique pèse aussi dans leur mobilisation. D'où la reprise du slogan « Wir sind das Volk » (« Nous sommes le peuple »), scandé à l'automne 1989 par tous ceux qui entendaient soit démocratiser le système communiste, soit le renverser (1).

Un quart de siècle plus tard, ce mot d'ordre traduit une défiance de la base envers les élites, accusées de s'en être coupées. Le « peuple » de Pegida s'attaque à tout ce qui provoquerait le déclin de l'Allemagne : l'euro qui la fait payer pour les Européens du Sud, les demandeurs d'asile et plus généralement les étrangers qui prennent le travail des Allemands tout en menaçant leur sécurité, les élites corrompues, les médias...

En l'occurrence, l'exigence d'une réduction drastique de l'immigration s'oppose non seulement à toute morale, mais surtout aux intérêts mêmes du pays. Car, avec moins de 1,4 enfant par femme (contre 2 en France), l'Allemagne souffre d'une démographie dangereusement déclinante. Selon les statistiques européennes, la population pourrait d'ici à 2050 dévisser de 80,7 millions à 65,5 (2). Sauf si venait s'y adjoindre, chaque année, un solde migratoire positif de plusieurs centaines de milliers de personnes...

Cet effondrement démographique s'accompagne logiquement d'un vieillissement marqué de la population. Dès 2050, les actifs seraient deux fois moins nombreux, avec une série de catastrophes prévisibles, de la désindustrialisation à l'impossibilité de financer la sécurité sociale comme les retraites.

Faute d'un apport migratoire massif, la France dépassera sa voisine avant le milieu du siècle, en termes démographiques aussi bien qu'économiques.

Rien d'étonnant à ce que la République fédérale se qualifie désormais de « pays d'immigration » (*Einwanderungsland*), après s'y être refusée pendant des décennies : jusque-là, on appelait les immigrés « travailleurs invités » (*Gastarbeiter*). En outre, depuis 2000, une dose de droit du sol a été instillée dans un code de la nationalité fondé sur le droit du sang (3). Ainsi, les étrangers peuvent, à certaines conditions, devenir allemands après huit années de séjour, et leurs enfants nés en Allemagne, dès la naissance : ce serait le cas d'un demi-million de Turcs, soit un quart de cette population. L'Allemagne est le pays qui accueille le plus d'immigrés dans l'Union européenne, avec plus de 450 000 nouvelles entrées en 2013 (4).

L'installation durable d'étrangers – en grande majorité européens – ne constitue évidemment pas la seule parade contre l'épée de Damoclès du déclin démographique. La faible natalité tient pour beaucoup aux difficultés que rencontrent les Allemandes, pour qui élever des enfants implique le plus souvent d'abandonner leur carrière professionnelle (*lire l'article page 12*). Même la grande coalition au pouvoir à Berlin a dû renforcer sa politique familiale : élargissement du congé parental rémunéré, accroissement du nombre de crèches et de jardins d'enfants, augmentation des allocations familiales, etc.

Nous voilà loin, très loin des réactions épidermiques des pégidistes, qui prétendent défendre le pays alors que leur politique menacerait sa survie si elle était appliquée. Mais la vague saxonne ne connaît-elle pas déjà son reflux ? Si le mouvement devait s'éteindre, une certitude : parmi ses principaux héritiers figurerait l'Alternative pour l'Allemagne (*lire l'article ci-dessus*).

Il suffit pour s'en convaincre d'écouter l'une de ses porte-parole, M^{me} Frauke Petry, slalomer sur le sujet : « Nous n'avons rien contre les manifestations de citoyens, tant qu'elles ne sont pas violentes. Mais attention aux arrière-pensées. Nous nous tenons à distance de l'extrême droite. Bachmann est très problématique. Pourtant, on ne saurait réduire Pegida à ce monsieur. Nous aussi, nous dénonçons l'échec de l'intégration, les excès du droit d'asile et les risques de l'islam politique. L'AfD a des points communs avec Pegida, mais pas de liens. Nous ne sommes pas son bras politique. »

A croire que le principe des vases communicants s'applique à ces mouvements.

D. V.

(1) Bientôt, ce mot d'ordre devient « Wir sind ein Volk » (« Nous sommes un peuple ») : l'unification de l'Allemagne s'inscrivait à l'ordre du jour.
(2) Eurostat, bilan et indicateurs démographiques, 8 décembre 2012.
(3) Lire Benoît Bréville, « Pourquoi vous ne deviendrez jamais chinois », *Le Monde diplomatique*, janvier 2014.
(4) Selon les statistiques de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

du nouveau

sur un peu plus de deux millions de suffrages, l'AfD aurait attiré 330 000 anciens électeurs du FDP, 230 000 de la CDU-CSU, 230 000 des Verts, 150 000 du Parti social-démocrate (SPD) et même 70 000 de Die Linke.

Et pourtant les dirigeants de l'AfD que nous avons rencontrés parlent peu de la précarité, qui se répand à grande vitesse dans la société allemande. Celle-ci, en effet, paie, avec retard et au prix fort, les «réformes» impulsées en son temps par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder : selon les dernières statistiques, le taux de pauvreté atteint 15,5 %, soit 12,5 millions de personnes – des chômeurs, mais aussi des salariés et des retraités (6). D'où l'importance du salaire minimum introduit cette année. Pour M. Gauland, ce sont d'autres préoccupations qui attirent l'électorat de Die Linke vers l'AfD : «*Les anciens communistes se retrouvent dans notre discours sécuritaire, mais aussi dans la politique antiaméricaine et prussienne que mes amis et moi défendons.*»

«*Cette hétérogénéité réduit la marge de manœuvre de l'AfD, estime Sabine am Orde, qui couvre le parti pour le quotidien Tageszeitung. C'est*

par exemple le cas des rapports avec Pegida (lire «L'islam comme épouvantail» page 18). A l'Est, une Frauke Petry ou un Alexander Gauland entretiennent des relations étroites avec un mouvement dans lequel ils voient un potentiel électoral. Mais, à l'Ouest, un Bernd Lucke met en garde contre une droitisation excessive, qui pourrait compromettre les chances du parti.» Au sein de la CDU, c'est plus clair : «*Quiconque parle avec Pegida est aussitôt sanctionné*», précise Anja Maier, journaliste, elle aussi, à la Tageszeitung. «*A l'AfD, ajoute-t-elle, ce sont les dérapages antisémites qui attirent des réactions immédiates, y compris sur Facebook.*»

Censure et autocensure : le duo fonctionne. Nous recevant au siège du Parlement du Brandebourg, à Potsdam, M. Gauland avait assuré d'emblée : «*Nous n'avons rien à voir avec l'extrême droite. Cette étiquette renvoie à l'expérience terrible du III^e Reich, qui a commis des crimes atroces et ruiné l'Allemagne. Nous, nous ne sommes pas antisémites, comme votre Front national l'était encore récemment.*» Pourtant, le leader de la droite de l'AfD n'a-t-il pas participé à l'une des manifestations de Pegida, où il fallait être aveugle pour ne pas remarquer la présence de néonazis ? «*Non,*

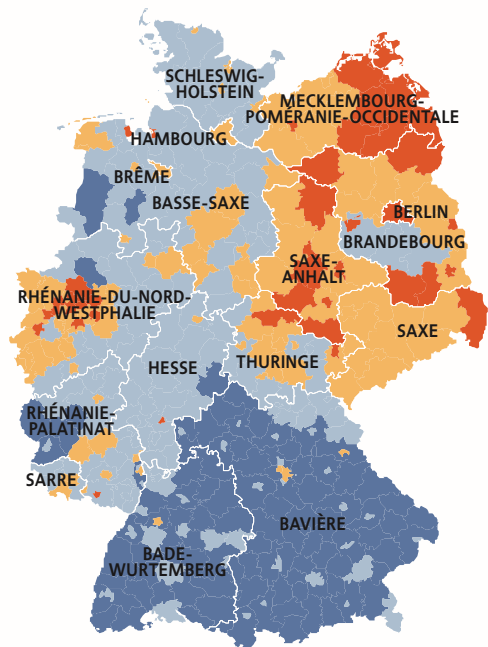
répond notre interlocuteur, c'est un malentendu : nous y avons simplement assisté et nous avons discuté avec des participants pour comprendre leurs motivations.»

L'AFD RECRUTE AU SEIN DES « CLASSES MOYENNES ENRAGÉES »

Les succès électoraux de l'AfD inspirent aux politologues allemands la même question que celle longtemps soulevée pour ceux du Front national en France : s'agit-il d'un vote de protestation ou d'adhésion ? Et de privilégier, en général, la première réponse. Pour Friedrich, le parti recrute dans les «*classes moyennes enragées, radicalisées par la peur de la crise qui commence à les toucher et par la démagogie antimusulmane d'un Thilo Sarrazin*». Célèbre pour son livre *L'Allemagne disparaît* (7), vendu à deux millions d'exemplaires, cet ex-membre du directoire de la Bundesbank passe pour l'un des pères spirituels de Pegida et prend part à des meetings de l'AfD – bien qu'il soit toujours membre du SPD ! Le SPD conserve donc dans ses rangs un provocateur pour qui l'Allemagne court à sa perte à cause de la chute de la natalité dans les classes les plus éduquées et de l'afflux d'immigrés musulmans, et qui diffuse une théorie fumeuse sur un «gène juif».

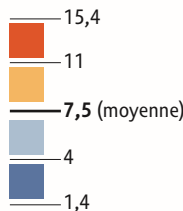
Pour Werner, «*l'AfD se présente comme la seule opposition face aux partis de l'establishment. Elle surfe sur une colère populaire qui pourrait se muer rapidement en choix structuré, mais aussi retomber*». Il est vrai que la jeunesse du parti, l'élargissement progressif de sa problématique politique et l'absence de programme à l'échelle fédérale incitent à la prudence quant à la motivation de ses partisans.

Pour franchir la barre fatidique des 5 % lors des prochaines élections au Bundestag, prévues en 2017, les dirigeants de l'AfD disposent d'un atout majeur : la grande coalition au pouvoir. L'effondrement du parti libéral FDP a conduit M^{me} Angela Merkel à s'allier avec le SPD (8). En faisant mouvement vers le centre, elle a libéré un espace politique sur sa droite. On trouve dans cet espace des centaines de milliers de citoyens plongés dans un désarroi profond face à la crise de l'euro, à la montée de la criminalité, à l'ampleur de l'immigration, à la prétendue «islamisation», à la diversification des modèles familiaux, etc. «*Il ne faut pas hésiter à aller à droite, à casser les tabous*



Géographie du chômage

Taux de chômage en 2014 en pourcentage



Source : « Statistische Ämter des Bundes und der Länder » (en ligne), Office statistique fédéral d'Allemagne (www.destatis.de), 2015.

et le "politiquement correct". Bref, nous ne devons pas faire comme ces partis de gouvernement qui ne disent pas les choses», assène M. Gauland. M^{me} Petry va dans le même sens et polémique : «Moi, je veux apprendre à pratiquer mon rôle d'opposante. D'où ma différence avec Bernd Lucke : il veut sans doute arriver plus vite au gouvernement.»

L'AfD ne constitue pas un cas isolé sur le Vieux Continent. A l'échelle européenne, les formations d'extrême droite connaissent une forte poussée : dans une quinzaine d'Etats, elles frôlent ou dépassent les 10 % des voix ; dans cinq, elles en réunissent plus de 20 %. Elles stagnent en revanche dans les Etats (Royaume-Uni, Italie et Allemagne) où les partis dits «eurosceptiques» enregistrent un développement significatif.

DOMINIQUE VIDAL.

(6) «Allemagne : 12,5 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, un record», *Les Echos*, Paris, 20 février 2015.

(7) Thilo Sarrazin, *L'Allemagne disparaît*, Editions du Toucan, Paris, 2013.

(8) Entre 2009 et 2013, le FDP est tombé de 14,6 % à 4,8 % des voix, disparaissant ainsi du Bundestag. Le SPD a préféré s'allier avec la droite, alors que l'ensemble des forces de gauche et des écologistes dispose de la majorité des sièges.



DANIEL RICHTER. – « O.O.A. (Gesang mit Löchern) » (Chant avec trous), 2011

« Bild » contre les cyclo-nudistes

Avec ses couvertures tonitruantes et plus de deux millions de ventes quotidiennes, « Bild » se veut le porte-voix de l'Allemagne d'en bas. Depuis 2010, le tabloïd mène une guerre de clichés contre la Grèce.

PAR OLIVIER CYRAN *

UN TITRE énorme barrait la page 2 de *Bild*, ce 26 février : «Non ! Pas de milliards supplémentaires pour les Grecs gloutons !» Imprimé sur fond bleu, couleur de l'Europe, il chapeautait un appel aux lecteurs à se prendre en photo avec la page et à envoyer leur selfie au journal pour diffusion sur son site Internet. Une offensive conçue tout autant pour gonfler la fréquentation du site et entretenir la notoriété de la marque *Bild* que pour peser dans le débat public. Le lendemain, les députés du Bundestag devaient se prononcer sur le déblocage d'une nouvelle aide de l'Union européenne à Athènes, ou plutôt à ses créanciers. Sans cette perfusion, l'Etat grec se retrouverait dans l'incapacité de servir les intérêts de sa dette et contraint de quitter la zone euro. Une issue ardemment réclamée par l'aile droitiste de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de M^{me} Angela Merkel, ainsi que par l'éditeur de *Bild*, le géant de l'édition Axel Springer, qui, depuis les années 1950, n'a jamais mégoté son appui aux conservateurs.

En Allemagne, il est d'usage dans les classes supérieures de considérer *Bild* comme un produit de basse extraction qu'il faut ignorer ou dédaigner. Mais le tabloïd le plus vendu d'Europe – 2,2 millions d'exemplaires chaque jour (1) – ne se distingue pas seulement par la tonitruance de ses faits divers ou les mensurations de ses pin-up. Il fournit aussi un prêt-à-porter idéologique en fil de fer : l'Allemand qui travaille dur, économise son argent et vote CDU d'un côté, le reste du monde de l'autre, surtout s'il est de gauche, musulman ou étranger. Au gré des vents, la figure de l'ennemi peut être incarnée indifféremment par le communiste,

le pacifiste, le terroriste, l'Arabe, le Russe, etc. Aucune catégorie n'a cependant fait l'objet ces cinq dernières années d'une attention aussi soutenue que les Grecs. Dans la mise en scène de *Bild*, ces derniers forment un bloc homogène de fainéants et de tricheurs qui mettent en péril quelque chose de plus sacré encore que l'ordre ou la sécurité : la poche du contribuable et la stabilité de la monnaie.

La titraillle du quotidien au cours des premiers mois de la crise de la zone euro ferait passer les «unes» de l'hebdomadaire français *Valeurs actuelles* pour un modèle de pondération : «La crise, la faute à qui ? A la Grèce !» (12 février 2010) ; «Comment les Grecs s'y prennent pour gaspiller nos beaux euros... Regardez ce qu'ils se permettent» (1^{er} mars) ; «Pas un sou pour la Grèce !» (3 mars) ; «C'est de leur faute !» (12 mars) ; «Ils n'ont pas besoin de notre aide !» et «Le Grec nous mendie nos milliards !» (24 avril) ; «Qui peut encore croire les Grecs ?» (27 avril) ; «Ne nous prenez pas pour des idiots !» (8 mai) ; «Sauvez l'euro !» (11 mai) ; «Sans l'euro rien ne va plus» (15 mai). La liste est longue et peu digeste qui mène des «*retraités de luxe*» et «*buveurs d'ouzo*» fustigés en 2010 aux «*Grecs gloutons*» d'aujourd'hui. Difficile d'imaginer que pareil matraquage, asséné par un journal qui a certes perdu la moitié de ses acheteurs en quinze ans, mais qui reste lu par dix millions de germanophones et dont le site Internet a vu son audience exploser (17,8 millions de visiteurs uniques en février), ne produise aucun effet.

UNE SYNTHÈSE FORT UTILE AU CONSENSUS ÉCONOMIQUE DE BERLIN

Si *Bild* suscite l'aversion d'une grande partie de l'opinion, les dirigeants politiques font rarement la fine bouche. Le ministre des finances Wolfgang Schäuble et la chancelière Angela Merkel lui accordent régulièrement des interviews. M. Oskar Lafontaine, ancien poids lourd du Parti social-démocrate (SPD) et fondateur de Die Linke, y a tenu une chronique hebdomadaire, de même que l'ancien ministre de Bavière Peter Gauweiler.

La porosité entre la feuille à scandales et les élites politiques se manifeste avec éclat en 2013, quand M. Peer Steinbrück, alors candidat du SPD à la chancellerie, débâche un journaliste de *Bild*, Rolf Kleine,

pour en faire son porte-parole de campagne. Compte tenu des écrits de Kleine, coauteur d'un morceau de bravoure intitulé «Vendez donc vos îles, vous les Grecs en faillite, et l'Acropole avec !» (27 octobre 2010), lui confier la tâche d'animer l'espoir d'une alternance à gauche n'allait pas de soi. La maison Springer ne lui en a pas tenu rigueur, puisque le transfuge, une fois parachevée sa contribution à la déroute du SPD, a repris son poste au service politique de *Bild*.

Depuis l'arrivée au pouvoir à Athènes de Syriza, le tabloïd berlinois a redoublé de fureur. Cible privilégiée : le ministre des finances Yanis Varoufakis, qualifié tour à tour de «*butor*», de «*posterboy*», de «*Grec menteur*», de «*Grec rapace*» et même de «*cyclo-nudiste d'extrême gauche*». La débâche d'épithètes peut faire sourire, mais elle soulève aussi la question de l'influence qu'un tel acharnement peut exercer sur le corps social. Les sondages font état d'une hostilité croissante à la Grèce : 52 % des Allemands seraient favorables à l'exclusion d'Athènes de la zone euro, 80 % estiment que le gouvernement Tsipras n'est «*pas sérieux*» (2). Ce climat n'est toutefois pas imputable aux seuls va-t-en-guerre de *Bild*. Sur le fond, la presse convenable partage ses postulats : célébration de l'euro fort et de la discipline budgétaire et tir de barrage contre un gouvernement grec jugé «*complètement irresponsable*», selon l'expression du journal de centre gauche *Die Zeit* (31 janvier 2015).

Avocat proclamé de l'euro et des «gens simples», institution au service des possédants et «*barricade imprimée au service de la rue*» (3), *Bild* opère une synthèse fort utile au consensus économique allemand. Son pouvoir se heurte néanmoins à des limites. L'action selfie n'a pas dissuadé le Bundestag d'approuver l'aide à Athènes, et la récolte auprès des lecteurs s'est révélée si maigre que *Bild* a vite lâché l'opération. Un mois plus tard, à l'occasion de la visite à Berlin de M. Alexis Tsipras, le tabloïd faisait amende honorable en titrant : «Les cinquante raisons pour lesquelles la Grèce nous est chère» (23 mars). La liste comprenait l'huile d'olive, Nana Mouskouri, le muesli au yaourt grec et *Astérix aux Jeux olympiques*.

(1) Ce chiffre de l'agence de statistiques privée Statista porte sur le quatrième trimestre de 2014. Le quotidien britannique *The Sun* connaît une diffusion comparable.

(2) Sondage de la chaîne de télévision ZDF, 13 mars 2015.

(3) Selon l'expression de Kai Diekmann, rédacteur en chef de *Bild*, dans une interview à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 14 septembre 2005.

Ce qu’ont perdu

Vingt-cinq ans après, la vie quotidienne des Allemandes reste très marquée par les conceptions différentes de leur rôle qui régnaient des deux côtés du Mur.

PAR SABINE KERDEL *

À LA FAVEUR du processus d’unification, la plupart des sociologues avaient parié que les conditions de vie des femmes à l’Est et à l’Ouest s’harmoniseraient à court ou moyen terme. Pronostic trop optimiste ? En 2007, par exemple, seules 16% des mères d’enfants âgés de 3 à 5 ans occupaient un emploi à temps plein dans l’ouest du pays, contre 52 % à l’Est. Et, si le taux de natalité de l’ancienne République démocratique allemande (RDA) est désormais aussi bas que celui de l’Ouest, de fortes disparités subsistent (1). Ainsi du pourcentage de naissances hors mariage : 61 % dans la partie orientale en 2009, contre 26 % dans la partie occidentale (2).

La population féminine des nouveaux Länder a été particulièrement affectée par les bouleversements sociaux et politiques provoqués par l’unification. En RDA, les mères, contrairement à celles de la République fédérale d’Allemagne (RFA), conciliaient sans embarras vie familiale et vie professionnelle. L’absorption de l’Est par l’Ouest a provoqué une hausse vertigineuse de leur taux de chômage et chamboulé leurs modes de vie, leurs projets, leur confiance en elles.

Dans toute l’Allemagne, comme ailleurs en Europe, le taux d’activité des femmes s’est considérablement accru depuis les années 1950, mais en RDA cette évolution a été sans commune mesure avec celle de l’Ouest. A la fin des années 1980, 92 % des Allemandes de l’Est occupaient un emploi, contre 60 % de leurs voisines occidentales. Sur ce point, l’égalité était en vue – un cas presque unique au monde. Alors qu’à l’Ouest les femmes orientaient leurs projets de vie selon des schémas encore très imprégnés par l’imagerie familiale et patriarcale traditionnelle, à l’Est, leur indépendance économique vis-à-vis du conjoint allait pour ainsi dire de soi.

La chute spectaculaire de la natalité observée en RDA au cours des années 1970 a conduit le régime à prendre diverses mesures pour inciter les femmes actives à enfanter, avec un effort particulier en faveur des mères isolées ou divorcées. Parfois moquée pour sa justification idéologique (alimenter en effectifs la construction d’une « société socialiste »),

* Sociologue, chercheuse à l’Université libre de Berlin.



ADAGP – PHOTO : JOCHEN LUTTKEMANN - COURTESY CONTEMPORARY FINE ARTS, BERLIN

DANIEL RICHTER. – « Die Aufklärung » (Les Lumières), 2005

cette politique a cependant permis d’harmoniser projets professionnels et contraintes parentales. De l’autre côté du Mur, en revanche, la condition de mère entraînait souvent des privations, voire un basculement dans la pauvreté, surtout en cas de divorce ou d’abandon par le conjoint.

Rien d’étonnant donc à ce que les femmes de l’ex-RDA aient souvent perçu la réunification comme une menace pour leurs conditions de vie. A travers l’expérience inédite du chômage, c’est un système de valeurs apparaissant jusque-là comme évident qui s’est effondré. « *A l’agence pour l’emploi, quand tu leur dis “seule avec deux enfants”, ils ne savent pas de quoi tu parles. L’agente assise en face de moi ne m’a même pas*

jeté un regard, rien, raconte Ilona, mère isolée et ancienne vendeuse à Berlin-Est. Elle remplit sa fiche, vite, et puis dehors, au suivant. » En RDA, les femmes vivaient sous la protection d’un Etat omnipotent qui maintenait le père et la famille dans une fonction sociale subalterne. Opérée sous l’égide des institutions, la socialisation des enfants eux-mêmes était largement déconnectée de la cellule familiale. Or l’attachement féminin à l’autonomie n’a pas disparu avec le Mur.

Une enquête menée auprès de Berlinoises sans emploi au début des années 2000 révélait des rapports très différents au travail et aux enfants. Toutes considéraient ces derniers comme un élément central de leur existence, mais celles qui venaient de l’Ouest leur accordaient plus d’importance qu’à leur travail. Bien que conscientes des tracasseries qui les guettaient, elles avaient tendance à voir leur chômage comme une occasion de jouer pleinement leur rôle auprès d’eux. En revanche, les Berlinoises de l’Est voulaient mener de front leur éducation et la réalisation de leurs projets professionnels, estimant qu’ils grandiraient dans de meilleures conditions si elles trouvaient un emploi. « *Mieux dans leur peau* » en tant que travailleuses, elles seraient mieux à même de jouer leur rôle de mères. Elles considéraient leur indépendance comme un bienfait pour elles et pour leur famille.

UNE PROTECTION SOCIALE FIABLE, CONDITION ESSENTIELLE DE L’ÉGALITÉ DES DROITS

Les mères de Berlin-Ouest estimaient en général que personne n’était mieux placé qu’elles pour prendre soin de leurs enfants. Tout en reconnaissant l’utilité des crèches et des haltes-garderies, elles tendaient à s’accommoder de leurs horaires très stricts. Pour les mères de Berlin-Est, en revanche, habituées aux horaires plus souples de la RDA, l’accès aux crèches représentait un enjeu crucial, d’autant plus que les employeurs en tenaient compte dans leur politique d’embauche. En 2000, Anna, vendeuse au chômage de 28 ans, ne cachait pas sa colère devant les refus en rafale qu’elle essuie au seul motif de sa condition de mère isolée. « *On te répète tout le temps : “Quoi, vous avez deux gosses ? Ah, mais ça ne va pas être possible.” Quand je leur explique que j’ai trouvé un arrangement pour les faire garder, ils font*

(1) Lire Michel Verrier, « Une “panne démographique” qui vient de loin », *Le Monde diplomatique*, septembre 2005.

(2) Joshua Goldstein, Michaela Kreyenfeld, Johannes Huinink, Dierk Konietzka et Heike Trappe, « Familie und Partnerschaft in Ost- und Westdeutschland », Institut Max-Planck de recherches démographiques, Rostock, 2010.

Une hégémonie fortuite

(Suite de la page 17.)

LES DÉBATS sur l’avenir du régime monétaire européen sont tout autant moraux que techniques ; et, sur ce plan, on doit souligner qu’aucune de ces formes de capitalisme n’est supérieure aux autres. L’implantation du capitalisme dans la société, affaire d’improvisation et de compromis, n’est jamais pleinement satisfaisante d’aucun point de vue. Cela n’empêchera certes pas les partisans de chaque modèle national de juger les autres modèles déficients au motif que le leur serait naturel, rationnel et conforme aux valeurs sociales les plus élevées. Ainsi, les Allemands ne comprennent pas que, lorsqu’ils enjoignent aux Grecs de « réformer » leur économie politique, donc de se réformer eux-mêmes, pour en finir avec le gâchis et la corruption, ils leur demandent en fait de remplacer la corruption traditionnellement enracinée dans la société grecque par une autre : la corruption moderne et financiarisée de type Goldman Sachs, inhérente au capitalisme contemporain.

Les violents conflits idéologiques et économiques qui déchirent l’Europe et alimentent les nationalismes ne sont pas près de s’apaiser. A supposer même que l’austérité finisse par rendre l’Europe du Sud plus compétitive, on estime qu’elle entraînera aussi dans les pays débiteurs une baisse du niveau de vie de 20 à 30 % par rapport à la situation antérieure à 2008. On leur impose ce régime en leur assurant que la libéralisation des marchés renforcera leurs économies, qui pourront dès lors rattraper leur retard et réduire les écarts de revenu ; mais il s’agit là d’une chimère, compte tenu de la force des avantages cumulés qui opèrent sur ces marchés (3). Les disparités régionales, aggravées par l’austérité, devront être résorbées grâce à une solution politique au sein de la zone euro, suivant le modèle de redistribution adopté par l’Italie en faveur du Mezzogiorno et par l’Allemagne pour les nouveaux Länder. Cependant, les quelques 4 % de produit intérieur brut que ces deux pays consacrent à ces régions peinent à empêcher le creusement des écarts de revenu (4).

Les disparités économiques susciteront des conflits entre les Etats membres de la zone euro et en leur sein. Les pays du Sud réclameront des programmes de croissance, un « plan Marshall européen », des politiques régionales pour les aider à bâtir une infrastructure compétitive et une solidarité matérielle en échange de leur adhésion au marché unique et à l’unité européenne en général. Les gouvernements du Nord ne pourront, pour des raisons économiques et politiques, fournir qu’une petite partie des fonds nécessaires (5). En retour, ils exigeront un droit de regard sur la manière dont leur argent sera dépensé, ne serait-ce que pour des raisons de politique intérieure : leur opposition aurait beau jeu de les accuser de gâchis, de clientélisme et de corruption. Les Etats méridionaux résisteront à l’empiètement du Nord sur leur souveraineté, tout en critiquant son avarice. L’Allemagne, le plus grand et sans doute le plus riche des pays membres, se verra blâmée pour son impérialisme politique et son égoïsme économique, sans pouvoir y faire grand-chose : les électeurs

ne laisseront pas leur gouvernement soutenir les pays du Sud sans conditions et refuseront de financer une politique régionale européenne alors qu’ils paient déjà pour l’ex-Allemagne de l’Est.

Pendant combien de temps la grande coalition de M^{me} Merkel sera-t-elle capable d’apaiser à la fois ses partenaires européens et ses électeurs ? Elle pourrait avoir bientôt épuisé toutes ses ressources. Les industries exportatrices allemandes et leurs syndicats ont fait de la poursuite de l’union monétaire une priorité absolue et, avec l’appui d’une gauche euro-idéaliste, ils ont sacralisé l’euro (6). La chancelière, toujours à l’écoute de ses soutiens, a prononcé cette célèbre sentence : « *Si l’euro échoue, l’Europe échoue* (7). » Elle s’est donc résignée à faire de douloureuses concessions, en particulier lors du vote au Parlement des « plans de sauvetage » pour la Grèce.

Le gouvernement allemand – fonctionnant comme un comité exécutif des industries exportatrices – serait prêt à se sacrifier pour la survie de l’euro. Mais le consensus qui régnait en faveur de l’intégration européenne s’est fissuré. L’euro-scepticisme a soudain fait son apparition. Un nouveau parti, l’Alternative pour l’Allemagne (AfD), menace la droite de l’Union chrétienne-démocrate (CDU) (*lire l’article de Dominique Vidal page 18*). Pour lui résister, les partis centristes, sociaux-démocrates compris, doivent se garder de céder aux demandes d’autres pays. Jusqu’à présent, les transferts de fonds internes à l’Union et à l’eurozone étaient souvent dissimulés dans des fonds régionaux ou sociaux européens. Or l’union monétaire nécessitera – non seulement pour « sauver » la Grèce, mais aussi et surtout après son « sauvetage » – des sommes considérables, donc impossibles à dissimuler.

DIVERSES plaintes déposées devant la Cour constitutionnelle ont tenté de politiser l’Europe et d’alerter l’opinion publique allemande. Pendant un temps, le gouvernement de M^{me} Merkel a paru approuver tacitement l’inventivité avec laquelle la BCE contournait l’interdit du prêt direct à des Etats membres, alors même que la Bundesbank poussait des cris d’indignation. Mais comme le conflit de distribution entre pays de la zone euro sera bientôt un problème chronique, le coût politique et économique de l’union monétaire deviendra peut-être si exorbitant que le gouvernement ne pourra plus le cacher ni le défendre, surtout dans un contexte où la population allemande se trouve mise à rude épreuve par l’austérité budgétaire.

Bien que l’Allemagne sacralise l’euro, elle pourrait en principe s’en passer. Pour équilibrer les performances économiques, il vaudrait peut-être mieux rendre une certaine souveraineté monétaire aux pays européens et accorder une plus grande marge de manœuvre au Sud (et au Sud-Est, qui espère entrer dans la zone), au lieu de rester dans le cadre de la monnaie unique. Les doutes sur la viabilité de ce régime commencent à grandir, y compris en Allemagne. Après tout, à supposer que les Allemands aient raison de penser que, dans certaines circonstances, l’austérité

est bonne pour la santé économique, il ne faut pas oublier qu’en pratique, elle n’a fait de miracles que lorsqu’elle s’est accompagnée d’une dévaluation de la monnaie nationale (8).

EN FAIT, la cohésion de la zone euro ne repose plus que sur la peur des conséquences que pourrait produire son éclatement. Mais cela ne suffit peut-être bientôt plus à convaincre les électeurs allemands de continuer à assurer la survie de l’union monétaire. Face à la montée du nationalisme, les élites politiques pourront juger préférable de ne plus identifier l’euro à l’Europe et d’écouter les économistes, de plus en plus nombreux, y compris en Allemagne (9), qui préconisent un régime monétaire plus souple et moins unitaire, proche du Système monétaire européen en vigueur dans les années 1980 (10). Cette option ne serait sans doute pas la panacée, mais il ne saurait exister de solution idéale dans une économie capitaliste grevée de multiples contradictions internes. Les exportations allemandes en pâtiraient peut-être pendant un temps, mais le sort des contribuables et la réputation de leur pays auprès de ses voisins pourraient s’en trouver améliorés.

M^{me} Merkel a su changer radicalement de position sur l’énergie nucléaire. On ne peut exclure qu’elle reste dans l’histoire comme la chancelière qui aura libéré l’Europe d’une monnaie unique devenue cauchemar commun.

WOLFGANG STREECK.

(3) Ainsi que le montre Thomas Piketty dans *Le Capital au XXI^e siècle*, Seuil, Paris, 2013. Les « avantages cumulés » impliquent l’enrichissement des riches et l’appauvrissement des pauvres.

(4) Wolfgang Streeck et Lea Elsässer, « Monetary disunion : The domestic politics of Euroland », *MPiFG Discussion Paper 14-17*, Institut Max-Planck pour l’étude des sociétés, Cologne, 2014, www.mpihg.de

(5) Selon des estimations fondées sur l’expérience de l’Italie et de l’Allemagne, les transferts de fonds nécessaires pour empêcher le creusement des écarts de revenu au sein de la zone euro excéderaient très largement les capacités de paiement de l’Allemagne, de la France et des Pays-Bas réunis. Cf. Wolfgang Streeck et Lea Elsässer, *op. cit.*

(6) On retrouve peut-être là un vieux réflexe contracté par les Allemands dans la période de l’après-guerre : la tendance à confondre leur identité collective avec leur monnaie, ou ce que Jürgen Habermas a qualifié de « *D-Mark Patriotismus* » (« patriotisme du deutsche Mark »).

(7) Intervention au Bundestag, 7 septembre 2011.

(8) Mark Blyth, *Austerity. The History of a Dangerous Idea*, Oxford University Press, New York, 2013.

(9) Cf. Heiner Flassbeck et Costas Lapavistas, *Against the Troika. Crisis and Austerity in the Eurozone*, Verso, Londres et New York, 2015.

(10) Lire Frédéric Lordon, « Sortir de l’euro ? », *Le Monde diplomatique*, août 2013.

Pour compléter ce dossier, lire sur notre site :
« Comment l’Allemagne s’est imposée » (W. S.)
www.monde-diplomatique.fr/52905

les femmes de l’Est

la sourde oreille. » S’y ajoute l’éternel soupçon qu’elle pourrait enfanter à nouveau : « *Il y a pourtant peu de chances que je retombe enceinte. C’est ce que j’ai dit à un type récemment : je ne vais pas refaire un enfant alors que j’en ai déjà deux, ne vous inquiétez pas.* » Du temps de la RDA, pareille proclamation au bureau d’embauche eût été inconcevable.

LES MÈRES DE BERLIN-OUEST VOIENT LE CHÔMAGE COMME UNE CHANCE

Toutes les mères de l’Est en recherche d’emploi ont ainsi dû montrer patte blanche, convaincre qu’elles maîtrisaient les nouvelles règles du jeu, tout en supportant l’humiliation de se voir infliger un tel traitement. Pour les Berlinoises de l’Ouest, en revanche, ce sont surtout les exigences croissantes du marché du travail qui posent problème. Paula, mère isolée



DANIEL RICHTER. – « Rede an die Nation » (Discours à la nation), 1998

de 36 ans et secrétaire au chômage, avait postulé pour un emploi à deux pas de chez elle. « *Cela aurait été parfait : on me demandait de taper à la machine, de passer des coups de téléphone, de m’occuper des clients, etc. Et puis la directrice m’a dit : “Bon, il se peut que parfois on vous demande de travailler plus de quarante heures ou de venir le week-end.” J’ai répondu que cela ne m’arrangeait pas du tout, que j’aimais mieux travailler trente heures, comme dans mes boulots précédents. Qu’est-ce que je n’avais pas dit là ! Elle s’est mise à me crier dessus, elle était hors d’elle. Avec tout le chômage qu’il y a, me disait-elle, je devais m’estimer heureuse de trouver un travail. Puis elle m’a demandé quel effet cela faisait d’être une assistée, une parasite qui vivait aux frais de la société.* » Et Paula de s’interroger : « *Moi, je ne demande pas mieux que de travailler, mais c’est quoi cette société où il faut donner ses enfants à garder de l’aube jusqu’au soir ?* »

Selon les sociologues Jutta Gysi et Dagmar Meyer, « *le résultat le plus positif de la politique familiale menée en RDA tenait à l’indépendance économique acquise par les femmes. C’est quelque chose d’inimaginable aujourd’hui. Certes, elles touchaient un salaire inférieur de 30 % en moyenne à celui des hommes, car elles étaient souvent affectées à des postes moins qualifiés, et en ce sens leur condition n’avait rien de reluisant, ce que l’on a parfois tendance à oublier. Mais elles ne connaissaient pas la peur de perdre leur logement ou de ne pas trouver de place en crèche, car elles pouvaient s’appuyer sur une protection sociale solide et fiable. C’est une condition importante de l’égalité des droits, peut-être même la condition essentielle (3).* »

Avec un tel héritage, Edeltraud, cuisinière de 28 ans, mariée et mère de deux enfants, vivait très mal, dix ans après la chute du Mur, son assujettissement aux lois sociales actuelles et à son mari. « *On devient dépendante de son partenaire, dépendante de l’argent qu’il veut bien nous donner, dépendante de la façon dont l’Etat évalue tout ça. S’il décide de vous sucrer vos allocations, c’est comme ça, point barre. Vous vous retrouvez là avec votre mal de tête, parce que l’argent, ce satané argent, c’est un sujet qui revient tout le temps, on n’y peut rien.* »

Le modèle est-allemand de l’égalité hommes-femmes a eu beau s’effondrer avec le Mur, il continue, un quart de siècle plus tard, de façonner la représentation que les mères de l’ex-RDA se font d’elles-mêmes et de leur rôle social.

SABINE KERDEL.

(3) Jutta Gysi et Dagmar Meyer, « Leitbild : berufstätige Mütter - DDR-Frauen in Familie, Partnerschaft und Ehe », dans Gisela Helwig et Hildegard Maria Nickel, *Frauen in Deutschland 1945-1992*, Akademie Verlag, Berlin, 1993.

Embarras autour des ventes d’armes

Sans tambour ni trompette, la puissance exportatrice allemande s’exprime aussi dans le domaine des armements. Cette performance alimente un vigoureux débat outre-Rhin.

PAR PHILIPPE LEYMARIE *

« *C’EST une honte que l’Allemagne compte parmi les plus importants exportateurs d’armes du monde* », assénait en janvier dernier le ministre de l’économie du pays, M. Sigmar Gabriel (1). En 2014, la République fédérale figurait en effet sur la troisième marche du podium des marchands de canons, derrière les Etats-Unis (31 % du marché mondial) et la Russie (27 %), et juste devant la Chine et la France (environ 5 % chacune) (2). La position de M. Gabriel tranche avec celles de la chancelière Angela Merkel ou du président Joachim Gauck.

Traduisant le désir croissant de l’Allemagne d’assumer des responsabilités internationales en adéquation avec son poids économique, ce dernier ne rate pas une occasion de plaider pour que son pays « *s’implique plus tôt, avec plus de détermination et de façon plus conséquente* » dans les conflits et les opérations de paix. « *Mes compatriotes*, a déclaré M. Gauck, *ne doivent pas prendre prétexte de la culpabilité passée de l’Allemagne pour fermer les yeux* » ; la défense des droits humains peut impliquer de « *prendre les armes* » (3). Cette dernière affirmation lui a valu le qualificatif d’« *odieux va-t-en-guerre* » de la part de Die Linke (4), le parti de la gauche radicale. Mais ce discours est plutôt bien accueilli à l’extérieur, où l’on s’irrite de la tendance de Berlin à déléguer ses responsabilités à l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN) et à une fantomatique « Europe de la défense ».

Président du Parti social-démocrate (SPD), M. Gabriel s’inscrit dans la tradition pacifiste de l’Allemagne de l’après-guerre. Berlin n’avait pas rallié la coalition américaine en Irak (2003), pas plus que l’opération franco-britannique en Libye (2011), et le pays a été mortifié par sa participation à l’opération de l’OTAN en Afghanistan : il y a perdu cinquante-sept soldats et porte une lourde responsabilité dans le bombardement de Kunduz, qui a fait cent quarante-deux morts, essentiellement des civils, en septembre 2009 (5). Au cours de la campagne pour les élections législatives de septembre 2013, le ministre, artisan de l’actuelle coalition au pouvoir, s’était engagé à limiter les exportations d’armes. A ses yeux, ses prédécesseurs n’avaient pas été assez regardants en autorisant par exemple la conclusion de marchés avec des « pays tiers » – entendez : non européens et situés résolument hors de l’Alliance atlantique – comme l’Algérie, l’Arabie saoudite ou l’Indonésie. En 2014, plus de la moitié des exportations allemandes concernaient ce type de pays.

Une fois en poste à l’économie, avec la haute main sur les autorisations à l’export, le dirigeant social-démocrate a tenu parole. Il a adopté une position plus restrictive au sein du Conseil fédéral de sécurité : les autorisations accordées en 2014 (pour 6,5 milliards d’euros) ont été inférieures de 22 % à celles de 2013. Il a suspendu plusieurs marchés à destination de l’Arabie saoudite, entravé la livraison à la firme française MBDA de têtes militaires de missiles Milan ER destinés au Qatar, et refusé au français Nexter des châssis pour des véhicules blindés acquis par l’armée libanaise sur fonds saoudiens. Ce veto sur les exportations à destination de la France n’a été levé qu’en janvier dernier, à la suite des nombreuses démarches de ministres et d’industriels français mais aussi allemands. Des deux côtés du Rhin, les secteurs de la défense, au sens large, emploient chacun environ cent mille personnes et réalisent un chiffre d’affaires annuel moyen d’une vingtaine de milliards d’euros, dont un tiers à l’export. En Allemagne, l’emploi dans l’armement a augmenté de 4 % entre 2005 et 2011 (contre 0,9 % dans l’industrie en général), avec des salaires moyens de 5 000 euros brut mensuels (6).

LES LIVRAISONS AUX COMBATTANTS KURDES ONT BRISÉ UN TABOU

Pour compenser le manque à gagner sur les exportations d’armes, le gouvernement envisage une européanisation plus poussée de cette industrie, avec, par exemple, le projet – controversé – de fusion dans les véhicules blindés entre l’allemand KMW et le français Nexter, annoncée pour juillet prochain, ou une relance des commandes de la Bundeswehr, l’armée nationale, promue « cliente de référence ».

Toutefois, M^{me} Merkel et ses partenaires sociaux-démocrates repoussent l’idée d’une augmentation sensible du budget de défense, qui dépasse désormais son équivalent français : 32,4 milliards d’euros en 2014 (contre 31,5 en France), avec moins d’effectifs (171 000 militaires contre 213 000) et des capacités de projection et de combat largement inférieures. Le budget 2015 a été légèrement revalorisé (32,97 milliards d’euros), mais il dépasse à peine 1 % du produit intérieur brut, loin des 2 % préconisés par les normes de l’OTAN (1,6 % en France). En outre, 16 % seulement du budget de la Bundeswehr sont consacrés au renouvellement de l’équipement (contre un quart en France). L’essentiel des crédits est attribué au personnel : rénovation des casernes, conciliation de la vie de famille et du service, passage aux quarante et une heures de travail hebdomadaire (quarante-six aujourd’hui) et, surtout, revalorisation des salaires et des retraites.

L’idée d’une plus grande implication allemande, même de façon indirecte, sur les champs de bataille internationaux provoque des remous à Berlin. Réuni en session extraordinaire le 1^{er} septembre 2014, à la demande de la chancelière, le Parlement avait donné son feu vert à l’équipement de dix mille combattants du Kurdistan irakien. La livraison aux peshmergas avait aussitôt commencé : plusieurs dizaines de postes de tir de missiles Milan, des mitrailleuses, huit mille fusils d’assaut HK G3 et autant de pistolets, des grenades, gilets pare-balles, camions,

etc. Le tout complété par l’envoi discret sur place d’une centaine d’instruteurs de la Bundeswehr. Ce soutien faisait figure de compensation à la non-participation allemande aux frappes aériennes de la coalition contre l’Organisation de l’Etat islamique (OEI) en Irak et en Syrie, entamées en septembre dernier. Il a brisé un tabou en vigueur depuis la fin de la seconde guerre mondiale : pas de cession d’armements à un pays en conflit, a fortiori s’il n’est pas membre de l’OTAN et de l’Union européenne.

Mi-janvier, une expertise des services juridiques du Parlement concluait que l’aide et les activités allemandes en Irak contre l’OEI étaient probablement « *contraires à la Constitution* ». La Loi fondamentale n’autorise en principe une action extérieure de la Bundeswehr que si la coalition dans laquelle s’inscrit l’action de Berlin ressort d’un « système de défense collective » à caractère permanent, ce qui n’est pas le cas de la coalition formée par les Etats-Unis. Les juristes du gouvernement et du Parlement ont donc dû élaborer au plus vite une formule susceptible d’assurer la continuité des livraisons...

Entamé « *sans tabou ni scénario rigide* », le processus de rédaction du nouveau livre blanc de la défense, qui doit s’achever l’an prochain, a été lancé à la mi-février par la ministre de la défense Ursula von der Leyen. Il pourrait remettre à plat une politique de production et d’exportation d’armements jugée confuse. Quatre grandes conférences et des centaines d’ateliers réunissant élus, experts et citoyens devraient en outre redessiner l’avenir de la défense nationale dans des domaines comme la cyberguerre, l’antiterrorisme, l’Europe de la défense, le redéploiement de l’OTAN, le dialogue avec la Russie, l’équipement en drones de la Luftwaffe, ou encore la délicate maintenance des matériels. Le commissaire parlementaire aux armées a en effet reconnu que « *les systèmes d’armement sont péniblement maintenus en état* », notamment dans l’armée de l’air, où l’indisponibilité des appareils a atteint des records en 2014 (7).

Dans un contexte international tendu, les sociaux-démocrates craignent que ce débat ne légitime un renforcement des crédits de défense. De leur côté, les écologistes s’inquiètent du poids de l’industrie de l’armement, et Die Linke dénonce le coût des interventions à l’étranger (8). M^{me} von der Leyen invoque, elle, le conflit en Ukraine pour freiner le plan de réforme de la Bundeswehr, qui prévoyait notamment la vente ou l’envoi à la casse de centaines de blindés – ceux de l’ancienne guerre froide, appelés, peut-être, à reprendre du service...

(1) *Stern*, Hambourg, 29 janvier 2014.

(2) Moyenne sur la période 2010-2014. Siemon T. Wezeman et Pieter D. Wezeman, « Trends in international arms transfers, 2014 », Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), mars 2015.

(3) Conférence sur la sécurité, Munich, 31 janvier 2014.

(4) *Le Monde*, 2 août 2014.

(5) Lire « Mais que fait donc l’Allemagne en Afghanistan ? », *Le Monde diplomatique*, février 2011.

(6) Selon une étude de l’institut WifOR parue en 2012, www.wifor.de

(7) *Der Spiegel*, Berlin, 25 août 2014.

(8) *Die Tageszeitung*, Berlin, 9 mars 2015.

* Journaliste. Eva Spiekermann a contribué à réunir la documentation pour la rédaction de cet article.

A la recherche du prochain

(Suite de la première page.)

En 2014, l'Irlande a enregistré la plus forte croissance de l'Union européenne (+ 4,8 %) et le Portugal s'apprête, selon le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, «à récolter les bénéfices des politiques mises en œuvre au cours des dernières années (4)». A la métaphore du domino, Dublin et Lisbonne préfèrent donc celle de la salle de classe : «*Les Grecs pourraient prendre exemple sur l'Irlande*, suggère le premier ministre irlandais Enda Kenny. *Après tout, nous sommes les meilleurs élèves* (5).» Un titre auquel peut également prétendre le Portugal, selon la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde : le quotidien *El País* rapporte qu'elle aurait profité de la réunion des ministres des finances européens du 16 février pour opposer le «*bon élève*» lusitanien au «*cancre*» hellène (17 février 2015).

Pour le premier ministre portugais Pedro Passos Coelho, Lisbonne a démontré «*que la réponse conventionnelle à la crise fonctionne* (6)». «*En quelques années, notre pays a fait un bond en arrière*, nous explique au contraire l'économiste Ricardo Paes Mamede. *La production de richesse a reculé à son niveau d'il y a environ dix ans ; l'emploi, à son niveau d'il y a vingt ans ; l'investissement, qui prépare la croissance de demain, à son niveau d'il y a trente ans. En conséquence, l'émigration est comparable à celle d'il y a quarante ans, à l'époque de la dictature salazariste* [1933-1974].»

Ce catapultage dans le passé saute aux yeux dans le métro de Lisbonne. Les voyageurs lisboètes s'agglutinent à la tête du quai, laissant les touristes en occuper l'autre partie. Leur comportement trouve son explication lorsque la rame arrive : elle ne compte que la moitié des wagons que la station peut accueillir, imposant aux vacanciers une petite course à pied pour pouvoir monter à bord. «*La mesure vise à économiser l'électricité*, nous précise Paes Mamede avec un sourire désabusé. *C'est l'une des manifestations de l'austérité.*»

Si la crise s'est révélée aussi violente au Portugal, poursuit-il, c'est qu'elle a fauché un pays qui, contrairement à la Grèce ou à l'Irlande, était en crise depuis le début du XXI^e siècle. Autrement dit, la crise de l'euro a transformé une glissade prolongée en grand dérapage.

Lancé d'assez haut, même un chat mort rebondit

Selon la Commission européenne, le Portugal se distingue par les coupes opérées dans les programmes sociaux entre 2011 et 2013, les plus sévères du Vieux Continent. Le pays a également fait des merveilles dans le domaine du «coût du travail» : entre 2006 et 2012, nous dit le politiste André Freire, auteur d'une étude sur le sujet (7), «*le nombre de salariés percevant le salaire minimum est passé de 133 000 à 400 000, sur une population active d'environ cinq millions de personnes*». Près de 30 % sont privés d'emploi (8). Mais le gouvernement n'entend pas s'arrêter en si bon chemin, pour le plus grand bonheur du *Jornal de Negócios*. Le quotidien des affaires se félicitait récemment que Lisbonne ait enregistré au troisième trimestre 2014 «*la plus forte chute du coût du travail de l'Union européenne*» (20 mars 2015).

«*Et pourtant, comme en Grèce, la dette continue d'augmenter*», soupire Paes Mamede. De 96,2 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010, elle a bondi à 128,9 % en 2014. Un tel fardeau conduit à la ponction de 4,5 % de l'ensemble des richesses produites chaque année pour le simple rembour-

sement des intérêts, soit davantage qu'en Grèce, où, grâce au programme d'aide, les taux d'intérêt sont plus faibles... Une récente étude du FMI conclut que le Portugal ne pourra pas respecter les traités budgétaires (9), lesquels prévoient un retour à un déficit de 3 % du PIB et à un niveau d'endettement inférieur à 60 % du PIB. «*Contrairement à ce que prétend le gouvernement, le remède ne marche pas*», tranche l'économiste.

Une telle situation aurait pu conduire Lisbonne à souhaiter négocier un assouplissement des traités, voire une restructuration de sa dette ; bref, à soutenir la démarche d'Athènes. Mais non : il faut aller plus loin, répond au contraire le premier ministre portugais, pour qui «*les réformes des comptes publics et de l'économie constituent un nouveau mode de vie qu'il s'agit désormais d'adopter de façon permanente* (10)».

Selon Tom McDonnell, économiste au sein de l'Institut de recherche économique Nevin (NERI), la récente reprise irlandaise, célébrée par une presse internationale toujours sensible au «modèle irlandais (11)», serait «*largement exagérée*» : «*Certes, les choses ont commencé à s'améliorer, mais c'est en grande partie parce que la chute a été particulièrement sévère*», commente-t-il, avant de glisser : «*Quand on le lance d'assez haut, même un chat mort rebondit.*» Alors que le PIB a reculé de plus de 12 % entre 2008 et 2010, «*le pays a perdu un emploi sur sept. Et ceux qui ont été créés sont en général mal rémunérés, à temps partiel et concentrés dans la capitale*».



© ARTOTHEK/LA COLLECTION

MIRKO SCHALLENBERG. – «*Schwebezustand*» (Etat d'incertitude), 2009

Il n'en reste pas moins qu'en 2014, le taux de croissance de l'Irlande a suscité la jalousie de Paris, Lisbonne et Athènes. N'accrédite-t-il pas, finalement, l'idée que la «*détermination à réformer*» paie, comme le suggère le magazine américain *Newsweek* (16 mars 2015) ? Pas vraiment, répond Paes Mamede : «*La différence entre le Portugal, la Grèce et l'Irlande, c'est que les deux premiers font partie de l'économie européenne ; l'Irlande, elle, appartient à l'économie américaine.*»

Lors de la suppression des barrières douanières au sein de l'Union européenne, en 1986, les entreprises américaines cherchent à bénéficier des mêmes avantages que les sociétés du Vieux Continent. L'Irlande le leur permet. Elle leur offre de surcroît une main-d'œuvre éduquée et anglophone, ainsi qu'un régime fiscal avenant. Depuis son bureau dublinois, McDonnell résume : «*L'Irlande présente d'un côté une économie similaire à celle du Portugal, qui n'affiche pas de meilleurs résultats. Et, de l'autre, une économie parachutée depuis les Etats-Unis, caractérisée par des emplois à forte valeur ajoutée.*» Alors que l'Union européenne stagne, Washington affiche un rebond d'environ 2,4 % en 2014, entraînant dans son sillage la petite île émeraude.

L'austérité n'a guère eu d'impact sur l'enclave américaine en Irlande ; elle a bouleversé le reste de la société. En octobre dernier, le président de l'asso-

ciation des consultants hospitaliers, le Dr Gerard Crotty, a dénoncé «*les coupes claires dans les budgets de la santé*», qui ont engendré selon lui une «*surmortalité des patients en attente d'un lit d'hôpital* (12)». Le développement des contrats «zéro heure», qui obligent à se tenir à la disposition de son employeur à tout moment de la journée pour un minimum garanti de quinze heures payées par semaine, et l'augmentation des emplois à temps partiel ont fait basculer un salarié sur six sous le seuil de pauvreté. Si, dans certains quartiers chics de la capitale, on évoque le retour du «Tigre celtique», son rugissement demeure inaudible dans le reste du pays.

Contrairement aux fardeaux grec et portugais, la dette irlandaise décroît toutefois – grâce, notamment, à la vigueur de la croissance. Dans ce domaine, le pays a enregistré le meilleur résultat de l'Union entre 2013 et 2014 : une chute de 9,4 % pour atteindre 114,8 % du PIB. «*Mais les chiffres du PIB irlandais sont trompeurs*, poursuit McDonnell. *Le poids des multinationales est tel et les profits rapatriés si importants que le PIB surévalue la production de richesse réelle.*»

La soutenabilité supposée de la dette irlandaise s'explique par ailleurs par un tour de passe-passe dont on s'étonne qu'il n'ait pas davantage contrarié la Banque centrale européenne (BCE). Incapable de se financer sur les marchés pour renflouer ses banques moribondes, Dublin décide en 2010 d'émettre des reconnaissances de dette destinées à permettre aux établissements en difficulté de se

qu'un autre pays n'obtienne un traitement préférentiel alors que les Irlandais ont déjà avalé une sévère dose d'austérité.» En d'autres termes : mieux vaut risquer que sa propre situation se dégrade plutôt que de voir Athènes démontrer l'inutilité de l'austérité et le domino grec emporter l'irlandais...

Au sein de la gauche hostile à l'austérité, l'analyse diffère, naturellement. En Irlande, le parti le plus proche de Syriza se nomme Sinn Féin, l'ancienne aile politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA). «*La victoire de Tsipras a été positive pour nous*, déclare M^{me} Mairéad Farrell, élue Sinn Féin de la ville de Galway. *Elle a démontré que des partis opposés à l'austérité pouvaient parvenir au pouvoir en Europe.*»

Tout comme la Grèce, l'Irlande subit depuis le début de la crise de l'euro une décomposition de son paysage politique. «*Entre 1932 et 2002, les deux partis de droite jumeaux, le Fine Gael et le Fianna Fáil, ont recueilli environ 75 % des voix à chaque scrutin*, rappelle le sociologue Kieran Allen. *De son côté, le Labour récoltait environ 10 % des voix. Pendant plus de soixante-dix ans, l'Irlande a donc fonctionné avec deux partis et demi. Cela semble fini.*» Principal bénéficiaire de ce renversement : le Sinn Féin, devenu l'un des partis les plus populaires du pays, avec une percée lors des législatives de 2011 (de 4 à 14 sièges dans un Parlement qui en compte 166). En mars dernier, le parti bénéficiait d'intentions de vote flirtant avec les 25 %, une situation inimaginable avant l'éclatement de la crise.

Plus proche de la Grèce que l'Irlande sur le plan démographique, le Portugal s'en distingue sur le plan politique. Ici, pas d'affaiblissement similaire des deux grands partis : la «gauche radicale» ne semble pas – pour l'heure – en mesure de prendre le pouvoir. Et ce pour deux raisons principales. D'une part, l'exemple de Podemos, dans le pays voisin, a conduit à une multiplication d'initiatives visant à en imiter la «recette». Quitte, parfois, à en oublier le principal ingrédient : le mouvement social du 15-Mai, qui n'a pas connu d'équivalent au Portugal. Chacun appelle donc à l'unité... en créant sa propre structure. Aux côtés du Parti communiste portugais (PCP, fondé en 1923) et du Bloc de gauche (l'allié traditionnel de Syriza, fondé en 1999), la gauche portugaise compte désormais Tempo de Avançar (né en 2014), Agir ou encore Juntos Podemos (tous deux créés en 2015). Les émules de M. Tsipras se bousculent ; aucun ne menace vraiment Bruxelles.

« L'austérité, oui. Mais pas une double dose »

Car un second phénomène renforce ici l'alternance entre les partis traditionnels : la singulière détermination de la droite à aller «*plus loin que les objectifs exigés par la "troïka"*», comme l'annonça M. Passos Coelho au soir de sa victoire aux législatives de juin 2011. Certes, comme son homologue français, le Parti socialiste portugais (PSP) (13) a fait davantage que d'autres pour déréguler l'économie et pour privatiser ; certes, c'est le dirigeant socialiste José Sócrates, désormais en prison pour corruption, qui a signé l'accord avec la «troïka» mis en œuvre par son successeur. Pour autant, M. José Vieira da Silva, ancien ministre socialiste, n'a pas tout à fait tort lorsqu'il reproche à ses critiques de gauche de se montrer très injustes : non, le PSP ne mènerait pas la «*même politique*» que le Parti social-démocrate (PSD) de M. Passos Coelho (qui n'a résolument rien de social-démocrate). Le programme des «socialistes» ? «*L'austérité, oui. Mais pas une double dose*», fait valoir M. Vieira da Silva... On peut douter du pouvoir mobilisateur d'une telle ambition. Elle semble toutefois suffire à entretenir l'espoir d'une «rupture» chez bon nombre d'électeurs, tout en permettant au PSP de suggérer qu'il n'est ni le Parti socialiste grec (Pasok), en déconfiture, ni Syriza, au programme politique trop «extrémiste» à son goût.

(4) Sérgio Aníbal, «Draghi dá Portugal como exemplo da retoma europeia», *Público*, Lisbonne, 24 mars 2015.

(5) Mark Paul, «Noonan still cheesy about those Greeks», *The Irish Times*, Dublin, 6 mars 2015.

(6) Peter Wise, «Greek crisis opens Portuguese faultlines over future of eurozone», *Financial Times*, Londres, 16 février 2015.

(7) André Freire, Marco Lisi, Ioannis Andreadis et José Manuel Leite Viegas (sous la dir. de), «Political representation in times of bailout : Evidence from Greece and Portugal», *South European Society and Politics*, vol. 19, n° 4, Londres, 2014.

(8) *Barómetro das Crises*, n° 13, Observatório sobre Crises e Alternativas, Lisbonne, 26 mars 2015.

(9) «IMF Country Report», n° 15/21, Washington, DC, janvier 2015.

(10) *Diário de Notícias*, Lisbonne, 18 mars 2015.

(11) Lire «Les quatre vies du modèle irlandais», *Le Monde diplomatique*, octobre 2010.

(12) Martin Wall, «Patients 'dying unnecessarily' waiting for hospital beds», *The Irish Times*, 4 octobre 2014.

(13) Au pouvoir de 1983 à 1985, de 1995 à 2002, puis de 2005 à 2011.

PEUT-ELLE COMPTER ?

Syriza

Pour la gauche du PSP, l'exemple grec a toutefois permis de faire vivre l'espoir : un «autre» parti accédant au pouvoir pour mener une «autre» politique. Mais Bruxelles et Berlin se sont employés à compliquer les choses : si M. Tsipras est effectivement parvenu au pouvoir, la chancelière allemande Angela Merkel n'a témoigné aucun enthousiasme à le laisser mener la politique pour laquelle il a été élu.

«C'est toute la question des négociations en cours entre la Grèce et l'Allemagne. Et je m'avoue préoccupé, nous confie M. Octávio Teixeira, militant du PCP, qui pourrait recueillir 10 % des voix lors du prochain scrutin. Si Tsipras impose son point de vue, évidemment ce sera positif pour les forces opposées à l'austérité. Mais s'il capitule, ou s'il fait trop de concessions, alors l'Europe aura démontré qu'il n'y a pas d'autre politique possible. Pour nous, ce serait catastrophique.»

A moins que la détermination d'Athènes ne finisse par conduire à son exclusion de la zone euro. Un scénario que le Sinn Féin redoute. «Si la Grèce sortait de l'euro, analyse M. Eoin Ó Broin, l'un des stratèges du parti, la droite se frotterait les mains : "Votez Sinn Féin, voilà ce qui arrivera!" » Alors que, jusqu'au début du mois de mars, le dirigeant historique de la formation nationaliste Gerard (« Gerry ») Adams ne manquait pas une occasion de rappeler la «relation fraternelle» unissant le Sinn Féin et Syriza, M. Ó Broin concède que, «depuis quelque temps, nous nous montrons plus discrets sur cette proximité».

Outre son rôle de charnière entre les marchés américain et européen, Dublin profite de ce que l'économiste McDonnell qualifie de législation «particulièrement odieuse» en matière fiscale. Taux d'imposition des sociétés de 12,5 % (contre une moyenne de 25,9 % au sein de l'Union européenne en 2014), profondeur de niches favorisant l'optimisation fiscale : l'Irlande devance désormais les Bermudes sur la liste des principaux paradis fiscaux de la planète. «Nous nous comportons de façon égoïste en siphonnant des revenus qui devraient garnir les caisses d'autres Etats», résume McDonnell. Il n'en reste pas moins que, à l'heure actuelle, l'euro profite à l'Irlande. Ou, plus exactement, aux mieux lotis des Irlandais.

«Le Sinn Féin s'est opposé à l'entrée de l'Irlande dans l'euro, reprend M. Ó Broin. Mais en sortant aujourd'hui aurait un coût démesuré. Nous ne nous faisons aucune illusion sur le projet politique de la zone euro, mais nous souhaitons tenter de la transformer de l'intérieur.» Or, dans ce domaine comme dans d'autres, le parti – qui se réclame de la tradition social-démocrate scandinave – se montre prudent. «Les traités budgétaires sont absolument fous : d'un point de vue économique, ils ne tiennent pas debout», insiste M. Ó Broin. Faudra-t-il pour autant les renégocier ? «Nous sommes favorables à une révision complète des textes, mais l'Irlande est l'un des pays les plus périphériques de l'Union. Aux yeux de la Commission, nous ne pesons rien. Notre projet consiste davantage à servir d'allié fiable à des pays du centre – comme la France – qui pourraient chercher à obtenir davantage de flexibilité.» Il faudra sans doute s'armer de patience...



Les Amis du MONDE diplomatique

RÉGIONS

AIX-EN-PROVENCE. Le 20 mai, à 19 h 30, salle polyvalente du Château de l'Horloge, 50, place du Château-de-l'Horloge : «Le projet républicain du XIX^e siècle à nos jours», avec Marion Fontaine. En partenariat avec l'association Les Amis du bois de l'Aune. (d.bruet@orange.fr)

ALÈS. Le 22 mai, à 20 h 30, salle du Capitole : «La loi Macron», avec Gérard Filoche. Les AMD 30 sont partenaires du festival international du documentaire qui se déroule du 13 au 16 mai à Lasalle, avec la participation de Julien Brygo. (amd30@orange.fr et [04-66-88-35-41](tel:04-66-88-35-41).)

BESANÇON. Le 21 mai, à 20 heures, au café de l'Hermitage, 130, Grande-Rue : «café citoyen», en partenariat avec Attac. (amd-besancon@laposte.net)

CAEN. Le 23 mai, à 18 h 30, au café des Arts, à Hérouville, enregistrement en public de l'émission mensuelle «T'es autour du Diplo» – à écouter sur le site des AMD et sur Zones-dondes.org. (duboisbo@yahoo.fr)

DIJON. Le 6 mai, à 17 h 45, à Sciences Po, avenue Victor-Hugo : «Après la Grèce, peut-être l'Espagne... L'Union européenne peut-elle s'accommoder d'un "mouton noir" ?», avec Bernard Cassen. (amie.munierpetit@laposte.net)

FRANCHE-COMTÉ. Le 12 mai, à 20 h 30, à la Maison du peuple de Belfort : «Le grand marché transatlantique», avec Renaud Lambert. Le 26 mai, à 20 h 15, au cinéma Le Colisée à Montbéliard, projection du film *Howard Zinn. Une histoire populaire américaine*, suivie d'un débat

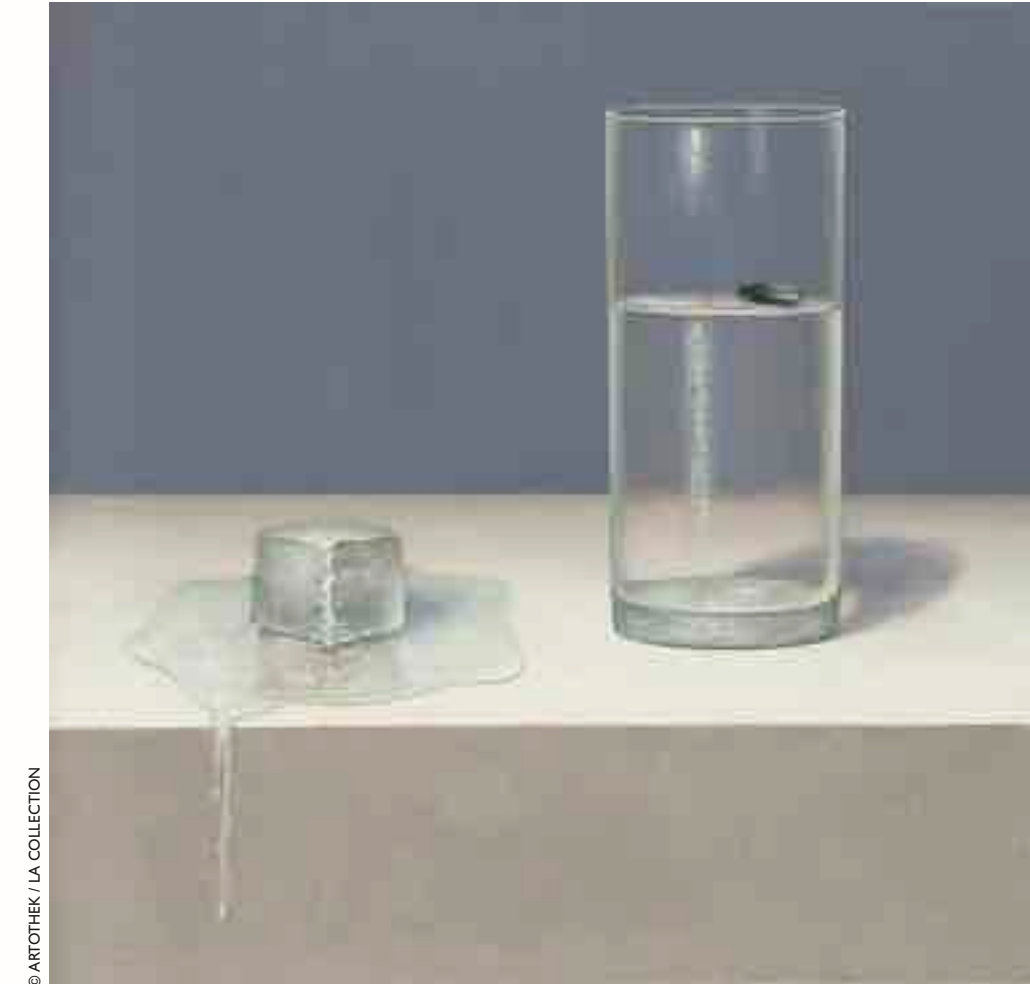
en présence du coréalisateur Olivier Azam. (odile-mangeot@wanadoo.fr et [03-84-30-35-73](tel:03-84-30-35-73).)

GIRONDE. Le 19 mai, à 19 h 30, au théâtre du Pont tournant, 13, rue Charlevoix-de-Villers à Bordeaux : «Le référendum sur la Constitution européenne, dix ans déjà !», avec Michel Cabannes. En partenariat avec le Repaire de Bacalan. Le 27 mai, à 17 h 30, à l'Ecole de commerce Kedge, 680, cours de la Libération à Talence : «La finance islamique», avec Kader Merbough. «Cafés Diplo» : le 13 mai, à 20 h 30, salle du Bois Doré à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt, débat sur la laïcité ; le 20 mai, à 20 h 30, au café de l'Orient, place François-Mitterrand à Libourne, débat autour de l'article de Geneviève Clastres sur «Le tourisme de masse à l'assaut des lieux de mémoire», paru dans *Le Monde diplomatique* de mars ; le 27 mai, à 19 h 30, au Poulailleur, place du 14-Juillet à Bègles, débat sur un thème à déterminer (amis.diplo33@gmail.com et [06-85-74-96-62](tel:06-85-74-96-62).)

GRENOBLE. Le 22 mai, à 20 h 30, à la Maison des associations : «Fin d'un monde ouvrier ? La désindustrialisation en question», avec Marion Fontaine. (jacques.toledano@wanadoo.fr)

GUADELOUPE. Le 7 mai, à 19 h 30, à la médiathèque de Port-Louis : «Résistances au nucléaire en Inde». Projection du documentaire de Micha Patault et Sarah Irion *Are vah !*, suivie d'un débat. (danimaginaire@yahoo.fr et [06-90-08-15-25](tel:06-90-08-15-25).)

LYON. Le 20 mai, à 19 heures, à la Maison des passages, 44, rue Saint-Georges : rencontre-débat avec Ignacio Ramonet autour du livre *Hugo Chávez. Ma première vie* (Gallilée). En



© ARTOTHEK / LA COLLECTION

MIRKO SCHALLENBERG. – « Schmelzpunkt » (Point de fusion), 2009

D'ici là, le Sinn Féin se propose de trouver une marge de manœuvre dans le cadre des traités, sans modifier le régime fiscal irlandais. Son projet pour le prochain scrutin ? «Un programme qui ne touche pas à la sécurité économique de ceux qui en jouissent mais qui puisse créer des emplois», détaille M. Ó Broin. Bref, un projet «socialement juste, économiquement crédible et fiscalement responsable», qui n'exclut pas la possibilité de former une coalition avec un parti de droite, dès lors que le Sinn Féin en serait l'élément majoritaire. «Certains diront que nous sommes trop prudents. C'est peut-être vrai. Mais le problème, pour la gauche, c'est qu'elle doit remporter des élections... »

Pour Goldman Sachs, c'est déjà trop : «L'essor du Sinn Féin représente la principale menace pour la croissance irlandaise (14).» La gauche radicale irlandaise – qui aiguillonne les nationalistes à travers la lutte contre l'introduction d'une taxe sur l'eau (*lire l'article «Goutte d'eau irlandaise» sur notre site*) – peine à comprendre l'inquiétude des banquiers d'affaires : le Sinn Féin n'a-t-il pas mis en œuvre des mesures d'austérité en Irlande du Nord, où il partage le pouvoir avec les unionistes depuis l'accord du vendredi saint, en 1998 ? M. Ó Broin se défend : «Au Nord, le gouvernement n'est pas souverain : c'est Londres qui nous impose la plupart des mesures, et nous nous employons à les retarder ou à les modifier.» Une situation de tutelle qui ressemble étrangement à celle dans laquelle la dette et les traités européens plongent la plupart des membres de la zone euro. Mais M. Ó Broin balaie l'argument :

«Nous avons l'expérience des longues négociations, comme celles qui ont rétabli la paix en Irlande du Nord. Nous savons que cela prend du temps.»

Agencement de dominos ou jeu de mikado ?

En Irlande, le parti le plus proche de Syriza n'en adopte donc pas la rhétorique combative. Rien n'indique que M. Tsipras puisse compter sur davantage de renfort de la part du Portugal, où le PSP semble bien positionné pour remporter le prochain scrutin. Son hégémonie a même convaincu les animateurs de certaines des nouvelles formations hostiles à l'austérité d'envisager une alliance avec lui.

«Dans quel but ?, interroge Francisco Louçã, ancien coordinateur du Bloc de gauche. Tenter de négocier avec Bruxelles en comptant sur le soutien de Paris ? » Dans la presse portugaise, «hollandisation» est désormais synonyme de «capitulation» (15). «Une folie ! C'est ce que démontre l'expérience grecque. Nous savons désormais que la zone euro ne tolérera pas de gouvernement de gauche. Comment s'imaginer que l'équivalent politique d'un Pasok modéré réussisse au Portugal à obtenir ce que Syriza ne parvient pas à décrocher aujourd'hui ? L'idée de changer le PSP pour que lui-même change l'Europe, c'est une stratégie du désespoir ! La seule voie – et c'est d'ailleurs ce qu'ont montré Syriza et Podemos –, c'est la rupture avec la social-démocratie : le Pasok, le PSOE [Parti

Gerbault, pour débattre d'articles du *Monde diplomatique*. (am.bordas@laposte.net et [06-13-24-16-57](tel:06-13-24-16-57).)

RENNES. Le 28 mai, à 19 heures, au Knock, 48, rue de Saint-Brieuc, «café Diplo» : «Enjeux de la polémique Frédéric Lordon - Thomas Piketty», autour de l'article de Frédéric Lordon (avril 2015). (yves.paris-tad@wanadoo.fr et [06-22-56-16-98](tel:06-22-56-16-98).)

TOULOUSE. Le 26 mai, à 20 h 30, salle du Sénéchal, 17, rue de Rémusat : «Le dessous des cartes de la loi santé», avec le Syndicat de la médecine générale. (amdoul@gmail.com et [05-34-52-24-02](tel:05-34-52-24-02).)

TOURS. Le 15 mai, à 20 h 30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : «L'Allemagne en 2015». Le 13 mai (13 heures), le 14 mai (20 heures) et le 18 mai (11 heures) sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (pic.arnaud@orange.fr et [02-47-27-67-25](tel:02-47-27-67-25).)

PARIS ET BANLIEUE

PARIS. Le 21 mai, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, «café Diplo» : «Hugo Chávez et la nouvelle Amérique latine», avec Ignacio Ramonet et Christophe Ventura. (amis.diplo.75@gmail.com)

ESSONNE. Le 6 mai, à 19 heures, à la Maison des syndicats, place des Terrasses à Evry : «Podemos, un avenir pour l'Europe ? », avec des représentants de Podemos Paris. Le 11 mai, à 20 h 30, à la Maison du monde, 509, patio des Terrasses à Evry, réunion mensuelle des

socialiste ouvrier espagnol] et le PSP. » Rupture avec la social-démocratie d'une part ; rupture avec l'euro de l'autre. M. Louçã, qui, lorsqu'il dirigeait le Bloc de gauche, s'est parfois violemment opposé à cette idée, s'y est depuis rallié, constatant qu'il n'y avait «pas d'autre solution».

«L'euro s'est révélé un outil très efficace pour détruire l'Etat-providence, analyse l'économiste Paes Mamede. Quand l'économie décroît, les gouvernements ne peuvent adopter qu'une seule politique : la dévaluation interne, par l'amputation des salaires. Lorsque la croissance reprend, rien ne les oblige à les augmenter.» Un tel projet, conclut-il, «condamne la région à une déflation permanente qui n'est viable ni économiquement, ni politiquement, ni socialement».

La situation du Bloc de gauche illustre l'impasse dans laquelle se trouvent les forces hostiles à l'austérité quelques mois après la victoire de M. Tsipras. Puisque Bruxelles et Berlin refusent de négocier, dénoncer les politiques européennes, le bipartisme ou la corruption ne suffit plus. Il faut désormais répondre à la question : jusqu'où livrer bataille ? Mener le combat implique-t-il de se préparer à une sortie de l'euro ? La perspective se révèle délicate au Portugal, où l'Europe incarne à la fois le retour à la démocratie, après la longue dictature salazariste, et une porte d'accès au «premier monde».

Stratégie ou conviction internationaliste, le Bloc explique ne pas avoir abandonné l'idée d'un «bon euro». Coïncé entre un PCP désormais plus clairement favorable à une sortie de l'euro et un PSP qui semble croire à un virage européen sous la houlette du nouveau président de la Commission Jean-Claude Juncker, il se voit contraint de défendre la solution d'un vrai bras de fer avec Bruxelles... tout en constatant que Syriza a d'ores et déjà raboté ses propres revendications. Rares sont ceux qui prédisent à la formation un bon résultat aux prochaines élections.

Bruxelles s'emploie toutefois à modifier le rapport des Portugais à l'Union... «Les réformes du marché du travail des dernières années condamnent le Portugal à être ce qu'il a toujours été, et qu'il avait essayé de ne plus être : un fournisseur de main-d'œuvre bon marché, énonce la députée socialiste Inês de Medeiros. L'Europe pousse le Portugal à reprendre sa place de pays subalterne.» Pessimisme de la raison, optimisme de la volonté ? «L'Europe, j'y crois encore... Mais ça devient difficile. On ne peut pas continuer à dire aux gens : "Votre avenir, c'est de ne pas en avoir !" »

Il arrive que l'Europe ressemble moins à un agencement de dominos qu'à un jeu de mikado, chaque joueur tentant d'extraire sa baguette sans être emporté par le chaos général.

RENAUD LAMBERT.

(14) Colm Keena, «Rise of Sinn Féin represents main threat to growth, says economist», *The Irish Times*, 18 mars 2015.

(15) Bernardo Ferrão «Passos e Tsipras. Cada qual com o seu "conto de crianças"», *Expresso*, Lisbonne, 28 janvier 2015.

Lire sur notre site :
«Goutte d'eau irlandaise» (R. L.)
www.monde-diplomatique.fr/52906

Amis autour d'un article du journal. Le 20 mai, à 20 h 30, au centre culturel Sydney-Bechet, 10, rue Henri-Barbusse à Grigny, projection du film de Yannis Youlountas *Ne vivons plus comme des esclaves*, suivie d'un débat. (amd91.evry@gmail.com)

SEINE-SAINT-DENIS. Le 12 mai, à 19 heures, à la salle La Belle Etoile, 14, rue Saint-Just à Saint-Denis : «Peut-on juger les multinationales ? », avec Laetitia Liebert et Aurélien Bernier. Rencontre organisée par les AMD Paris. (amis.diplo.75@gmail.com)

VAL-DE-MARNE. Le 12 mai, à 20 h 30, salle Gérard-Philipe, 26, rue Gérard-Philipe à Fontenay-sous-Bois : «Chocolat blues». En partenariat avec Fontenay en scènes. Le 21 mai, à 21 h 30, à la Maison du citoyen et de la vie associative de Fontenay-sous-Bois, 16, rue du Révérend-Père-Lucien-Aubry : «café Diplo» sur l'actualité et *Le Monde diplomatique* de mai. (amd94@numericable.fr)

HORS DE FRANCE

GENÈVE. Le 26 mai, à 18 h 30, au café Jules-Verne, 20, rue Jean-Violette : «café-Diplo» autour de l'article de Razmig Keucheyan «Le suffrage universel, une conquête toujours inachevée» (avril 2015). (amidiplo-suisse@hotmail.com)

LUXEMBOURG. Le 7 mai, à 18 h 30, au Citim, 55, avenue de la Liberté : «Le suffrage universel, une conquête toujours inachevée», discussion à partir de l'article de Razmig Keucheyan (avril 2015). (deckerrtr@pt.lu)



LITTÉRATURES

Insurrection dans les glaces

Le Bateau-Usine
de Kobayashi Takiji

Traduit du japonais
par Evelyne Lesigne-Audoly, Allia, Paris,
174 pages, 2015, 8,50 euros.



C E saisissant roman prolétarien n’est pas une nouveauté (1), mais il est bon de saisir l’occasion d’une nouvelle publication pour revenir sur ce chef-d’œuvre d’un genre peu fréquenté, et parfois plus attachant par la thématique que par la grandeur littéraire. Avec *Le Bateau-Usine*, écrit en 1929, Kobayashi Takiji (1903-1933), membre de l’effervescente Ligue des écrivains prolétaires japonais, et un peu plus tard du Parti communiste, décrit une saison de pêche industrielle à bord d’un ancien navire militaire aménagé. « *C’est parti ! En route pour l’enfer !* » Ils sont plusieurs centaines d’hommes à assurer la pêche et la mise en conserve des araignées de mer, abondantes aux abords des côtes de la Sibérie orientale. Coexistent, trimant de l’aube au crépuscule, et souvent la nuit, les marins, les pêcheurs et les ouvriers. Ces derniers sont les plus jeunes, souvent des étudiants. « *Leur vie, ça ressemblait à un amas grouillant de vermine* » : au milieu des poux, puces et punaises, dans l’odeur de crabe qui imprègne les corps, les dortoirs sont un cauchemar où, entassés, ils ne peuvent dormir. Soumis au pouvoir de l’intendant – le véritable maître du navire –, qui représente les intérêts des industriels, il leur faut aller pêcher dans une eau glaciale ou bien mettre, à la chaîne, les crustacés en conserve. Des hommes commencent à mourir, victimes de coups, du béribéri. Tout cela n’aura peut-être qu’un temps : la révolte gronde, les débrayages débutent…

Le récit prend la forme d’une fiction documentée sur la dénonciation de l’exploitation et les tâtonnements de l’organisation collective, qu’accompagne l’évocation des conditions du travail antérieur de certains, anciens mineurs ou paysans, frappantes de brutalité. A ce tableau il faut ajouter le climat général propice au nationalisme impérial que les marins partagent avec leurs maîtres et que ceux-ci cultivent pour accroître encore l’exploitation : nous sommes dans une zone maritime où Russes et Japonais se sont violemment affrontés lors de la guerre de 1905 ; les oppositions idéologiques avec la jeune République soviétique exacerbent encore le conflit.

Mais le roman, animé par « *un enthousiasme courroucé* (2) », a une force toute particulière : son héros, c’est le groupe, un peu à la manière des marins dans le film *Le Cuirassé « Potemkine »*, de Sergueï Eisenstein. Comme le souligne la traductrice dans sa postface, l’auteur crée une sorte d’écriture cinématographique qui évoque ses contemporains, Vsevolod Poudovkine pour le contenu et Dziga Vertov pour la vivacité crue des images. Militant révolutionnaire (il mourra sous les coups de la police) et affirmant avec ce roman une « *poétique de la révolte* », pour citer encore sa traductrice, il sut se nourrir des contraintes idéologiques qui ont au contraire souvent paralysé les artistes révolutionnaires. *Le Bateau-Usine* connut deux adaptations cinématographiques, dont une par Sô Yamamura (1953), et une transposition en manga. Il rencontre à nouveau, depuis la crise de 2008, un vif écho au Japon…

BERNARD DAGUERRE.

(1) Il a été publié en 2009 aux éditions Yago, dans la traduction reprise par les éditions Allia. Lire la note de lecture de Philippe Pataud Céliérer dans *Le Monde diplomatique* d’avril 2010.
(2) Evelyne Lesigne-Audoly, « *Le Bateau-Usine*, de Takiji Kobayashi : témoin de l’histoire, symbole d’aujourd’hui », colloque à la maison de la culture du Japon, Paris, 30 janvier 2010.

Des zones économiques très spéciales

principes libéraux. Il en existe déjà cent quatre-vingt-seize opérationnelles dans l’ensemble du pays. « *Elles sont, dans un sens, une représentation modélisée de l’industrialisation indienne* », indiquent d’emblée les auteurs d’un ouvrage qui leur est consacré (3). Selon eux, la loi centrale de 2005 (Special Economic Zones Act), introduite par le précédent premier ministre Manmohan Singh, du Parti du Congrès, a marqué un tournant. Ces zones de plusieurs milliers d’hectares ont bouleversé le foncier, l’agriculture, l’environnement et l’emploi en devenant « légalement hors-la-loi » (défiscalisation, suppression de mesures sociales, etc.). Plusieurs exemples, choisis dans neuf Etats parmi les vingt-neuf que compte le pays, permettent de décrypter également les relations de pouvoir qui y ont cours : répression des manifestations de travailleurs comme des défenseurs de l’environnement, déplacements massifs de journaliers, recours à la main-d’œuvre externe…

L’un des contributeurs, Manshi Asher, revient sur l’accaparement et la privatisation progressive, au Gujarat, de terres publiques dites « inutiles » (*wastelands*), car classées comme non cultivables, en dépit de leur utilisation active par des communautés pastorales tribales : « *Le rôle du gouvernement au Gujarat (...) est un exemple*

frappant de la façon dont la gouvernance démocratique a été compromise », note-t-il. Jusqu’alors, la création de quelques villes-industries exemptes de certaines règles constitutionnelles était une exception ; « *En créer des centaines d’autres sous la forme de ZES a inévitablement constitué un défi plus radical pour l’idée même de démocratie locale*. » Car ce sont l’autoritarisme, l’affairisme, les mesures antisociales qui règnent autour de ces zones. A quelques exceptions près, les gouvernements et leurs partenaires privés auront su obtenir l’approbation des ex-résistants, à moins qu’ils n’aient réussi à casser les mouvements en s’engageant dans des batailles légales interminables. En résumé, le gouvernement se bat contre toute forme de dissidence.

CLEA CHAKRAVERTY.

(1) Lire Christophe Jaffrelot, « Nationalisme hindou, libéralisme économique et populisme high-tech », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.
(2) Indira Hirway, Amita Shah et Ghanshyam Shah (sous la dir. de), *Growth or Development : Which Way is Gujarat Going ?*, Oxford University Press, New Delhi, 2014, 604 pages, 42,99 livres sterling.
(3) Rob Jenkins, Loraine Kennedy et Partha Mukhopadhyay (sous la dir. de), *Power, Policy, and Protest : The Politics of India’s Special Economic Zones*, Oxford University Press, New Delhi, 2014, 384 pages, 35,99 livres sterling.

ASIE	AFRIQUE	EUROPE
CLASS IN CONTEMPORARY CHINA. – David S. G. Goodman <i>Polity, Cambridge, 2014, 233 pages, 23,25 euros.</i> Que deviennent les classes sociales en Chine ? Le chercheur David S. G. Goodman répond brillamment à cette question, assez rarement abordée. Son livre s’ouvre sur des rappels théoriques et sur les variations de la notion de « classes » selon Mao Zedong, en fonction de ses préoccupations politiques du moment. Mais l’essentiel est centré sur les couches sociales telles qu’elles se sont façonnées depuis les réformes ouvertes en 1979 : une classe dominante (politique et économique), une classe moyenne et la « <i>classe subordonnée</i> » – 85 % de la population, selon l’auteur. Goodman s’appuie sur les données officielles ainsi que sur les études des chercheurs chinois et occidentaux – c’est l’une de ses forces. Il estime que la classe moyenne est beaucoup plus étroite qu’on ne le dit généralement et que la Chine n’en est pas encore arrivée à la « société en olive » décrite comme idéale par feu Deng Xiaoping : peu de riches en haut, peu de pauvres en bas et, au milieu, tous ceux qui connaissent une petite prospérité. L’auteur insiste au contraire sur la croissance des inégalités, sur le plan économique, bien sûr, mais aussi dans l’accès à l’éducation, au pouvoir... MARTINE BULARD DU SABRE À LA PLUME. Mémoires de journalistes engagés de l’époque Meiji. – Christiane Séguy <i>Presses universitaires de Strasbourg, 2014, 288 pages, 24 euros.</i> Traduits et analysés par Christiane Séguy, les Mémoires de ces trois journalistes japonais militants, aux idées et aux destins variés, couvrent une quarantaine d’années, de la fin du shogunat d’Edo (1603-1867) au début de la guerre avec la Chine (1894). La modernisation du pays s’accompagne d’une profonde mutation de la vie politique et idéologique, où interviennent des idées importées du monde occidental. Les acteurs du journalisme naissant, souvent issus d’anciennes familles guerrières de bas rang, deviennent des agents d’influence. « <i>Si tu ne peux pas devenir ministre, deviens journaliste</i> », disait Fukuchi Ochi, qui, directeur d’un grand journal tokyoïte à partir de 1874, s’emploie à en faire un organe officiel du gouvernement. Suehiro Tetchô, éditorialiste au <i>Choya Shimbun</i> qui participera à la fondation en 1881 du premier parti du pays, le Jiyûtô, se démarque au contraire par ses critiques envers les politiciens issus de la restauration impériale de 1868. Plus jeune, Tokutomi Sohô deviendra l’un des principaux penseurs du Japon impérial jusqu’à la fin de la seconde guerre mondiale. IBAN CARPENTIER SABLES NOIRS. 20 semaines au Turkménistan. – Troubs. <i>Futuropolis, Paris, 2015, 110 pages, 18 euros.</i> En février 2009, le dessinateur Troubs entame un périple de cinq mois au Turkménistan. Mandaté par le centre culturel français d’Achkhabat, il est chargé d’éditer un recueil d’une vingtaine de poèmes de Jacques Prévert traduits en turkmène. Une gageure dans ce pays ultrafermé, tenu d’une main de fer par un président omniprésent – y compris dans les magazines pour enfants. Loin des bâtiments officiels construits par l’entreprise Bouygues au centre de la capitale, Troubs nous fait visiter la périphérie. A l’ombre des tours couvertes de paraboles sévissent la délation et le racket. « <i>Pour tout le monde ici, une règle s’impose : rester discret</i>. » A Mary, à trois cent cinquante kilomètres à l’est de la capitale, l’auteur rencontre des artistes locaux. Folklorique, artisanale, la culture turkmène est réduite à sa plus simple expression et, « <i>avant tout, dépolitisée</i> ». Les peintres travaillent sur des thèmes inoffensifs : les fleurs, les chevaux... Le projet Prévert ne verra jamais le jour. A défaut, l’auteur retrace son voyage dans cette bande dessinée où affleure la parole des Turkmènes, confiscuée par le régime. DAVID GARCIA	RAMANDJI. Ceux d’ici, République centrafricaine. – Wamg Boganda <i>Da Ti M’beti, Saint-Maurice, 2014, 154 pages, 25 euros.</i> « <i>Je sais : tu es en colère. Le totem de ton père était-il la tornade, le vent de la tornade, pour que ta colère soit ainsi ? Nous t’écouterons. Et nous parlerons. Ainsi nous nous parlerons le temps qui nous sera donné d’être ensemble. C’est ainsi aujourd’hui : dire sa pensée à l’œil du destin.</i> » Cet extrait d’un chant-poème nzakara inaugure et éclaire le récit de Wamg Boganda. Fille du président centrafricain Barthélemy Boganda, décédée mystérieusement dans un accident d’avion en 1959, elle a effectué en 2013 un long séjour à Bangui, dans le quartier de Ramandji, en compagnie du photographe Francis Busignies. Son carnet de voyage donne la parole aux habitants et restitue leur dialogue marqué par la colère face à la pauvreté, à la décomposition sociale, au chaos politique. Mais tant les clichés en noir et blanc que le récit expriment aussi la confiance dans la force d’un peuple qui, au-delà de la survie, veut croire en son avenir. « <i>Nous savons le monde que nous voulons, dit une femme. Un vivre bien ici pour chacun et pour tous. Un combat, rien qu’un combat, dur, juste, possible. Nous saurons faire le monde que nous voulons.</i> » CHRISTIAN LAPEYROUX	OS BURGUESES. Quem são, como vivem, como mandam. – Francisco Louçã, João Teixeira Lopes et Jorge Costa <i>Bertrand Editora, Lisbonne, 2014, 532 pages, 19,90 euros.</i> Les mécanismes de la domination sociale ne diffèrent guère d’un pays capitaliste avancé à l’autre. Les rôles de la propriété des moyens de production, de l’école, des médias, des réseaux de sociabilité ont été décrits par Karl Marx, Pierre Bourdieu, Noam Chomsky et Edward Herman, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, entre autres. Leurs travaux sont ici convoqués pour dresser le portrait des classes possédantes portugaises : « <i>Une dizaine de familles, environ un millier de personnes</i> » qui, après avoir été... dépossédées par la révolution de 1974, ont peu à peu reconstitué leurs fortunes (tout en accueillant de nouveaux membres) grâce à la dérégulation de l’économie, aux privatisations et au business de la dette souveraine – une manne pour ceux que l’on avait préalablement renoncé à imposer trop vigoureusement. Une conviction préside à ce travail minutieux : il faut comprendre le pouvoir pour le renverser. R. L. DANS LA TÊTE DE VLADIMIR POUTINE. – Michel Eltchaninoff <i>Solin - Actes Sud, Arles, 2015, 171 pages, 18 euros.</i> Tout en puisant dans la pensée libérale européenne, les discours de M. Vladimir Poutine sont émaillés de références conservatrices dès son arrivée au pouvoir. Les penseurs orthodoxes préévolutionnaires longtemps interdits (Ivan Ilie, Vladimir Soloviev, Constantin Léontiev) constituent le socle idéologique d’un retour aux valeurs chrétiennes qui s’affirme à partir de 2005. Le slavophile Nikolai Danilevski, penseur d’une « voie russe », est désormais au programme de la formation des fonctionnaires. Cette enquête sur les sources intellectuelles diverses et contradictoires de M. Poutine est éclairante. Mais l’auteur a tendance à les résumer in fine à « <i>l’idée d’empire</i> » et à « <i>l’apologie de la guerre</i> », négligeant les politiques néolibérales et le projet d’union eurasiatique, qui se veut assurément au service des intérêts de la Russie sans relever pour autant d’un rêve impérialiste. HÉLÈNE RICHARD
AMÉRIQUES	AMÉRIQUES	CAUCASE
THE RESILIENCE OF THE LATIN AMERICAN RIGHT. – Sous la direction de Juan Pablo Luna et Cristóbal Rovira Kaltwasser <i>The Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2014, 376 pages, 31,46 dollars.</i> On ne compte plus les publications rendant compte de l’arrivée de gouvernements progressistes en Amérique latine dans les années 2000. Beaucoup plus rares sont les analyses visant à éclairer la reconfiguration des forces conservatrices et libérales au cours de la période : un déséquilibre devenu criant, alors que les bases matérielles de l’essor de la gauche latino-américaine – notamment l’envol du prix des matières premières – se fragilisent. Cet ouvrage débute par un constat : non, la droite latino n’est pas morte. « <i>Dévastée sur le plan électoral</i> », elle « <i>demeure capable d’imposer ses préférences politiques</i> » par différents biais que les auteurs détaillent : médias, financement des campagnes, lobbying, etc. Particulièrement stimulante, l’analyse de Cristóbal Rovira Kaltwasser suggère qu’un nouveau populisme pourrait profiter des préoccupations populaires en matière de sécurité pour permettre à la droite de revenir aux affaires. RENAUD LAMBERT MARTIN LUTHER KING. Une biographie. – Sylvie Laurent <i>Seuil, Paris, 2015, 378 pages, 21 euros.</i> Érigé à Washington en 2011, le mémorial de Martin Luther King côtoie ceux de Thomas Jefferson et d’Abraham Lincoln. Le militant des droits civiques se trouve ainsi « <i>fossilisé en icône de la communion nationale</i> », écrit l’historienne Sylvie Laurent. Certes, King a toujours fondé son combat sur les valeurs prônées par la Constitution américaine, et en particulier sur le 14^e amendement, qui reconnaît aux Noirs le statut de citoyens à part entière. Mais ce loyalisme ne doit pas masquer une profonde radicalité. Le pasteur d’Alabama ne s’est jamais satisfait de l’égalité formelle arrachée en 1964-1965. Il a continué sa lutte pour la justice sociale : « <i>Cela n’a rien coûté de déségréguer le Sud ou de nous donner le droit de vote, arguait-il en 1967 (...). Quand on commence à se demander pourquoi il y a quarante millions de pauvres dans ce pays, on en vient à d’autres questions sur la répartition des richesses : qui possède le pétrole ? Qui possède le minerais de fer ?</i> » BENOÎT BRÉVILLE	CHECHNYA AT WAR AND BEYOND. – Sous la direction d’Anne Le Huérou, Aude Merlin, Amandine Regamey et Elisabeth Sieca-Kozłowski <i>Routledge, Abingdon - New York, 2014, 278 pages, 160 dollars.</i> La nature et la durée du conflit tchétchène ne se prêtent pas à une lecture simple. Cet ouvrage collectif revient utilement sur la transformation du mouvement indépendantiste en mobilisation djihadiste et sur l’action militaire lancée en 1999 par les autorités russes, qui a progressivement pris l’allure d’une vaste opération policière. Il aborde également les caractéristiques de l’après-guerre dans l’ancienne république sécessionniste : instrumentalisation de la religion par le pouvoir pour discipliner la société, politisation des fraternités soufies dans leurs relations aux autorités successives, difficile conciliation entre la loyauté à l’égard de l’Etat russe, qui se réclame de la « grande guerre patriotique », et la commémoration de la déportation des Tchéchènes en 1944... Les auteurs se penchent aussi sur les pratiques mémorielles des citoyens. Des sites Internet animés par d’anciens habitants de Grozny réimaginent, par exemple, la capitale tchétchène telle qu’ils l’ont connue avant guerre. BRUNO COPIETERS	

INDE

Des zones économiques spéciales

UNAN après son arrivée au pouvoir, en mai 2014, le premier ministre indien Narendra Modi continue d’ériger en modèle économique les recettes expérimentées dans l’Etat du Gujarat, qu’il a dirigé de 2001 à 2014 (1). Si son étoile commence à pâlir, le dirigeant du parti hindouiste Bharatiya Janata Party (BJP) a longtemps été encensé pour sa politique libérale, dite de « lutte contre les lourdeurs bureaucratiques ».

L’économiste Indira Hirway et ses coauteurs (2) étudient ce modèle économique gujarati. Ils comparent les performances de cet Etat avec celles du reste de l’Inde, détaillent l’industrialisation (ancienne) de la région et le poids de l’économie informelle et migrante, avant d’analyser les (pauvres) programmes sociaux et le mode de gouvernement, de plus en plus dictatorial. Extrêmement précise, compilant des données empiriques récentes, cette longue étude impliquant en majorité des économistes indiens qui travaillent au Gujarat conclut que les fameux « *modèle inclusif et modèle durable* » sont des chimères dans cet Etat dont la situation sur le plan du développement humain « *a régressé* ».

Les zones économiques spéciales (ZES) furent l’un des outils utilisés par M. Modi pour mettre en œuvre ses

principes libéraux. Il en a fait seize opérationnelles dans le Gujarat, et dix-huit autres sont en cours. Elles ne sont, dans un sens, une reprise de la « *industrialisation indienne* », d’un ouvrage qui leur est consacré en 2005 (3), centrale de 2005 (Special Economic Zones) par le précédent premier ministre, Atal Bihari Vajpayee. Le Parti du Congrès, a marqué la mise en œuvre de plusieurs milliers d’hectares de terres pour l’agriculture, l’environnement, la « *légalisation hors-la-loi* » des zones, de mesures sociales, etc. Elles sont, dans neuf Etats parmi les plus développés, qui permettent de décrypter également les zones qui y ont cours : représentants des travailleurs comme des déplacements massifs de main-d’œuvre externe...

L’un des contributeurs de ce livre, le professeur d’économie de l’Université de Delhi, l’accaparement et la privatisation des terres publiques dites « *terres de réserve* », classées comme non cultivables, a été active par des communautés locales, le rôle du gouvernement indien dans la mise en œuvre de ces zones,

INDE

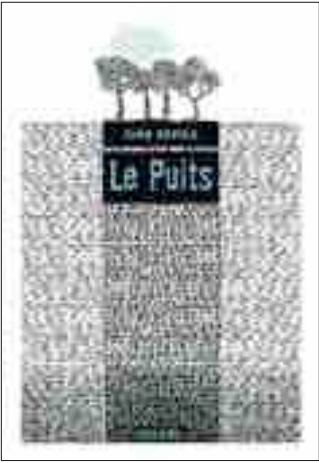


DU MONDE

Et renaître
au bout de la nuitLe Puits
d'Iván RepilaTraduit de l'espagnol par Margot Nguyen Béraud,
préface de Zoé Valdés, Denoël, Paris,
2014, 109 pages, 11 euros.

DEUX FRÈRES sont prisonniers d'un puits de terre, au cœur d'une forêt, et tentent de s'en échapper. Il y a le Petit et le Grand, l'aîné, qui ouvre le récit : « Impossible de sortir on dirait, dit-il. Puis il ajoute : mais on sortira. » Une volonté de surmonter l'insurmontable, comme un écho aux derniers mots de *L'Innommable*, de Samuel Beckett : « Il faut continuer, je ne peux pas continuer, je vais continuer. » Ce puits est une scène, un poing refermé sur des personnages confrontés à un huis clos absurde. Nul nom, nulle indication de ville ou de pays, tout ici sera symbole et affaire de transposition. Le puits est monde, société et système politique régi par ses lois propres. Ils ont un sac de provisions, mais il ne faut pas y toucher, il faut respecter les consignes, rester aveuglément fidèle à une autorité suprême et invisible. « Je t'ai déjà dit qu'on ne toucherait pas à la nourriture de maman. On va manger ce qu'il y a ici. – Mais ici il n'y a rien. »

Au troisième jour de captivité, une routine s'installe : boire de l'eau, appeler à l'aide, ramasser des insectes et des racines, les écraser afin d'en extraire une pâte comestible, faire de l'exercice, travailler sa résistance... Les frères, tels Claus et Lucas dans le roman d'Agota Kristof *Le Grand Cahier*, font l'apprentissage de la faim, de la soif, de la fièvre, du froid, de la cruauté, de l'injustice... Ainsi, « le partage de la nourriture est totalement inégal. Le Grand mange quatre-vingts pour cent de



ce qu'a ramassé son frère, lui laissant juste ce qu'il a pu tirer d'un ver, quelques insectes et deux ou trois racines ». La maladie, la folie et la mort rôdent autour d'eux, tels ces loups qui les attaquent, préfigurant la lutte qu'ils devront livrer s'ils parviennent à regagner le monde d'en haut. Ces jours passés dans le ventre du puits les ramènent à la sauvagerie : « Nous ne sommes pas des chiens. – Ici, là-dedans, si, c'est ce que nous sommes. Et pire que des chiens même. » Une régression inéluctable qui s'attaque aux fondements mêmes de leur humanité : « La faim et le déses-

poir ont détruit en eux toute forme de communication, avant de s'attaquer à leur raison. » Le Petit n'arrive plus à parler correctement et s'invente un langage. Comme l'homme préhistorique, il couvre les parois de dessins, le sol de symboles, afin de « traduire l'imprononçable ».

A ce stade du récit, c'est mourir ou se révolter : « Les hommes doivent-ils vivre entre des murs sans portes ni fenêtres ? Y a-t-il autre chose au-delà ? Oui, mon frère, oui, il y a autre chose ! Je le sais ! Car nul ne peut retenir ce que j'ai dans la tête, là, à l'intérieur. » Revenus d'entre les morts, les frères se préparent à accoucher d'eux-mêmes, en une ultime métamorphose : « Ce puits est un utérus. Nous allons bientôt naître, toi et moi. Nos cris sont la douleur du monde qui accouche. »

Dans une langue crue, un style brutal d'une grande précision, Iván Repila, né à Bilbao en 1978, a écrit avec *Le Puits* un premier roman fulgurant sur l'amour fraternel, la survie et le sacrifice, une fable qui a la force des grands livres d'enfance. Comme le dit Zoé Valdés dans sa préface, Repila a « mérité sa place au panthéon des Jules Verne, Alain-Fournier et autres Antoine de Saint-Exupéry ».

XAVIER LAPEYROUX.

CINÉMA

Wang Bing ausculte les plaies de la Chine

EN 1999, Wang Bing, photographe chinois de 32 ans, décide de se lancer seul, sans autorisation officielle et sans moyens autres que la minicaméra numérique qu'il a empruntée, dans un tournage de plusieurs années. Il filme les ouvriers abandonnés dans leurs ateliers fermés, victimes du démantèlement du complexe industriel de Shenyang, dans la province du Liaoning. Des deux cents heures tournées, il tire une somme impressionnante de neuf heures, *A l'ouest des rails*, marqueur symbolique de la fin de l'« économie planifiée » en République populaire de Chine (1).

Au plus près des gens, découvrant leur vérité dans leurs mouvements, leurs gestes, leurs corps, il n'intervient pas, ne pose aucune question, reste dans l'écoute ; il ne cherche ni à montrer sa présence ni à l'occulter tout à fait. La longueur de ses films et de ses plans ne répond pas prioritairement à une exigence de radicalité esthétique : il lui faut simplement du

temps pour saisir l'expérience de la vie. Ainsi, dans *Les Trois Sœurs du Yunnan* (2010), il restitue pas à pas, plan après plan, un quotidien fait de gestes répétitifs, celui de petites paysannes vivant quasiment seules dans un village à plus de trois mille mètres d'altitude (2). Mais, s'il décrit une situation de grande vulnérabilité engendrée par les bouleversements économiques, il ne cède à aucun misérabilisme, montrant l'énergie acharnée que ces fillettes déploient pour vivre leur enfance.

Wang ne porte aucun jugement sur les personnes qu'il filme et qu'il a soigneusement choisies. Ces vies qu'il présente hors de toute sociologie vont simplement, fortement, constituer un portrait intime et puissant de la société chinoise dans laquelle il est immergé. Pareillement, dans *Fengming, chronique d'une femme chinoise* (2007), en laissant parler pendant trois heures, en plan fixe, une ancienne journaliste qui a survécu à un camp de réédu-

cation, ce sont toutes les victimes des diverses purges qu'il convoque (3).

Se soumettre à la durée peu commune des films de Wang, c'est en quelque sorte partager, au cours d'un moment qui dit leur vérité, le sort de ceux qu'il aime appeler ses « personnages ». D'autant que, tournant en son direct, soumis aux aléas de la lumière fluctuante des endroits clos dans lesquels se déroulent le plus souvent ses films, le cinéaste compte sur l'attention de son spectateur. S'il se dit peu préoccupé par le cadre et libéré de toute prétention artistique, Wang, en photographe, compose des plans loin de laisser indifférents.

A la folie (2013), son dernier long-métrage, part à la découverte d'un hôpital psychiatrique du Yunnan (4). Comme toujours, Wang ne donne aucune information sur ce qu'il filme. Il faudra attendre le générique de fin pour comprendre qui sont ces reclus dont on vient de suivre les interminables journées de désœuvrement. Ici, la seule thérapie suivie consiste à errer dans les couloirs avant d'aller rejoindre son lit ou la salle de télévision. Ils sont une cinquantaine, uniquement des hommes. Patients violents et non violents se côtoient. Des psychopathes et des irresponsables voisinent avec des alcooliques, des drogués, des vagabonds. D'autres sont là « pour avoir eu des comportements "aberrants", du type dévotion religieuse intense, prise de position politique répétée ou opposition aux lois de planning familial ». Cette plongée magistrale dans une institution qui rappelle l'asile du « grand enfermement » décrit jadis par Michel Foucault pourra être perçue comme une métaphore de la société chinoise.

En toute liberté, hors de toute récupération politique ou commerciale, avec une opiniâtreté inébranlable, Wang, à qui les autorités ne reconnaissent guère de talent et n'ont donc jamais passé commande (5), continue de raconter l'envers du miracle économique, et l'humanité de ceux que la modernité a oubliés.

PHILIPPE PERSON.

- (1) Wang Bing, *A l'ouest des rails*, MK2 Video, 2005, 556 minutes, 250 euros.
- (2) Wang Bing, *Les Trois Sœurs du Yunnan*, Arte Editions, 2013, 147 minutes, 19,99 euros.
- (3) *Fengming, chronique d'une femme chinoise* et *Le Fossé* (seule fiction, ou plutôt « documentaire fictionné » de Wang Bing, qui décrit la vie d'un camp de rééducation dans le désert de Gobi), Capricci, 2012, 305 minutes, 28 euros.
- (4) Wang Bing, *A la folie* (« Til Madness Do Us Part »), en salles depuis le 11 mars 2015.
- (5) Wang Bing, *Alors, la Chine*, entretien avec Emmanuel Burdeau et Eugenio Renzi, Les Prairies ordinaires, Paris, 2014, 176 pages, 17 euros.

ÉCONOMIE

LE BUSINESS DES FAILLITES. – Cyprien Boganda

La Découverte, coll. « Cahiers libres », Paris, 2015, 240 pages, 16 euros.

Cette enquête porte sur les professionnels du redressement ou de la faillite d'entreprises, ce qui, en France, a concerné plus d'un million de salariés depuis la crise de 2008. Consécutive à la stagnation des années 1970, la fortune rapide de MM. Bernard Arnault, Vincent Bolloré, François Pinault, Bernard Tapie et autres spécialistes du rachat par endettement signe l'émergence des « fonds de retournement » d'entreprise, qui procèdent à la fermeture des unités déficitaires et à la vente ou à la reprise des actifs les plus rentables. Bien d'autres acteurs prospèrent grâce à l'omerta des tribunaux de commerce, dénoncée en 1998 par un rapport du député socialiste Arnaud Montebourg, en vain. Les faillites du volailler Doux et du transporteur Mory-Ducros montrent la nécessité de suivre les rapports 2013 de l'inspection des finances et de la mission parlementaire sur la justice commerciale, qui pointent les conflits d'intérêts et les rémunérations des mandataires et des administrateurs.

ANDRÉ PRIOU

CAPITAL SANTÉ. Quand le patient devient client. – Philippe Batifoulrier

La Découverte, Paris, 2014, 240 pages, 15 euros.

Non, le déficit de la Sécurité sociale ne s'explique pas par un excès de dépenses, mais par un déficit de recettes, lié notamment à l'augmentation des exonérations de cotisations sociales des entreprises – une véritable « contre-révolution » au regard du projet fondateur de 1945. Philippe Batifoulrier, membre des Economistes atterrés, montre comment la santé est devenue un coût à réduire pour l'Etat et un marché à conquérir pour le capital. Il démonte la ritournelle médiatique sur la « nécessaire » réduction des dépenses de santé et démontre que l'amputation ne s'applique qu'à celles qui sont liées au service public de santé ou socialisées (la Sécurité sociale). Set avantagés par ce processus l'assurance privée, à laquelle les dépenses sont transférées, les médecins libéraux, dont les réformes récentes augmentent in fine les revenus ; et l'industrie pharmaceutique, qui bénéficie d'une économie de rente pour des progrès thérapeutiques souvent discutables.

MAUD GELLY

IDÉES

DE L'ÊTRE AU VIVRE. Lexique euro-chinois de la pensée. – François Jullien

Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », Paris, 2015, 313 pages, 18,90 euros.

Le philosophe et sinologue François Jullien continue à cerner les écarts entre la pensée européenne et la pensée chinoise, tels que les induisent et les manifestent les langues. Autour de quelques notions-clés, il articule ce qui lui paraît caractériser la « Raison » occidentale et, en regard, son approche chinoise, qu'on ne saurait réduire à sa version orientale, car elle témoignerait d'un positionnement radicalement autre. Ainsi, la « causalité » se trouve confrontée à la « propension », la « cohérence » au « sens », la « vérité » à la « ressource ». La philosophie européenne, dans son héritage aristotélicien, aurait cherché à répondre au « grand pourquoi » – pourquoi quelque chose plutôt que rien, pourquoi en avoir conscience – et postulé en conséquence la « prééminence du sujet ». D'où un dualisme (sujet-prédicat, vérité-erreur, etc.) qui, en se fondant sur l'Être, se coupe des possibles, champ de la pensée chinoise, apte précisément à discerner non ce qui est, mais ce qui devient, et sur quel fond cela opère. Cette réflexion, menée pour contribuer à un « déblocage idéologique », célèbre en creux les vertus du verbe poétique.

EVELYNE PIEILLER

LE SOCIALISME DES INTELLECTUELS. Critique des capitalistes du savoir. – Jan Wacław Makhański

Spartacus, Paris, 2014, 334 pages, 18 euros.

Il y a vingt-cinq ans que le socialisme dit « réel » a disparu sans que soit tiré le bilan du naufrage des valeurs dont il se réclamait abusivement. Pourtant, dès le début du XX^e siècle, alors que le socialisme, sous ses différentes formes, apparaissait comme une libération à portée de main, le révolutionnaire polonais Jan Wacław Makhański (1866-1926) formulait dans l'indifférence générale une thèse iconoclaste : la finalité des partis prétendument révolutionnaires, d'abord sociaux-démocrates, ensuite communistes, était de servir de marchepied aux intellectuels vers le pouvoir. Publié et traduit pour la première fois en 1979, ce recueil d'articles des années 1898-1918 résonne d'une étrange actualité, comme le chaînon manquant de l'histoire d'un échec, enfin intelligible : oublier l'alliance incestueuse entre le capitalisme de l'avoir et celui du savoir condamne au mensonge, et aux combats incertains. Ce livre, qui mériterait de devenir un classique, permet de comprendre la nature ambivalente et le dévoiement tragique des premiers mouvements d'émancipation.

CHARLES JACQUIER

SOCIÉTÉ

PASSER LES FRONTIÈRES SOCIALES. Comment les « filières d'élite » entrouvrent leurs portes. – Paul Pasquali

Fayard, Paris, 2014, 459 pages, 24 euros.

Le sociologue Paul Pasquali livre une enquête éclairante sur la mobilité sociale des jeunes insérés dans des dispositifs d'« égalité des chances », en s'intéressant avant tout aux déplacements vécus par les élèves. En étudiant une classe préparatoire d'un lycée de province, il saisit le sensible de l'expérience scolaire en évitant le double écueil de l'angélisme méritocratique républicain et du déterminisme statistique. Sa démarche ethnographique repère la mobilité sociale à travers une sélection scolaire faite d'identification, d'incitation, de composition, de reniement et d'ajustement. Le franchissement des frontières sociales est fait d'allers-retours, de doutes et de choix. L'ouvrage permet de repérer la nature des obstacles et la variété des chemins empruntés par les élèves pour les contourner. Si la « prépa » conforme, elle ne reproduit pas les individus à l'identique, et la prise au sérieux des trajectoires (pendant et après) interroge utilement l'objectif proclamé par l'ancien président Nicolas Sarkozy de « 30 % de boursiers dans les grandes écoles ».

EMMANUEL PORTE

POLITIQUE

LE MÉPRIS DU PEUPLE. Comment l'oligarchie a pris la société en otage. – Jack Dion

Les liens qui libèrent, Paris, 2015, 162 pages, 15,50 euros.

Directeur adjoint de l'hebdomadaire *Marianne*, Jack Dion lance avec son dernier essai un pavé dans la mare. Le pouvoir de l'oligarchie ne se cantonne pas aux seules multinationales, mais sévit aussi bien dans les médias que dans les assemblées élues ou les instances européennes. L'auteur analyse cette caste comme résultant de plusieurs logiques entretissées et l'épingle avec brio. Sans idéaliser le peuple, qui n'est ni fondamentalement bon ni définitivement mauvais, il montre comment les classes populaires sont évacuées du débat politique par ceux qui prétendent agir pour leur bien. Par exemple, alors qu'ils représentent 23 % de la population, les ouvriers ne comptent que 2 élus sur 577 à l'Assemblée nationale. L'aspect le plus intéressant de l'ouvrage concerne le nouvel épouvantail brandi par les élites : le populisme. A présent que la lutte contre le communisme a perdu de son pouvoir mobilisateur, il fallait trouver un nouveau spectre moderne pour hanter l'Europe... L'accusation de populisme, qui cherche à discréditer d'une même phrase M. Jean-Luc Mélenchon et M^{me} Marine Le Pen, révèle, selon Dion, un « racisme de classe ».

AURÉLIEN BERNIER

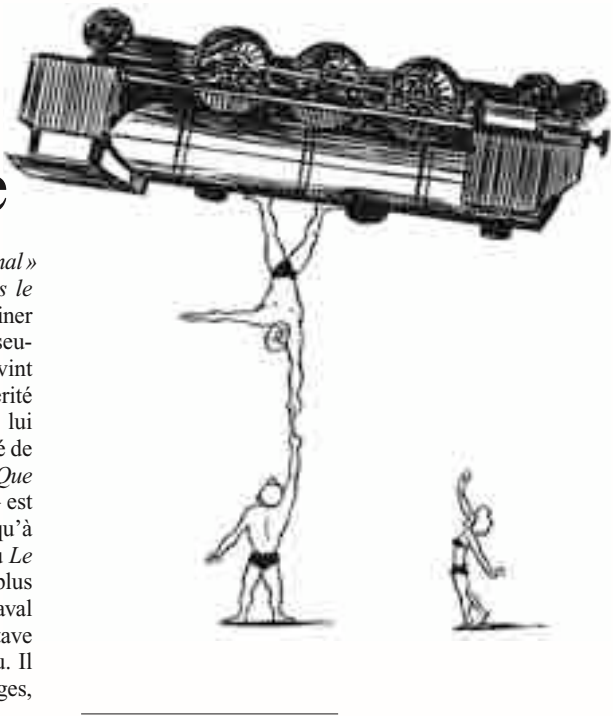
DESSIN

Le rire
du misanthrope

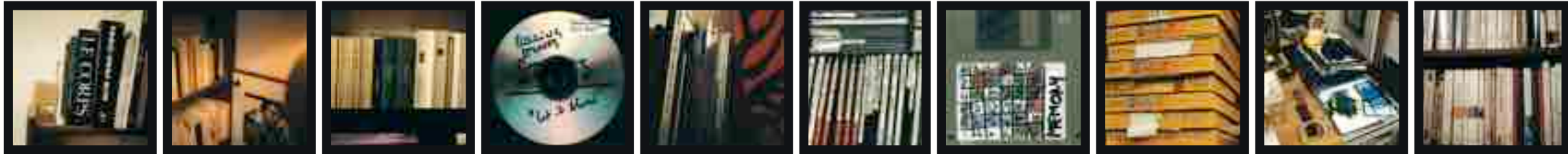
« VOITURE banalisée arrêtée par un platane banal » ou « Professeur de géographie perdu dans le désert » : voilà des situations qu'aimait dessiner Yvan Le Louarn (1915-1968). Il choisit comme pseudonyme Cheval, en hommage au facteur, mais devint Chaval (1) à la suite d'une erreur typographique. Hérité de sa formation de graveur, son style minimaliste lui permettait de mettre à nu en quelques traits l'absurdité de la condition humaine. Ce misanthrope peu rigolard – « Que faites-vous toute la journée ? – Je m'emmerde (2) » – est célébré et publié tout au long des années 1950, et jusqu'à son suicide en 1968, dans *Paris-Match*, *Le Figaro* ou *Le Nouvel Observateur*. Il excelle aussi dans des revues plus expérimentales comme *Bizarre*. Parallèlement, Chaval illustre le *Dictionnaire des idées reçues*, de Gustave Flaubert, ou *Pierrot mon ami*, de Raymond Queneau. Il s'essaie même au cinéma avec des (très) courts-métrages, dont le fameux *Les oiseaux sont des cons*.

En parcourant ce recueil de plus de deux cents dessins, dont certains inédits, on a le sentiment de se retrouver dans une pièce de Samuel Beckett et d'attendre Godot...

BORIS SÉMENIAKO.



- (1) Chaval, *Monsieur le chien, je présume ?*, Les Cahiers dessinés, Paris, 2015, 208 pages, 19 euros. Ses dessins figurent avec ceux d'autres artistes dans l'exposition « Les Cahiers dessinés », à la Halle Saint-Pierre à Paris, jusqu'au 14 août 2015.
- (2) Cité par Frédéric Pajak dans l'avant-propos de Chaval, *Les hommes sont des cons*, Les Cahiers dessinés, 2013.



GÉOPOLITIQUE
LA LANGUE FRANÇAISE: UNE ARME D'ÉQUILIBRE DE LA MONDIALISATION. – Yves Montenay et Damien Soupарт <i>Les Belles Lettres, Paris, 2015, 350 pages, 25 euros.</i> Spécialistes de géopolitique, Yves Montenay et Damien Soupарт abordent la question de la francophonie sous un angle nouveau : pourquoi, malgré un passé glorieux, faut-il déployer autant d'efforts pour maintenir le rôle et l'influence de la langue française? Parmi les multiples facteurs passés en revue, l'un des plus destructeurs est la méconnaissance de la véritable guerre linguistique qui se déroule depuis des décennies dans le monde. Les puissances anglo-saxonnes, mais aussi la Chine, ont parfaitement compris le rôle de la langue dans la compétition économique. « <i>Opposer francophonie et libéralisme</i> » constitue, selon les auteurs, une erreur tactique, car cela divise inutilement les forces. Ils incitent à une stratégie qui placerait les Etats, notamment la France, devant leurs responsabilités et ferait des entreprises des alliées. Parmi leurs propositions : Paris doit diminuer sa contribution financière à l'Alliance atlantique, où le français est bafoué en violation de son statut de langue officielle. CHRISTIAN LAPEYROUX
ÉCOLOGIE
COMMENT RÉCONCILIER AGRICULTURE ET LITTORAL? – Sous la direction de Chantal Gascuel, Laurent Ruiz et Françoise Vertès <i>Quae, Versailles, 2015, 151 pages, 24 euros.</i> L'échouage d'algues vertes sur les plages du Trégor, dont une baie est ici plus particulièrement étudiée, illustre l'impact négatif des effluents d'élevages ou de cultures sur d'autres activités socio-économiques du littoral. Si le lien entre les émissions d'azote et la dégradation des écosystèmes littoraux est établi, les transitions vers des pratiques agro-écologiques susceptibles de restaurer la qualité de l'eau sont en débat au niveau des bassins versants connectés au littoral. L'évolution des nitrates dans les nappes d'eau suit une temporalité décennale. L'adoption de stratégies agroenvironnementales se heurte donc à un pas de temps écologique bien supérieur à celui des échéances politiques, ce qui inhibe l'engagement des décideurs dans une action publique de long terme. En outre, l'évolution des systèmes d'élevage, principaux pourvoyeurs de nitrates, nécessite de mobiliser une pluralité d'acteurs, des porteurs d'intérêts agricoles ou touristiques jusqu'aux administrateurs du territoire. ANDRÉ PRIOU
ARTS
LE CORBUSIER. Une froide vision du monde. – Marc Perelman <i>Michalon, Paris, 2015, 250 pages, 19 euros.</i> Cet ouvrage ne s'adresse pas qu'aux professionnels de l'urbanisme et de l'architecture, mais à tous ceux qui s'intéressent de manière critique au cadre de vie urbain. Le Corbusier a été adulé par la plupart de ceux qui ont traité de son œuvre, architectes, historiens et critiques, tant pour ses réalisations que pour ses projets ou ses écrits. Marc Perelman, architecte de formation et professeur d'esthétique, montre l'unité profonde qui lie l'ensemble. Cette unité reste placée sous le signe de l'ordre spatial capitaliste dans ce qu'il a de plus autoritaire, voire totalitaire – ce qui conduisit Le Corbusier à pactiser avec le fascisme et le régime de Vichy. « <i>Je n'ai jamais fait de politique</i> », proclamait pourtant celui qui affirmait le caractère socialement neutre de son métier. Perelman s'emploie à déconstruire ce postulat à partir d'une argumentation rigoureuse et de documents d'archives tirés de l'oubli. Il mène ce réquisitoire avec une verve polémique souvent réjouissante. JEAN-PIERRE GARNIER
CINÉMA
On est vivants de Carmen Castillo <i>100 minutes, en salles le 29 avril 2015</i> Compagne de Miguel Enriquez, dirigeant du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) abattu en 1974 dans le Chili du général Pinochet, Carmen Castillo s'est depuis lors installée en France. Cette historienne de formation n'a jamais cessé d'évoquer les combats pour la liberté à travers des documentaires tels que <i>La Flaca Alejandra</i> (1993) ou <i>Rue Santa Fé</i> (2007). A la mort en 2010 de Daniel Bensaïd, théoricien de la Ligue communiste révolutionnaire, la réalisatrice franco-chilienne reprend la route pour filmer et questionner les luttes contemporaines. L'occasion d'un travail d'introspection militant, non dénué d'autocritique. Les extraits des textes de Bensaïd, grand styliste et spécialiste de Walter Benjamin, nous rappellent qu'on ne peut penser seul, que toute idée se doit d'être mise à l'épreuve du collectif. Des sans-papiers de Paris aux sans-terre du Brésil en passant par les zapatistes du Chiapas, les syndicalistes de Saint-Nazaire ou les guerriers de l'eau boliviens, ce parcours émouvant et stimulant restitue les histoires de ces « <i>inconnus indispensables</i> » qui « <i>résistent à l'irrésistible</i> ». CARLOS PARDO

SANTÉ

L'agrobusiness, tueur en série

« **P**RODUIRE toujours plus, toujours moins cher, avec toujours moins d'agriculteurs » : Aurélie Trouvé (1) résume ainsi la logique de l'agriculture productiviste. Dans son dernier livre, la coprésidente de l'association Attac, ingénieure agronome, montre avec clarté comment, sous couvert d'une modernité censée améliorer les conditions de travail et les revenus des agriculteurs, les politiques favorisant l'agro-industrie s'avèrent au contraire destructrices d'emplois et représentent une menace pour leur santé. L'environnement n'est pas épargné : l'eau, les sols et les paysages ont été fortement dégradés.

La mainmise d'une poignée de multinationales sur les ressources agricoles ne cesse de s'étendre. Elles contrôlent les semences, le négoce des matières premières et la plupart des filières de production. Les consommateurs français savent-ils, par exemple, que la majorité du poulet qu'ils consomment provient du Brésil, où il est nourri de maïs et de soja génétiquement modifiés ? Connaissent-ils la condition des agriculteurs, alors que l'un d'entre eux se suicide tous les deux jours en France, soit un taux de 50 % plus élevé que dans les autres professions ? Le traité de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Europe, actuellement en négociation, conduirait à une harmonisation vers le bas des réglementations et favoriserait la pénétration des multinationales sur des marchés toujours plus vastes (2). Avec ce traité, la sélection et l'utilisation de leurs propres semences deviendraient pour les agriculteurs de plus en plus difficiles et les exposeraient à de lourdes amendes. Ils seraient alors toujours plus dépendants des semences brevetées, notamment celles de Monsanto, qui œuvre depuis longtemps à cette fin.

Lorsque ce genre de dénonciation parvient à retentir dans l'espace public, les voix remettant en question l'autorégulation accordée aux multinationales, qui leur permet d'échapper à des réglementations contraignantes, restent encore largement minoritaires. Et ce, malgré les nombreux témoignages d'anciens dirigeants mettant en évidence l'incapacité de ces entreprises à se réformer, comme ceux collectés par le journaliste Michael Moss (3). L'industrie agroalimentaire sait exclure sans faiblir ses membres enclins à des politiques moins agressives. Elle consacre des millions de dollars à

trouver la combinaison idéale en graisses, sel et sucre apte à séduire le plus grand nombre de consommateurs et à conquérir davantage de parts de marché – dans le milieu, on parle de « parts d'estomac » ! Grâce à ces matières premières productrices de fortes marges, elle réalise des profits surabondants.

Au mépris des recommandations sanitaires les plus élémentaires, cette industrie persiste à défendre la mise sur le marché de produits hautement transformés, comme le montre l'ouvrage pluridisciplinaire *Sick Societies* (4). Les auteurs soulignent la responsabilité des multinationales dans la dégradation des régimes simples et traditionnels, remplacés par ces aliments qui représentent les trois quarts des ventes de nourriture au niveau mondial. Conséquences : les maladies cardio-vasculaires et respiratoires, certains types de cancer et le diabète de type 2 ont causé trente-cinq millions de décès dans le monde en 2010, dont 80 % dits prématurés, car touchant des personnes de moins de 70 ans. Les quatre cinquièmes de ces décès prématurés concernent les pays à bas ou moyens revenus. Ce chiffre aura triplé en 2030 si les tendances actuelles se confirment, alors que la moitié de ces morts pourraient être évitées grâce à l'accès à des médicaments essentiels et à une réduction du tabac, mais aussi à la diminution de la consommation d'aliments riches en sucre, graisses et sel. Après avoir constaté l'échec de vingt ans de recherche et d'actions en santé publique, les auteurs concluent que le problème n'est pas technique ni scientifique, mais bien politique. Tout comme les industriels, les chercheurs et professionnels de santé doivent apprendre à s'organiser politiquement.

PAUL SCHEFFER.

- (1) Aurélie Trouvé, *Le business est dans le pré. Les dérives de l'agro-industrie*, Fayard, Paris, 2015, 220 pages, 18 euros.
- (2) Lire Lori Wallach, « Le traité transatlantique, un typhon qui menace les Européens », *Le Monde diplomatique*, novembre 2013.
- (3) Michael Moss, *Sucre, sel et matières grasses. Comment les industriels nous rendent accros*, Calmann-Lévy, Paris, 2014, 368 pages, 19,90 euros.
- (4) David Stuckler et Karen Siegel (sous la dir. de), *Sick Societies : Responding to the Global Challenge of Chronic Disease*, Oxford University Press, 2011, 376 pages, 39,99 livres sterling.

THÉÂTRE

Comédiens dans le bruit du monde

ON interroge souvent les relations entre scène théâtrale et scène politique en se penchant sur les politiques culturelles, mais plus rarement sur les nouvelles formes artistiques qu'elles produisent. Prolongeant la réflexion de Gérard Noiriel sur la fonction du théâtre dans les sociétés contemporaines (1), le Groupe de recherche en histoire intellectuelle contemporaine (GRHIC) avait organisé en 2011 un colloque sur ce thème. Il livre ici les analyses des chercheurs suisses et français qui y ont participé (2).

A partir d'études qui rendent compte de l'histoire des politiques culturelles en France et en Suisse du Second Empire à aujourd'hui, et du rôle social majeur du théâtre au XX^e siècle, les auteurs s'intéressent à la définition même d'un théâtre politique. Comment cette notion a-t-elle évolué ? Quelles en sont les expériences les plus marquantes ? Des témoignages restituent des expériences aussi bien institutionnelles qu'alternatives, notamment dans le cadre de conflits sociaux qu'elles viennent éclairer en mobilisant plusieurs formes d'intervention et en libérant la parole. Ainsi, en France, le théâtre d'agit-prop du groupe Octobre dans les années 1930, ou celui des Faux-Nez en Suisse romande...

Si l'ensemble des contributions perd parfois son fil d'Ariane, elles donnent des outils pour la construction d'un théâtre qui mette au jour les contradictions des êtres et des sociétés. A cet égard, on relèvera l'étude de Julie Champrenault, « Une politique théâtrale pour l'Algérie coloniale (1946-1962) ? », qui interroge l'angle mort de la politique de décentralisation dramatique : elle sera appliquée à la France à partir de 1946, mais non au territoire algérien. Ou encore le propos d'Antoine de Baecque, « L'Odéon et la révolution », qui analyse les effets de la vague contestataire de Mai 1968 lorsqu'elle déferle sur le Festival d'Avignon, puis sur le Théâtre de l'Odéon à Paris.

Le même Antoine de Baecque conduit un entretien (3) avec Lucien Attoun, figure emblématique des écritures d'un théâtre contemporain auquel il s'est consacré depuis les années 1960. Si l'ouvrage fait parfois la part trop belle à l'anecdote, l'aventure qu'il conte est d'importance. Chroniqueur sur France Culture, Attoun fonde en 1971, avec son épouse Micheline, Théâtre Ouvert, d'abord au Festival d'Avignon, puis à Paris, cité Véron,

de 1981 à fin 2013. Il se consacre à la découverte des auteurs vivants et met en place une structure originale qui défriche plusieurs centaines de manuscrits chaque année. Il invente la « mise en espace » des textes, interprétés par des comédiens avant d'être mis en scène : une esthétique dépeuillée qui va durablement marquer la scène française.

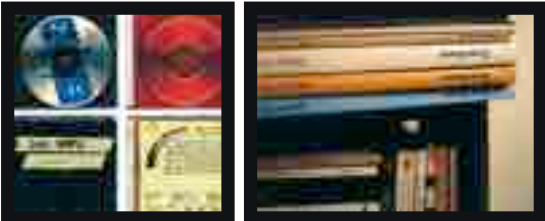
Promu centre dramatique national de création en 1988, Théâtre Ouvert met en place en 2005 une Ecole pratique des auteurs de théâtre : un auteur en résidence vient travailler directement son texte avec des comédiens. Afin d'en arriver à redonner ainsi une place centrale à l'auteur dans le processus de création, et à faire entendre Jean-Claude Grumberg, Michel Vinaver, Bernard-Marie Koltès, Jean-Luc Lagarde ou Laurent Gaudé, Attoun a dû faire le forcing, car le théâtre public était principalement axé sur l'exploration des classiques.

Ce sont toutes les formes de la représentation scénique que Patrice Pavis explore dans son dictionnaire (4), en complément à celui, de référence, qu'il avait élaboré en 1980. « Fleur », « Goût », « Pli », « Trace » : certaines des trois cent cinquante entrées peuvent surprendre. Mais Pavis, qui étend sa réflexion à toutes sortes de spectacles et aux arts plastiques, et dont la pensée se nourrit de philosophie, incite à l'accompagner avec joie sur ses chemins de traverse et dans ses associations d'idées, toujours stimulantes. D'autant que les formes de la représentation ont considérablement changé depuis les années 1990. Une mutation économique, philosophique et esthétique de l'activité théâtrale a donné naissance à la performance. Ce qui pose à nouveau des questions politiques...

MARINA DA SILVA.

- (1) Gérard Noiriel, *Histoire, théâtre et politique*, Agone, coll. « Contre-feux », Marseille, 2009, 192 pages, 15 euros.
- (2) Alain Clavien, Claude Hauser et François Vallotton (sous la dir. de), *Théâtre et scènes politiques. Histoire du spectacle en Suisse et en France aux XIX^e et XX^e siècles*, Antipodes, Lausanne, 2014, 291 pages, 29 euros.
- (3) Lucien Attoun et Antoine de Baecque (avec la collaboration de Claire Lintignat), *Pour un théâtre contemporain*, Actes Sud, Arles, 2014, 304 pages, 22,80 euros.
- (4) Patrice Pavis, *Dictionnaire de la performance et du théâtre contemporain*, Armand Colin, Paris, 2014, 300 pages, 29 euros.

DANS LES REVUES
❑ THE NATION. Un numéro de deux cent soixante-dix pages publié à l'occasion du 150^e anniversaire de l'hebdomadaire permet de relire ses plus grandes signatures et d'aborder l'actualité américaine et internationale. (Avril, hors-série, 10,99 dollars. – 33, Irving Place, New York, NY 10003, Etats-Unis.) ❑ NEW LEFT REVIEW. Une fascinante analyse lexicale des rapports de la Banque mondiale, de sa création à nos jours, montre le déclin des référents concrets, des Etats et des verbes actifs, et la montée en puissance de la finance, des acronymes et de la « gouvernance ». (N° 92, mars-avril, bimestriel, 10 euros. – 6 Meard Street, WIG OEG, Londres, Royaume-Uni.) ❑ SURVIVAL. Faut-il forcer les Etats à agir pour contenir le changement climatique ? Organisation de l'Etat islamique : origines, succès et limites. Les Etats-Unis en Europe : présence minimale, influence maximale ? (Vol. 57, n° 2, avril-mai, bimestriel, sur abonnement. – Routledge Journals, 4, Park Square, Abingdon, OX14 4RN, Royaume-Uni.) ❑ AFRIQUE-ASIE. La revue panafricaine consacre son dossier principal à la situation en Syrie, estimant que le régime de M. Bachar Al-Assad est loin d'être tombé et affirmant qu'il « <i>fait partie de la solution</i> ». Un entretien avec l'économiste Samir Amin sur l'altermondialisme et les liens qui subordonnent la démocratie à l'existence d'un progrès social. (Avril, mensuel, 4 euros. – 3, rue de l'Atlas, 75019 Paris.) ❑ MOYEN-ORIENT. Dossier sur le Kurdistan : entretien avec l'anthropologue Martin van Bruinessen ; analyse du chercheur Hosham Dawod sur les conséquences de l'émergence de l'Organisation de l'Etat islamique au Kurdistan irakien. A lire aussi : la militarisation croissante de la péninsule du Sinaï. (N° 26, avril-juin, bimestriel, 10,95 euros. – 91, rue Saint-Honoré, 75001 Paris.) ❑ GLOBAL ASIA. Un intéressant dossier sur la gestion de l'eau en Asie : les projets plurinationaux le long du Mékong, la Chine et ses « neuf dragons » (les agences officielles s'occupant de l'eau)... (Vol. 10, n° 1, printemps, trimestriel, 15000 wons. – East Asia Foundation, 4th Fl, 59 Singyo-dong, Jongno-gu, Séoul, Corée 110-032.) ❑ INTERNATIONAL AFFAIRS. Débat en Chine autour de la question de la défense des intérêts vitaux du pays ; les raisons pour lesquelles les Etats riches ne doivent pas laisser tomber le nucléaire ; le Royaume-Uni et le référendum sur l'Europe... (Vol. 91, n° 2, bimestriel, abonnement un an : 122 euros. – Chatham House, 10 Saint James's Square, Londres SW1Y 4LE, Royaume-Uni.) ❑ XXI. Un dossier sur « l'Inde rebelle » – terme peu approprié pour décrire l'ascension du premier ministre Narendra Modi, malgré un portrait très réussi ; en revanche, Irom Sharmila, qui lutte contre la répression au Manipur, mérite bien le qualificatif, tout comme les chanteurs Sheetal et Sachin. (N° 30, printemps, trimestriel, 15,50 euros. – 27, rue Jacob, 75006 Paris.) ❑ RECHERCHES INTERNATIONALES. Vingt ans après son accession à la démocratie, quel bilan pour l'Afrique du Sud ? Un dossier aborde les contradictions politiques, les tensions sociales, la question de l'éducation, la promotion des femmes et les enjeux fonciers. (N° 101, octobre-décembre 2014, trimestriel, 15 euros. – 6, avenue Mathurin-Moreau, 75167 Paris Cedex 19.) ❑ AFRIQUE CONTEMPORAINE. Madagascar, son modèle économique et la difficulté de la classe politique à sortir des luttes claniques. Un regard sur la diplomatie française à l'égard de la Grande Ile. (N° 251, trimestriel, 18 euros. – Agence française de développement, 5, rue Roland-Barthes, 75598 Paris, Cedex 12.) ❑ AUJOURD'HUI L'AFRIQUE. Plusieurs contributions abordent des sujets brûlants : après l'union sacrée qui a suivi les attentats de janvier en France, la liberté d'expression est remise en cause par l'autocensure ; faut-il avoir peur du djihad ? A signaler également, une étude consacrée au dépérissement des Etats en Afrique. (N° 135, mars, trimestriel, 7 euros. – BP 22, 95121 Ermont Cedex.) ❑ POLITIQUE AFRICAINE. Le trimestriel se penche sur l'appartenance à une communauté africaine transnationale : la <i>blackness</i> (« négritude »), notion loin d'être cohérente et unitaire. Les auteurs montrent qu'elle permet de mettre en lumière « <i>une forme de revanche ou de contestation de la subordination</i> ». (N° 136, décembre 2014, trimestriel, 19 euros. – Karthala, Paris.) ❑ CRITIQUE INTERNATIONALE. Dossier « Communismes et circulations transnationales ». Comment les emprunts soviétiques à l'Ouest en matière de télécommunications ont retardé le progrès technologique à l'Est. Les communistes allemands en exil à l'Ouest pendant la seconde guerre mondiale. (N° 66, janvier-mars, trimestriel, 22 euros. – Presses de Sciences Po, Paris.) ❑ ACTES DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES. La culture entre rationalisation et mondialisation. Une enquête sur le marché-festival de Cannes comme fabrique française d'un universel cinématographique ; une autre sur les transformations des politiques culturelles dans le monde au cours des années 1980. (N° 206-207, juin, trimestriel, 20,30 euros. – Seuil, Paris.)



DANS LES REVUES

❑ **REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE.** Une étude transversale documente le rejet croissant du libéralisme économique au sein des populations européennes depuis 1990. Comment le clivage public-privé survit-il au tournant managérial en Allemagne, en France, au Royaume-Uni et en Suède? (N° 56, vol. 1, janvier-mars, trimestriel, 25 euros. – Presses de Sciences Po, Paris.)

❑ **ANNALES.** Un premier dossier réunissant des contributions à propos du livre de Thomas Piketty *Le Capital au XXI^e siècle* se conclut sur une intervention de l'auteur. Un second ensemble est consacré aux liens entre la recherche en histoire et l'enseignement scolaire de cette discipline. (Vol. 7, n° 1, janvier-mars, trimestriel, sur abonnement. – École des hautes études en sciences sociales, Paris.)

❑ **POLITIX.** Quels liens entre sexualité et politique? L'emprise des autorités sur le corps des femmes: par le contrôle policier de la prostitution sous le Directoire hier, par la prise en charge médicale des avortantes aujourd'hui. Des maïostes népalais prônent un «féminisme martial» associant liberté sexuelle et préservation de la révolution. (N° 107, février-avril, trimestriel, 65 euros par an. – 17, rue de la Sorbonne, 75231 Paris Cedex.)

❑ **SAVOIR/AGIR.** Quel rôle les classes populaires jouent-elles dans la démocratie représentative? Celui d'«absentes de la scène électorale». Vivre et travailler avec Pierre Bourdieu, par Patrick Champagne. La rhétorique réactionnaire et les attentats de janvier dernier à Paris. (N° 31, mars, trimestriel, 10 euros. – Éditions du Croquant, 73340 Bellecombe-en-Bauges.)

❑ **AGONE.** Porte-parole, militants et mobilisation. Comment tenir la ligne de crête permettant d'échapper à l'alternative entre inefficacité et bureaucratisation de l'action syndicale? A noter, une contribution originale sur le mouvement des «bonnets rouges». (N° 56, quadrimestriel, 20 euros. – BP 70072, 13192 Marseille Cedex 20.)

❑ **ETUDES.** Un article relève la coloration de plus en plus religieuse du conflit israélo-palestinien, avec ce que cela comporte comme risque d'aggravation des tensions mais aussi comme espoir d'une voie de sortie induite par la sagesse du judaïsme et de l'islam. (N° 4215, avril, mensuel, 12 euros, abonnement annuel: 104 euros. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

❑ **VACARME.** Dans un numéro consacré au thème «La race n'existe pas mais elle tue», la porte-parole des Indigènes de la République précise que son objectif est de diviser la gauche et insiste sur la conversion à l'islam des conjoints d'un mariage mixte... (N° 71, printemps, trimestriel, 12 euros. – 124, avenue de Flandre, 75019 Paris.)

❑ **REVUE DES DEUX MONDES.** Réquisitoire de Régis Debray contre Voltaire. A la différence de Rousseau, celui-ci n'aurait jamais appuyé la Révolution, qui s'est également réclamée de lui: «Il n'aurait rien compris à Valmy, Il n'aurait rien compris au drapeau tricolore. Il n'aurait rien compris au peuple.» Également un dossier sur la Turquie. (Avril, mensuel, 15 euros. – 97, rue de Lille, 75007 Paris.)

❑ **CRITIQUE.** A l'occasion de la parution du deuxième volume de ses œuvres dans la Bibliothèque de la Pléiade et de l'exposition qui lui est consacrée au Centre Pompidou-Metz, un dossier centré sur Michel Leiris examine notamment ses écrits taurins. (N° 815, avril, mensuel, 11,50 euros. – 7, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris.)

❑ **REPORTERRE.** Le quotidien de l'écologie en ligne consacre son premier numéro mensuel sur papier à l'agriculture et au «*maître caché*» que serait la société Avril-Sofiprotéol, l'un des opérateurs les plus puissants de l'agro-industrie en France. (N° 1, avril, mensuel, 4 euros. – La Pile, 60, rue des Vignoles, 75020 Paris.)

❑ **N'AUTRE ÉCOLE.** La revue de la CNT éducation consacre un dossier à la lecture, «*l'arme des combattants de l'émancipation*», avec la conviction que la place des livres dans l'enseignement détermine en grande partie le rapport au savoir et les désirs de lecture ultérieurs. (N° 39, printemps, trimestriel, 4 euros. – CNT-FTE, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.)

❑ **MÉDIACRITIQUE(S).** Dossier «Médias et classes populaires»: retour sur la grève de cheminots de juin 2014; la couverture médiatique des banlieues comme miroir des transformations du journalisme; un média populaire est-il possible? (N° 15, avril-juin, trimestriel, 4 euros. – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris.)

❑ **SIÈCLE 21.** Un ensemble sur la littérature italienne contemporaine (Marco Lodoli, Ascanio Celestini...) et sur la «province» selon les écrivains, notamment turcs. Un extrait des *Lettres d'Alep*, du Syrien Niroz Malik. Illustrations par Charles Méryon. (N° 26, printemps-été, semestriel, 17 euros. – 2, rue Emile-Deutsch-de-la-Meurthe, 75014 Paris.)

❑ **LE MONDE LIBERTAIRE.** Un dossier sur les religions comprend un entretien avec Norman Baillargeon, «*mécréant humaniste*», le récit d'un kiosquier, une réflexion sur l'islam et les libertaires, une autre sur les femmes et la religion. (Avril-mai, hors-série, 5 euros. – 145, rue Amelot, 75011 Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : www.monde-diplomatique.fr/revues

FICTION

Guérilla littéraire

Mettre en échec la logique médiatique, accompagner les luttes altermondialistes, échafauder de nouveaux grands récits pour remplacer les mythes «toxiques» du capitalisme contemporain : la démarche du collectif d'écrivains bolonais Wu Ming connaît un grand retentissement en Italie et au-delà.

PAR LUCIE GEFFROY *

INTERNET n'en est encore qu'à ses balbutiements quand commence l'histoire du collectif d'écrivains Wu Ming, au milieu des années 1990 : l'histoire d'une déclaration de guerre, culturelle et politique. Dans ce qui était alors la capitale de la vie alternative italienne, Bologne, traditionnellement surnommée «la rouge», des étudiants en histoire et en philosophie aiguisent leurs armes en s'imprégnant de la culture des fanzines, des radios alternatives, de la scène rock et de celle des espaces culturels autogérés qu'on nomme centres sociaux. L'Italie est alors en pleine mutation; la Démocratie chrétienne agonise et une nouvelle figure politique émerge : M. Silvio Berlusconi.

Les futurs Wu Ming passent à l'action en 1994 en lançant l'étonnant Luther Blissett Project (1), un réseau d'une centaine d'artistes éparpillés en Europe, prévu pour durer cinq ans. Son objectif? Dénoncer l'«imposture médiatique» en rendant célèbres des artistes imaginaires et en mettant en scène de vastes canulars; canulars dont l'un des plus impressionnants consista, en Italie, à inventer un rite satanique à base de messes noires censées se dérouler dans les sous-bois dépeuplés de Viterbe, dans la région du Latium. De faux communiqués sont envoyés à des rédactions, qui relaient l'information sans la vérifier. L'extrait vidéo d'un prétendu viol en réunion est même diffusé sur la chaîne Italia 1 avant que Luther Blissett ne révèle la supercherie.

En 1999, quatre membres de la branche bolonaise du Luther Blissett Project, convaincus qu'il importe «de raconter au monde une grande histoire, de créer une légende, de donner naissance à un nouveau type de héros populaire (2)», signent un roman historique, *L'Œil de Carafa*, qui connaît un grand succès en librairie (3). Vendu à plus de trois cent soixante mille exemplaires dans un pays où, avec cinq mille exemplaires, on frôle le best-seller, il est traduit dans une dizaine de langues. Il conte le voyage à travers l'Europe, au cours de la première moitié du XVI^e siècle, d'un capitaine anabaptiste qui participe, entre autres épopées, à la guerre des Paysans aux côtés de Thomas Müntzer (4). Au lendemain de ce succès inattendu, le collectif se suicide symboliquement. Il abandonne le pseudonyme Luther Blissett, s'étoffe d'un cinquième membre et devient Wu Ming. En mandarin, l'expression signifie «cinq noms» ou «sans nom», selon la façon dont on la prononce.

Par ce choix, le collectif refuse la sacralisation de la figure de l'écrivain, génie solitaire, et affiche la conviction que tout livre est le résultat d'une œuvre collective – quand bien même chacun peut travailler en solo, signant alors Wu Ming 1 ou 2 (5)... Même si ses membres n'apparaissent jamais à la télévision et ne se laissent pas photographier, la dissimulation n'est chez eux ni une posture ni une obsession, et ils ne refusent pas de rencontrer leurs lecteurs.

Centré sur la littérature, le projet de Wu Ming entend répondre à une urgence : contrecarrer l'hégémonie culturelle et réinvestir le champ de l'imaginaire confisqué par la droite, berlusconienne ou autre. Il s'agit donc, en ce sens, de recréer tout un univers. Qu'ils soient écrits à dix mains ou en solo, la plupart de ses livres mêlent fresque historique et roman policier, érudition et pop culture. Avec des influences aussi diverses qu'Alexandre Dumas, James Ellroy, Sergio Leone, Philip K. Dick, Pier Paolo Pasolini, Italo Calvino ou encore Don DeLillo, au service d'une volonté têtue de remettre en question l'histoire telle qu'elle est racontée par les puissants.

Se déroulant sur toute l'année 1954, le roman *54* (Einaudi, 2002) montre par exemple que «l'après-guerre» fut une période on ne peut plus belliqueuse, au cours de laquelle le monde s'est fracturé en deux blocs. *Manituana* relate la naissance de la nation américaine du point de vue des vaincus : les Iroquois. Dans *Point Lenana* (Einaudi, 2013), Wu Ming 1 souligne l'incapacité de l'Italie à se confronter à son

GIORGIO DE CHIRICO.
– « Spettacolo misterioso »
(Spectacle mystérieux), 1971



ADAGP - GALLERIA NAZIONALE D'ARTE MODERNA, ROME.
PHOTO : STEFANO BALDINI - BRIDGEMAN IMAGES

passé colonial à travers le récit de l'ascension du mont Kenya par trois Italiens pendant la seconde guerre mondiale. Wu Ming privilégie les seconds rôles, posant sur le monde un regard proche de celui de l'historien Carlo Ginzburg, où les microhistoires et la vie quotidienne sont aussi sinon plus importantes que l'histoire institutionnelle. Il déploie dans la fiction le point de vue de Howard Zinn, l'auteur d'*Une histoire populaire des États-Unis* (Agone, 2002), désireux de rendre leur histoire aux oubliés. Plus largement, le collectif revendique l'élaboration de nouveaux récits ou de nouveaux mythes pour remplacer ceux, «toxiques», qui ont cours.

Très critiques de la politique italienne, ses membres interviennent souvent dans le débat public. Pour le G8 de Gênes, en 2001, ils avaient fait circuler des textes – «*Sur nos étendards est écrit "dignité"*». Désormais, c'est à travers leur blog, Giap, et leur compte Twitter (plus de quarante-cinq mille abonnés) qu'ils agissent. En novembre 2014, ils ont par exemple lancé le mot-clé #Renziscappa («Renzi s'enfuit»), accompagné d'une carte interactive qui pointait toutes les manifestations ou rencontres officielles que le président du conseil avait fui par peur de la vindicte populaire. Pour eux, M. Matteo Renzi (6), comme M. Beppe Grillo, le président du Mouvement 5 étoiles, ou M. Berlusconi, ne fait que réactiver le mythe de «l'homme dont la nation a besoin». «*L'imaginaire politique de Renzi est un pot pourri de modernisme ostentatoire, d'anglicismes, de jeunisme et de slogans publicitaires*, nous explique le collectif (7). *C'est un fumigène qui sert à cacher son programme réel : celui que la "troïka" a prescrit à l'Italie en 2011 et qu'il applique à la lettre. La recette est vieille de trente ans : coupes dans les budgets sociaux, privatisations, démantèlement des droits des travailleurs. Le pire, c'est que personne n'a jamais voté pour ce programme. C'est cela, l'Italie de 2015 : une post-démocratie néolibérale.*»

C E DISCOURS radical et ce projet contre-culturel rencontrent une popularité qui ne se dément pas : en un an, le dernier roman de Wu Ming, *L'Armata dei sonnambuli* («L'Armée des sonnambules») (8), s'est déjà écoulé à plus de quarante-six mille exemplaires. Le collectif n'a guère d'équivalent de ce côté-ci des Alpes, où contre-culture et militantisme politique sont des sphères plus étanches qu'en Italie. C'est peut-être pour cette raison que ses livres y connaissent un succès bien moindre – *L'Œil de Carafa* a été un tel fiasco que le Seuil a dû l'envoyer au pilon. Désormais édités chez Métailié (9), ils se vendent mieux, mais dépassent rarement les trois mille exemplaires. Anne-Marie Métailié a dû renoncer à *L'Armée des sonnambules* : avec huit cents pages, le seul coût de la traduction représente déjà une certaine somme...

Wu Ming vient d'achever ce qu'il a appelé son «*Revolution touR*» : une année de rencontres avec ses lecteurs, dans toute l'Italie, pour présenter ce roman qui a nécessité plus de cinq ans de travail. *L'Armée des sonnambules* offre une lecture inhabituelle de la Révolution française : tout y est raconté du point de vue des femmes et avec les mots du peuple. Embrassant la Terreur, il déroule les aventures épiques de «grands» de l'histoire : Marie Nozière, couturière du faubourg Saint-Antoine; Claire Lacombe, actrice féministe; Scaramouche, comédien italien tombé en disgrâce, ou encore Orphée d'Amblanc, médecin expert en hypnose. Annoncé comme leur dernier roman historique collectif, il représente selon ses auteurs le «point d'arrivée» de leur long parcours littéraire et militant, dont l'un des fils rouges est la révolution. Car, depuis *L'Œil de Carafa*, «le sujet de la révolution, de sa possibilité et des moyens de survivre à la contre-révolution (10)» traverse tous leurs livres.

Les «sonnambules» de cette armée ne sont pas seulement les victimes d'un complot ourdi par un mystérieux médecin, ou la bande fasciste avant la lettre qui veut défaire le gouvernement révolutionnaire. «*Les correspondances entre la chute de l'Ancien Régime et les difficultés dans lesquelles se débattent les fragiles démocraties européennes, étranglées par la récession et l'avancée du populisme – considéré par les élites avec le même dédain que celui de l'aristocratie pour les sans-culottes – sont assez évidentes*», commentait un critique italien (11). D'autres ont lu dans la description du mécanisme du «magnétisme de masse» une critique à peine déguisée du grillinisme. «*Les sonnambules sont ceux qui se rangent derrière les joueurs de pipeau, en se laissant impressionner par leur charisme. Or il y a des gens qui suivent Beppe Grillo, quelle que soit la musique qui sort de son pipeau*», confirme l'un des auteurs (12).

S E PLAISANT à être là où on ne l'attend pas, le collectif continue sur une voie imprévue : il vient de publier un livre pour enfants, *Cantalamappa*, décrit sur son site comme un «*atlas bizarre*» pour «*les subversifs et subversives âgé(e)s de 8 à 108 ans*». Mais Wu Ming ne se contente pas de mener sa guérilla en proposant des mythes à partager. Son blog (quatre-vingt-dix mille visites par mois) est une sorte de grand forum où chaque œuvre, texte ou initiative est enrichi et prolongé par des internautes ou des collaborateurs. Il encourage activement ces réappropriations. Tous ses livres sont édités sous un contrat de licence libre (copyleft), qui, prenant le contre-pied de la vision classique de la propriété intellectuelle (copyright), autorise la reproduction totale ou partielle d'une œuvre, avec la possibilité de la télécharger gratuitement, à condition que cela soit à des fins non commerciales. Le groupe est convaincu que plus une œuvre circule, plus elle se vend. Aujourd'hui, pratiquement toutes ses productions sont disponibles en version électronique sur son site. Les internautes sont expressément invités à s'en emparer, à s'en inspirer, voire à les plagier...

En outre, les livres donnent lieu à de plus en plus de déclinaisons multimédias, avec par exemple la possibilité de télécharger des compositions sonores créées à partir des romans. Le collectif a d'ailleurs étendu le champ de ses opérations à la musique, sous le nom de Wu Ming Contingent, et a sorti un disque en même temps que *L'Armée des sonnambules*. Comme le revendique son site, Wu Ming est décidément «un peu plus que ce que l'on attend d'un groupe de romanciers».

(1) Luther Blissett est le nom d'un footballeur anglais d'origine jamaïcaine qui joua en 1983 sous les couleurs du Milan AC et devint célèbre pour sa propension à l'échec.

(2) Wu Ming Foundation, www.wumingfoundation.com

(3) Luther Blissett, *L'Œil de Carafa*, Seuil, Paris, 2001.

(4) Thomas Müntzer (1489-1525), prêtre itinérant et partisan de la Réforme, souleva les paysans en Allemagne.

(5) Wu Ming 1 : Roberto Bui; Wu Ming 2 : Giovanni Cattabriga; Wu Ming 3 : Luca Di Meo (qui a quitté le collectif en 2008); Wu Ming 4 : Federico Guglielmi; Wu Ming 5 : Riccardo Pedrini.

(6) Lire Raffaele Laudani, «Matteo Renzi, un certain goût pour la casse», *Le Monde diplomatique*, juillet 2014.

(7) Entretien par courriel.

(8) Wu Ming, *L'Armata dei sonnambuli*, Einaudi, Turin, 2014, 808 pages.

(9) Aux éditions Métailié, Paris : Wu Ming 4, *L'Etoile du matin*, 2012; Wu Ming, *Manituana*, 2009; Wu Ming 1, *New Thing*, 2007; Wu Ming 2, *Guerre aux humains*, 2007.

(10) «"I pifferai incantano ancora". Intervista sul *Fatto Quotidiano* e altre storie, viaggi, lettura #ArmatadeiSonnambuli», 8 juillet 2014, www.wumingfoundation.com

(11) Roberto Paura, «Una rivoluzione senza rivoluzione?», *Quaderni d'altri tempi*, n° 49, Milan, 2014.

(12) «"I pifferai incantano ancora"....», *op. cit.*

Le temps des claustrophiles

PAR MONA CHOLLET

AUX Etats-Unis, M. Jay Shafer a connu la célébrité en 2007 quand l’émission télévisée d’Oprah Winfrey a popularisé son concept de *tiny house* (« maisonnette »). Il vivait alors au vert dans une habitation de neuf mètres carrés montée sur roues, bourrée d’idées ingénieuses, avec un toit à deux versants et un porche. Structure en bois clair, ébredon blanc sur le lit en mezzanine : son design sobre confèrait à son intérieur une rusticité élégante. Il avait même réussi à y caser une cheminée. En dix ans, entre son Iowa natal et la Californie, il a vécu dans trois *tiny houses* qu’il avait dessinées et construites lui-même. Après avoir cofondé en 2002 la Small House Society, il a lancé une entreprise de conception de maisons semblables à la sienne, dont les prix ne dépassent pas 30 000 dollars.

Dédramatiser les questions de logement et de propriété dans une Amérique que ses crédits immobiliers pourris étaient en train de mener à la catastrophe, promouvoir une vie plus simple, plus équilibrée et plus écologique : le concept avait tout pour séduire. M. Shafer expliquait que, à ses yeux, un espace aussi exigu représentait « *le vrai luxe* » : comme sa maison n’engloutissait pas une grande part de ses revenus et comme il ne perdait pas de temps à l’entretenir, il pouvait se concentrer sur les choses qu’il avait « *vraiment envie de faire dans la vie* » (1).

Les adeptes de la sobriété ne manquent pas d’arguments. M. Shafer souligne qu’entre 1950 et 2000, alors que la taille moyenne d’un foyer diminuait, la surface moyenne d’une habitation neuve aux Etats-Unis a plus que doublé : deux cent dix-huit mètres carrés, soit quatre fois la moyenne internationale (2). Lui-même a grandi dans une maison de trois cent soixante-dix mètres carrés qui représentait pour ses parents un signe de réussite sociale et dont certaines pièces, comme la salle à manger, n’étaient quasiment jamais utilisées. « *Nous aimons nos maisons comme nous aimons nos portions alimentaires : énormes et peu chères* », assène-t-il (3).

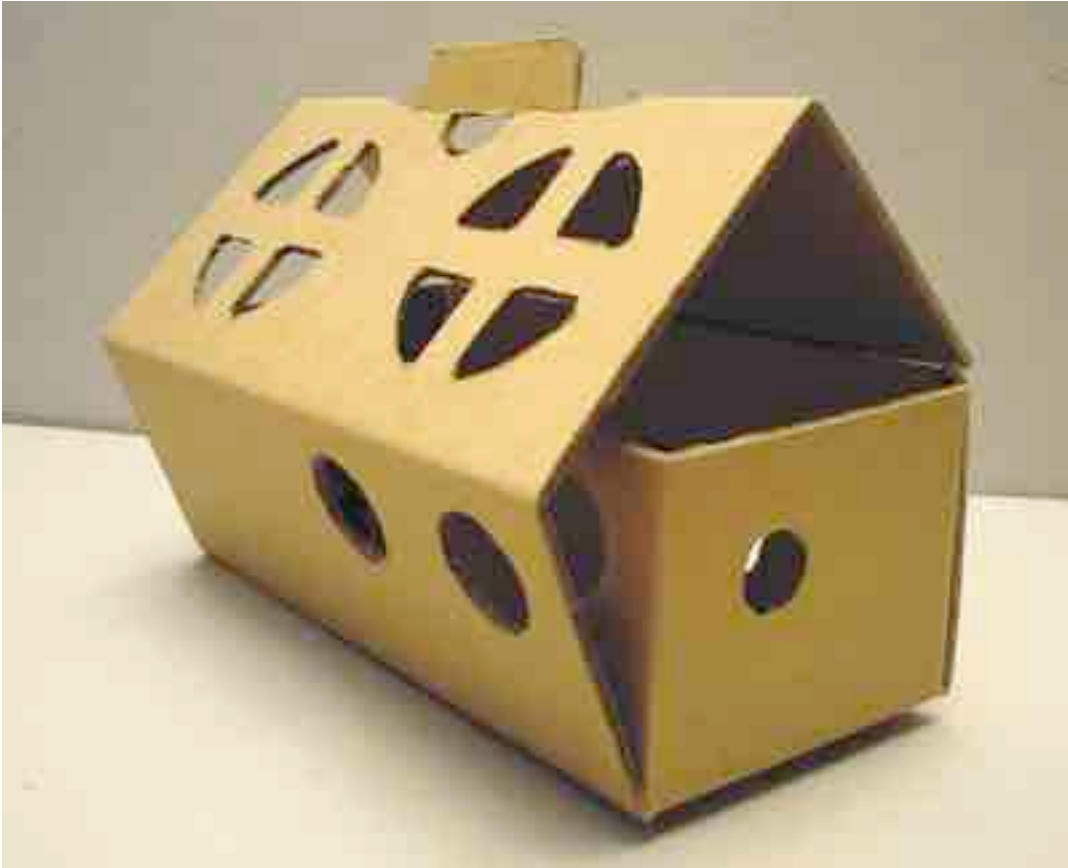
Dans de nombreux Etats américains, il existe une surface minimum légale pour les logements, ce qui oblige les propriétaires de maisonnettes à ruser : ils dotent leurs constructions de roues, même s’ils ne comptent pas les déplacer, de façon à ce qu’elles soient considérées comme des habitations temporaires et tombent sous le coup d’une réglementation différente. M. Shafer peste contre ces législations qui contribuent selon lui à maintenir un grand nombre de gens à la rue, faute de logements abordables. Certains de ses compatriotes ont d’ailleurs vu dans la *tiny house* une solution pour les sans-abri. Dans le Wisconsin, des volontaires du mouvement Occupy Madison, déclinaison locale d’Occupy Wall Street, ont achevé en

novembre 2014 la construction de neuf petites maisons en bois recyclé financées grâce à des dons. Au Texas, en Californie, dans l’Oregon, des villages semblables, regroupant des unités d’habitation individuelles autour d’une cuisine et de sanitaires communs, proposent une version en dur des « villes de tentes » des sans-abri (4). Un artiste californien a même imaginé une cahute à 100 dollars, qui évoque irrésistiblement une niche à chien (5).

M. Shafer se définit comme un « claustrophile », et quiconque a eu une cabane dans son enfance comprendra ce qu’il veut dire. Sans conteste, il y a une magie des petits espaces. Ils correspondent à l’archétype du refuge, à l’abri primitif dont les frontières se rapprochent autant que possible de celles du corps. Dans une société qui ne cesse de nous inculquer de faux besoins, on éprouve une fierté enivrante à l’idée de pouvoir se contenter de peu. En outre, la petitesse de votre logement peut lui donner une dimension ludique, aventureuse.

Il faut toutefois se méfier de la fatigue, de l’usure, des frustrations qu’un petit espace fait naître à la longue. On peut en avoir assez de devoir rentrer la tête entre les épaules pour éviter de se cogner au plafond en allant se coucher sur sa mezzanine mansardée, ou de devoir garder les coudes collés au corps en prenant sa douche. Quand on vit à deux ou plus, on peut avoir parfois envie de fermer une porte et de s’isoler une heure – et pas aux toilettes, si possible. Et s’il s’agit de loger les familles sans abri, on pourra préférer la Maison des jours meilleurs, construction préfabriquée en bois de cinquante-sept mètres carrés que l’architecte français Jean Prouvé avait conçue à la demande de l’abbé Pierre en 1956, mais dont le prototype ne fut jamais homologué.

Il ne s’en faut pas de beaucoup que le carrosse du petit espace « malin » ne redevienne la citrouille du mal-logement. En janvier 2013, alors qu’il était encore maire de New York, M. Michael Bloomberg avait annoncé la construction d’un complexe de micro-appartements – entre vingt-trois et trente-quatre mètres carrés – destinés à accueillir des couples ou des familles monoparentales. Le projet, livrable à l’automne 2015, devait réduire autant que possible le sentiment d’oppression grâce à de grandes fenêtres, des balcons et des espaces communs : terrasse, buanderie, salle de gym... Des experts ont cependant alerté sur les illusions et les dangers d’une telle réponse au manque de logements abordables. L’un d’eux jugeait cette configuration « *fantastique* » pour des jeunes gens dans la vingtaine, mais conseillait de l’oublier pour toutes les autres catégories de population. Il invitait à imaginer le malaise des résidents lorsqu’ils n’auraient le choix, le soir, qu’entre leur unité d’habitation exiguë et des espaces communs envahis de voisins. De telles situations, prévenait-il, augmentaient les risques de violence domestique et d’addiction. De



LUCIE CHAUMONT. – « Mobile home », 2005

plus, les lits et tables escamotables impliquent des tâches quotidiennes supplémentaires qui, à la longue, deviennent pesantes ; les occupants négligent alors de les replier et se retrouvent dans un environnement encore plus inconfortable. Les enfants souffrent de troubles de la concentration, ce qui les pénalise dans leur scolarité. Enfin, le fait de ne pas pouvoir recevoir des amis nuit à la vie sociale et affective des locataires (6).

LA CAPACITÉ de ruser avec un système, de trouver des moyens de lui échapper, est bien sûr précieuse. Mais peut-on éternellement éviter de l’attaquer de front ? Jusqu’à quel point peut-on persévérer dans la suradaptation à une situation subie ? Lorsque M. Shafer déclare qu’une petite maison présente l’avantage de ne pas engloutir tous ses revenus, il s’incline devant le coût actuel du logement aux Etats-Unis. Il en fait une sorte de loi naturelle, alors qu’il s’agit d’une donnée conjoncturelle résultant d’un ensemble de décisions humaines, d’un rapport de forces politique. La crise américaine des *subprime* a été provoquée par l’irresponsabilité des banques, elle-même permise par la dérégulation de la finance et par la promotion de l’accès à la propriété. Les adeptes du *living small* occupent donc exactement la place qu’un ordre social inique leur assigne. Ils se contorsionnent pour rentrer dans le placard qu’on veut bien leur laisser et prétendent réaliser là leurs désirs les plus profonds.

« *Le bonheur tangible d’une vie bien vécue*, écrit M. Shafer dans son livre, *vaut un millier de protestations véhémentes.* » Plutôt que de « *gaspiller son énergie à essayer activement de changer cette société consumériste* », il conviendrait d’« *enseigner par l’exemple* ». Pourquoi pas ? Mais force est de constater que cela ne marche pas toujours. Cela n’a pas fonctionné, en tout cas, avec celle à qui il doit sa notoriété. Oprah Winfrey a certes été enthousiasmée par ses idées, mais pas au point de se convertir elle-même à sa définition du « vrai luxe ». Outre un manoir à 85 millions de dollars sur une immense propriété baptisée « The Promised Land », en Californie, l’im-

pératrice de la télévision américaine possède un appartement à Chicago, un chalet dans le Colorado, deux résidences dans le New Jersey, une dans la baie de Miami, une en Géorgie, ainsi qu’une maison de vacances à Hawaï (où M^{me} Michelle Obama a fêté ses 50 ans en 2014) et une autre sur l’île d’Antigua, aux Antilles. Bien sûr, elle voyage de l’une à l’autre dans son jet privé. La part de richesse qui échappe aux classes moyennes et populaires ne s’évapore pas : elle est dépensée... par les riches. Combien faut-il de Jay Shafer pour compenser l’empreinte écologique d’une Oprah Winfrey ?

Si la démarche de M. Shafer a suscité beaucoup d’intérêt et de fantasmes, le nombre de ceux qui l’ont imité est resté modeste : il s’élevait en 2011 à quelques centaines pour l’ensemble des Etats-Unis (7). En 2014, l’« Oprah Winfrey Show » est retourné le voir pour sa séquence « Que sont-ils devenus ? ». Désormais marié et père de deux enfants, il a déménagé dans un « palais » de quarante-six mètres carrés. Installée au fond du jardin, son ancienne habitation de célibataire lui sert de bureau (8). Lucide, il déclare que la *tiny house* peut convenir lorsqu’on vit seul ou en couple, mais que les choses se compliquent avec une famille. Entre une roulotte de neuf mètres carrés et la boursoffure d’une maison américaine typique, il y a de la place pour des solutions intermédiaires...

(1) « Inside a 96-square-foot home », www.oprah.com, février 2007.
(2) Jay Shafer, *The Small House Book*, Tumbleweed Tiny House, Sonoma, 2009.
(3) *Tiny. A Story About Living Small*, film de Merete Mueller et Christopher Smith, Speak Thunder Films, 2013.
(4) Tim Murphy, « Home petite home », BuzzFeed.com, 16 janvier 2015.
(5) Linda Federico-O’Murchu, « Tiny houses : A big idea to end homelessness », NBCnews.com, 26 février 2014.
(6) Jacoba Urist, « The health risks of small apartments », TheAtlantic.com, 19 décembre 2013.
(7) Alec Wilkinson, « Let’s get small », *The New Yorker*, 25 juillet 2011.
(8) « Jay Shafer, the man with a tiny house, has had to expand – just a little », HuffingtonPost.com, 19 février 2014.

SOMMAIRE

PAGE 2 :	Gagnant-gagnant ?, par PHILIPPE DESCAMPS . – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.
PAGE 3 :	L’internationalisme au temps de la Commune, par KRISTIN ROSS .
PAGES 4 ET 5 :	Washington débordé par l’affrontement entre Riyad et Téhéran, par AKRAM BELKAÏD . – Un accord qui ouvre le champ des possibles en Iran, par SHERVIN AHMADI .
PAGE 6 :	Gazprom, le Kremlin et le marché, par CATHERINE LOCATELLI . – South Stream, les raisons d’un abandon, par HÉLÈNE RICHARD .
PAGE 7 :	Métamorphoses de la dette africaine, par SANOU MBAYE .

PAGE 8 :	La Méditerranée empoisonnée, par BARBARA LANDREVIE .
PAGE 9 :	Le coût du monolinguisme, par DOMINIQUE HOPPE .
PAGES 10 ET 11 :	Quarante ans d’immigration dans les médias en France et aux Etats-Unis, suite de l’article de RODNEY BENSON . – Plusieurs approches (R. B.). – Qui a la parole ? (R. B.). – Les joies de l’écriture automatique, par PIERRE RIMBERT .
PAGE 12 :	Quand Cuba débat, par JANETTE HABEL .
PAGE 13 :	Grossesse fatale pour les bonnes de Hongkong, par ALEXIA EYCHENNE .
PAGES 14 ET 15 :	Voir ou avoir ?, par GÉRARD MORDILLAT .
PAGE 16 :	Comment échapper à la confusion politique, suite de l’article de SERGE HALIMI .

Mai 2015

PAGES 17 À 21 :	DOSSIER : L’ALLEMAGNE, PUISSANCE SANS DÉSIR. – Une hégémonie fortuite, par WOLFGANG STREECK . – A droite, du nouveau, par DOMINIQUE VIDAL . – L’islam comme épouvantail (D.V.). – « Bild » contre les cyclo-nudistes, par OLIVIER CYRAN . – Ce qu’ont perdu les femmes de l’Est, par SABINE KERDEL . – Embarras autour des ventes d’armes, par PHILIPPE LEYMARIE .
PAGES 22 ET 23 :	A la recherche du prochain Syriza, suite de l’article de RENAUD LAMBERT .
PAGES 24 À 26 :	LES LIVRES DU MOIS : « Le Bateau-Usine », de Kobayashi Takiji, par BERNARD DAGUERRE . – « Le Puits », d’Iván Repila, par XAVIER LAPEYROUX . – Des zones économiques très spéciales, par CLEA CHAKRAVERTY . – Wang Bing ausculte les plaies de la Chine, par PHILIPPE PERSON . – Le rire du misanthrope, par BORIS SÉMÉNIAKO . – L’agrobusiness, tueur en série, par PAUL SCHEFFER . – Comédiens dans le bruit du monde, par MARINA DA SILVA . – Dans les revues.
PAGE 27 :	Guérilla littéraire, par LUCIE GEFFROY .